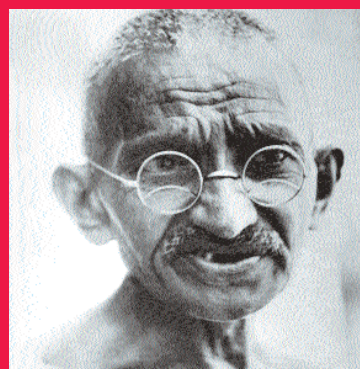


Politis,
P

CHAQUE JEUDI

www.politis.fr

DOSSIER



Depuis Gandhi,
cent ans
de désobéissance
civique

LIBAN

Israël sur la sellette

ÉCONOMIE

L'ONU craint la crise

CULTURE

Le photojournalisme
vu de Perpignan

IDÉES

Les dérives
de l'antiterrorisme
Entretien avec
Jean-Claude Paye

M 03461-0916 3,00 E



n°916

3 €

Politis,

RASSEMBLEMENT ANTILIBÉRAL

L'heure de vérité

Les collectifs pour un candidat unitaire
à gauche se sont donné
rendez-vous dimanche à Saint-Denis



Sommaire

Au fil de la semaine 4 à 19

GROS PLAN RASSEMBLEMENT ANTILIBÉRAL. L'heure de vérité. Pages 4 à 6	CULTURE PHOTOGRAPHIE. Festival Visa pour l'image, à Perpignan. Page 16
FRANCE POLITIQUE. Le Pen, toujours en piste. Page 6	« Fils unique », de Stéphane Audeguy. Page 17
MONDE LIBAN. Israël sur la sellette, par le sociologue Rudolf el-Kareh. Page 7	ROCK. « Avatar », des Comets on fire. Page 18
ÉCONOMIE. L'ONU craint la crise. Entretien avec Damien Millet, président du CADTM. Pages 8 et 9	THÉÂTRE. « Percolateur blues », de Fabrice Melquiot. Page 18
ÉCONOMIE. « L'hirondelle présidentielle », par Michel Husson. Page 9	TÉLÉVISION. Rentrée littéraire, culture marchande. Page 19
IRAN. Une logique d'affrontement. Page 10	Idées 20 et 21

Dossier 12 à 15	Courrier 21
SOCIÉTÉ Cent ans de désobéissance civique	Action 22 à 29
	Bloc notes 30 et 31

Il y a tout juste un siècle, Gandhi instaurait un mode de résistance non-violent : la désobéissance civique. Aujourd'hui, cette forme de protestation collective connaît une recrudescence en France : contre les cultures d'OGM, contre les expulsions de sans-papiers, contre le fichage génétique... Des formes d'action qui révèlent que la justice et la légitimité ne sont pas toujours synonymes de légalité.

La société des rédacteurs

Un communiqué de la société des rédacteurs de « Politis »

Si l'on s'en tient à la sécheresse de l'information, il apparaît qu'une nouvelle fois *Politis* se trouve dans la tourmente. Fin juillet, son président a déposé le bilan. Et le 8 août, le tribunal de commerce a placé la société éditrice sous administration judiciaire pour deux mois. Pourtant, en dépit des apparences, la société des rédacteurs de *Politis* et l'ensemble du personnel veulent affirmer ici leur pleine confiance en l'avenir de ce journal. À leurs lecteurs, ils veulent dire leur conviction que *Politis* peut et doit surmonter la crise actuelle, et en sortir renforcé. Cette conviction ne repose pas seulement sur un engagement passionné, elle est fondée sur un constat économique. Car les difficultés que traverse le journal, créé voici dix-neuf ans par Bernard Langlois, n'ont cette fois aucun rapport avec les crises précédentes. Jamais ce journal, qui a longtemps traîné comme un fardeau une sous-capitalisation de départ, n'a été aussi proche de l'équilibre. Jamais il n'a compté autant d'abonnés. Jamais sa rédaction ne s'est sentie aussi unie autour d'un projet et d'une conception rédactionnelle. Son originalité dans le paysage médiatique français et sa qualité sont reconnues. Au fil des années, la rédaction de *Politis* s'est entourée de chroniqueurs dont la compétence est incontestée dans les domaines de l'économie et de l'écologie. Des débats de société, de culture et sur les grands problèmes internationaux font régulièrement l'objet de dossiers dont la qualité est reconnue. Les informations sur le mouvement associatif, sur l'économie solidaire et le commerce équitable sont uniques en leur genre. *Politis* porte sur l'actualité un regard singulier parce que nous ne tenons jamais a priori pour évidents les engouements, les idées et les opinions qui dominent l'univers médiatique. C'est cette conception de notre métier qui nous réunit.

Mais nous avons appris à nos dépens que le travail d'une rédaction ne suffit pas au succès d'un journal. *Politis* a besoin d'une politique de développement dynamique qui lui a fait cruellement défaut au cours des dernières années. Notre journal doit s'inscrire pleinement dans l'évolution technologique que permettent les nouveaux instruments de communication. Il doit faire fructifier sa place au cœur de nombreux réseaux. Il doit être plus facilement accessible à des lecteurs qui se plaignent à juste titre de ne pouvoir le trouver. Cette absence de travail de développement, les carences d'une direction générale incapable même de faire valoir les droits de *Politis* aux tarifs postaux préférentiels, qui sont un acquis démocratique de la presse, et qui se payent chaque mois en milliers d'euros de manque à gagner, sont à l'origine des difficultés actuelles. Et cela en dépit des multiples mises en garde de la rédaction, du personnel et du directeur de la rédaction, qui n'ont jamais été prises en considération ni par le directeur général lui-même, mobilisé en permanence par des activités extérieures au journal, ni par le président de la société éditrice.

Tout ce qui n'a pas été fait au cours des dernières années est aujourd'hui possible. Les compétences sont réunies. Un repreneur, actionnaire minoritaire depuis huit ans de *Politis*, offre aujourd'hui d'en être l'opérateur. Sa surface financière, sa compétence dans le domaine de la communication, son attachement qu'il a maintes fois témoigné au titre constituent une chance unique. Un projet a été élaboré. Les journalistes de *Politis* y ont contribué. La société des rédacteurs lui apporte son soutien parce qu'il lui semble s'inscrire dans la continuité de l'équipe fondatrice et de l'actuelle direction de la rédaction tout en insufflant une dynamique de gestion et de développement nouvelle. Et parce que, par-dessus tout, il lui apparaît que ce projet assure à *Politis* son indépendance. La société des rédacteurs réaffirme que *Politis*, journal engagé dans le mouvement altermondialiste, ne veut être le porte-parole d'aucun courant, et a fortiori d'aucun clan, ni l'organe d'aucune association ni d'aucun parti. Elle revendique un journalisme engagé, mais toujours critique. Toute tentative de mainmise, même au nom de proximités idéologiques supposées, rencontrerait sa ferme opposition. Plus que jamais, la rédaction compte sur la fidélité de ses lecteurs qui ne doit pas lui faire défaut dans une période difficile mais sans aucun doute porteuse d'avenir.

Politis,

Fondateur : Bernard Langlois.

Politis est édité par SAS Politis, société par actions simplifiée au capital de 300 000 euros.
Principaux actionnaires : Association pour la défense de la pluralité de la presse, Doxa SAS, le Monde diplomatique.
Président, directeur de la publication : Pierre Guiard-Schmid.
Comité de direction : Pierre Guiard-Schmid, Denis Sieffert.

Comité de prospective : Bernard Cassen (président), Jean-Pierre Beauvais, Pierre Guiard-Schmid, Bruno Lombard, Denis Sieffert, Thierry Wilhelm.

Directeur général : Jean-Pierre Beauvais.

Directeur de la rédaction : Denis Sieffert.
Chef des informations : Michel Soudais (politique).
Économie et social : Thierry Brun (chef de rubrique), Dante Sanjurjo.
Vie associative : Françoise Galland (chef de rubrique).
Écologie-Nord-Sud : Patrick Piro.
Société : Marion Dumand.
Culture-Idees : Christophe Kantcheff (chef de rubrique), Gilles Costaz (théâtre), Jean-Pierre Jeancolas (cinéma), Denis-Constant Martin (musiques), Frédérique Pelletier (BD), Jean-Claude Renard (arts plastiques, littérature), Jacques Vincent (rock), Jacques Vassal (chanson), Olivier Doubre (essais).
Médias : Marie-Édith Alout.
Premier rédacteur graphiste et webmestre : Michel Ribay.
Rédactrice graphiste : Claire Le Scannf-Stora
Rédactrice correctrice : Pascale Bonnardel.

Conception graphique : Frédérique Goursolas.

Administration-comptabilité : Isabelle Péresse.
Secrétariat : Brigitte Hautin.

Publicité-promotion : Michèle Bassereau. publicite@politis.fr
Impression : Imprimerie du Monde, 12, rue M. Gunsburg 94852 Ivry Cedex.



Relation abonnés.
Tél. : 01 49 60 10 39
Fax : 01 49 60 10 55.
politis@abocom.fr
Abon. 1 an France : 158 euros
Diffusion. NMPP.
Inspection des ventes et réassort : K.D.
Éric Namont : 01 42 46 02 20
Numéro de commission paritaire : 69830. ISSN : 1290-5550
Politis, 2, Impasse Delaunay 75011 Paris
Tél. : 01 55 25 86 86
Fax : 01 43 48 04 00
www.politis.fr
redaction@politis.fr

ÉDITORIAL

PAR DENIS SIEFFERT

Notre « néo-cons »

Quelle différence entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal ? Ce n'est pas encore tout à fait la question-clé de l'élection présidentielle, mais c'est au moins l'interrogation du jour. La réponse est simple : elle réside sans aucun doute dans une différence d'amplitude sur l'échelle du libéralisme économique. On la mesure quand on entend Ségolène s'indigner (c'est bien le moins !) contre les remises en cause du droit de grève par le président de l'UMP. On pourrait évidemment citer d'autres exemples qui, même en cas de malheur – je veux dire dans l'hypothèse où ce duel serait décidément à l'affiche du second tour, dans neuf mois –, n'autoriseraient personne à tracer un signe égal entre les deux candidats. Mais au total, et chacun à sa place, ils campent les personnages d'un nouveau paysage à l'américaine. Peu de politique, pas de véritable choix de société, mais des divergences d'intensité dans l'application d'un programme libéral. La mise en scène des candidats, ce qu'on appelle horriblement (mais la chose mérite bien que le mot soit laid) la « peopolisation » de notre vie politique participe évidemment de cette évolution. Dans ce tableau, la figure politique de Nicolas Sarkozy est archiconnue. Le président de l'UMP est un néo-conservateur à la française. Un « *neo-cons* », comme on dit aux États-Unis. Un petit George W. Bush (l'autre n'est déjà pas bien grand en regard de l'histoire). Ses recettes sont celles du libéralisme ultra. Elles font se pâmer Mme Laurence Parisot et les patrons du Medef : affaiblissement de la Fonction publique, remise en cause des contrats à durée indéterminée, augmentation de fait de la durée du travail, suppression des droits de succession, limitation du droit de grève, et quelques autres mesures du même tonneau. C'est une petite contre-révolution reaganienne qu'il nous propose. « Petite » dans la mesure où le terrain, hélas, a déjà été préparé par des prédécesseurs qui, comme chacun sait, n'étaient pas tous de droite. Il y faut ajouter la « patte Sarkozy » pour brouiller les pistes. Ainsi, tandis qu'il reçoit l'ovation du Medef, il ne craint pas de fustiger les « patrons-voyous ».

Habile travail de communication. Car qui sont ces patrons qui subissent les foudres de Sarkozy ? Ce sont ceux, dit-il, qui à coups d'indemnités de départ se servent « *quarante siècles de Smic* ». On conviendra que la barre de l'indignation est placée à bonne altitude. Là, commente-t-il, « *le libéral*



que je suis proteste ». Nicolas Sarkozy n'est pas ultra-ultralibéral. Il n'est que très libéral. Mais l'effet d'optique est assez réussi pour donner à qui n'est pas attentif l'impression d'un personnage complexe, maniant l'« ordre juste », comme diraient en chœur Ségolène Royal et Benoît XVI, qui ont en partage ce concept.

Quant au dossier des sans-papiers, il le résume de deux chiffres dans son entretien au *Figaro Magazine* : « *Quand je suis devenu ministre de l'Intérieur, dit-il, on expulsait 10 000 personnes par an, alors qu'on en sera à 25 000 cette année.* » Mais Nicolas Sarkozy avoue jalouser les Espagnols du socialiste Zapatero : « *Ils sont à 50 000 !* » Cela fait rêver en effet. Avec le refus du mariage homosexuel, la discipline rétablie à l'école, l'évocation appuyée des valeurs morales (« *je défends le travail et la famille* », dit-il sans trop redouter les rapprochements historiques) et l'exaltation d'une politique sécuritaire qui est sa marque de fabrique, il flatte méthodiquement l'électorat du Front national. Évidemment, le néo-conservatisme à

Précision

Il va sans dire que *Politis* continue de paraître chaque semaine. Comme il est rappelé dans le communiqué de la société des rédacteurs, notre problème immédiat n'est d'ailleurs pas principalement économique. Il n'empêche que nous avons besoin de votre fidélité et de votre mobilisation.

l'américaine de Nicolas Sarkozy est encore plus patent quand il s'agit de positionnement international. Le candidat de l'UMP ne fait pas mystère de son atlantisme. Devant la tragédie libanaise de cet été, il n'a pas trouvé d'autres mots que ceux en permanence à l'annéonés par George Bush : « *Israël a le droit de se défendre.* » La formule n'est ni très inventive ni très nuancée, mais elle agit comme une sorte d'identifiant politique. Avec lui, c'est à coup sûr la fin d'une certaine singularité française, héritée de De Gaulle. C'est aussi la fin de l'Europe. D'une Europe en tout cas qui serait autre chose qu'une dépendance de l'Otan. Imaginez la parole d'une Europe dominée par Tony Blair, Nicolas Sarkozy et l'extrême droite polonaise. On objectera que dans le catalogue présenté au cours de ces derniers jours tout n'est pas mauvais. Le service civique, la formation pémamente... toutes choses qui se retrouvent aussi dans le programme des socialistes et ne suffisent certainement pas à fonder une politique. Il faut bien quelques coups de chapeau à la lune. Ces mesures font désormais partie de la panoplie du parfait candidat. Finalement, Nicolas Sarkozy est un pur produit d'époque. Moins original, on ne peut pas. Il est formaté pour la globalisation financière. On doit encore espérer que celui ou celle que les socialistes choisiront pour l'affronter (puisque à droite les jeux semblent faits) offre un autre choix que celui d'une finale à l'américaine qui se jouerait sous les paillettes et à grand renfort de médias. Quoi qu'il en soit, cette évolution met encore un peu plus en évidence l'importance du ou des autres candidats de gauche. Pour échapper à ce conformisme mondialisé.

Au fil de la semaine

GROS PLAN

RASSEMBLEMENT ANTILIBÉRAL

L'heure de vérité

En apparence, la perspective d'une candidature unitaire de la gauche antilibérale a du plomb dans l'aile. La réunion nationale des collectifs unitaires et populaires, dimanche, peut la relancer. A condition de déboucher sur des décisions concrètes.

Ce n'est qu'une étape, mais elle est cruciale. Après un trop long été, au cours duquel la perspective d'une candidature unitaire antilibérale de la gauche du « non » a été maintes et maintes fois enterrée dans les gazettes, la réunion nationale des collectifs unitaires et populaires, qui se tient à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), dimanche, doit d'abord faire mentir les Cassandre de tous bords. Ce rendez-vous sera aussi la première véritable apparition des collectifs locaux créés en réponse à l'appel « pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes », lancé le 10 mai (*Politis* n° 902). Depuis cette date, un collectif d'initiative national impulse, coordonne et anime le débat. Mais sa composition, qui reflète à peu près le spectre des forces politiques engagées dans la campagne unitaire pour le « non » lors du référendum sur le traité constitutionnel européen (voir encadré), fait d'avantage songer à un cartel d'organisations qu'à un rassemblement populaire. Après quatre mois de gestation du projet, il s'agit à la fois de lui donner une visibilité et d'amplifier la dynamique dont témoigne la création de près de 450 collectifs locaux depuis cette date.

Malgré les coups de frein répétés de la LCR et en dépit des hésitations du PCF, les organisateurs ont bon espoir d'y parvenir. Présenter des candidatures unitaires de la gauche antilibérale à la présidentielle et aux législatives est « non seulement toujours aussi nécessaire, mais cela reste possible », assure Christian Picquet. Le chef de file de la minorité de la Ligue s'inscrit en faux quand les dirigeants de son parti affirment de l'affaire est « pliée ». « Cela reste ouvert », juge-t-il en estimant être « près d'un accord ». « Ça avance », assure aussi Éric Coquerel. Pour l'animateur du Mouvement pour une alternative républicaine et sociale (Mars), « les pièces du puzzle sont en train de se mettre en place ». L'orientation tout d'abord. Elle est précisée dans un texte intitulé « *Ambition, stratégie, candidatures* », adopté au début de la semaine dernière par l'ensemble des membres du collectif d'initiative national, à l'exception de la direction de la LCR. Ce texte assigne pour objectif à la démarche initiée par l'appel du 10 mai la constitution d'un « rassemblement durable » et « à vocation majoritaire » susceptible d'ouvrir une autre voie à gauche qui rompe « avec



Marie-George Buffet, Olivier Besancenot, Jean-Luc Mélenchon et José Bové, à l'université d'été de la LCR.

le libéralisme sous toutes ses formes ». Il préconise pour cela de mener « une campagne unitaire et populaire » inspirée « de celle menée pour le rejet du traité constitutionnel européen » et conduite par « un groupe de porte-parole ». Enfin, il définit une procédure pour choisir les candidats du rassemblement à la présidentielle et aux législatives. L'une des fonctions de la réunion de dimanche est de permettre aux collectifs locaux d'exprimer leur point de vue sur ce texte et de dire si un large accord peut se dessiner sur l'orientation proposée. Second élément de satisfaction : aucune des forces qui, l'an dernier, à la fête de l'Humanité notamment, discutaient du prolongement à donner au 29 mai n'a claqué la porte des discussions. Et le nombre des collectifs continue de s'accroître. Le collectif d'initiative national en recensait un peu plus de 300 fin juin, près de 450 à ce jour ! « La dynamique s'est plutôt confirmée et poursuivie pendant l'été », se réjouit Christian Picquet. Autre motif d'encouragement, les allers-retours entre les collectifs locaux et le collectif national ont permis de peaufiner la rédaction

de la Charte antilibérale des collectifs du 29 mai. Bientôt édité, ce texte qui constitue le socle commun aux différentes forces de la gauche du « non » sera disponible à la fête de l'Humanité, où le collectif national aura un stand de bonnes dimensions. L'achèvement de cette tâche a permis de mettre en chantier le programme du rassemblement antilibéral. Un document de travail provisoire d'une douzaine de feuillets, intitulé « *Ce que nous voulons* », et comprenant déjà plus de 90 propositions, fera l'objet d'un débat sans vote. « Tous les éléments pour faire une campagne sont là », se félicite Éric Coquerel. « Le problème, concède toutefois le syndicaliste Claude Debons, c'est la mise en mouvement. » À l'entendre, nombre de collectifs « commencent à piaffer ». Ils se demandent quand ils vont « rentrer en campagne ». Une impatience que d'aucuns espèrent mettre à profit pour débloquent certaines questions encore pendantes. C'est le cas de la désignation du candidat que le rassemblement antilibéral veut présenter

à l'élection présidentielle. Claude Debons, inlassable pilote des équilibres au sein du collectif d'initiative national, ne cache pas que ce sera « le principal obstacle ». « La dimension populaire de la campagne que nous voulons ne prendra vraiment son essor que lorsque nous aurons désigné le candidat », avertit-il. « Disponible », selon son expression, José Bové, qui a renoncé à participer à toute université d'été avant la réunion de dimanche, devrait réitérer son offre de service. Et plaider pour une accélération du processus. Soutenu par les Alternatifs, Alter Ekolo, un courant des Verts officiellement né le 24 août et animé par Francine Bavay, des collectifs locaux et quelques personnalités, le leader paysan est contesté par d'autres qui avancent les noms de Clémentine Autain ou d'Yves Salesse. En tout état de cause, cette désignation ne sera pas réglée ce week-end. Les antilibéraux sont en effet tributaires du calendrier du PCF, qui doit décider de sa stratégie pour 2007 lors d'une conférence nationale prévue les 21 et 22 octobre. Ils sont aussi suspendus à la décision de la LCR, qui n'exclut pas de retirer son candidat, sous certaines conditions. « Veulent-ils, oui ou non, des candidatures unitaires, non seulement pour la présidentielle, mais aussi pour les scrutins qui vont suivre ? », se demandait récemment José Bové dans *le Monde*. Si Marie-George Buffet a fait acte de candidature en mettant en débat le fait qu'une candidature issue du PCF serait la mieux à même d'incarner le rassemblement, plusieurs membres du collectif d'initiative national notent que les dirigeants communistes n'ont jamais fait de cette candidature un préalable. Membre de l'exécutif du PCF, Pierre Zarka assure que, sur cette question, son parti « bouge vraiment, y compris dans une partie de l'appareil ». La question sera de nouveau débattue cette fin de semaine lors d'un conseil national, place du Colonel-Fabien. Initialement prévue pour ne durer qu'une demi-journée, vendredi, cette réunion du parlement communiste a été prolongée jusqu'au samedi soir en prévision de discussions qui s'annoncent rudes.

Faute de pouvoir se prononcer sur l'identité du candidat ou de la candidate, nombre de collectifs espèrent que la réunion ne se terminera pas sans un accord sur le profil de ce candidat. Lors d'assemblées

suite p. 6

À la source...

Le Collectif d'initiative national, instance de travail et de délibération collective, est chargé d'aider à la création des collectifs locaux, d'élaborer un projet de campagne commune et de clarifier les questions stratégiques entre ses membres. Il est composé de représentants des organisations politiques suivantes, qui y nomment 2 à 4 représentants : Alternatifs, Convergence citoyenne, Gauche républicaine, Mars, PCF, Collectif pour l'éco-développement. Les minoritaires de la LCR et des Verts, ainsi que les militants de PRS (Pour la république sociale), y sont représentés pareillement. Un quinzaine de personnalités participent aussi aux travaux du collectif national : Christophe Aguiton, Clémentine Autain, José Bové, Patrick Braouezec, France Coumian, Claude Debons, Monique Dental, Jean-Luc Gonneau, Raoul Marc Jennar, Claude Michel, Yves Salesse, Patrick Silberstein, Christian Sunt, Pierre Zarka. La LCR, n'ayant pas signé le texte de l'appel du 10 mai, a un statut d'observateur.

Le collectif d'initiative national reflète à peu près les forces politiques engagées dans la campagne unitaire pour le « non » lors du référendum sur le TCE. Après quatre mois de gestation du projet, il s'agit d'amplifier la dynamique dont témoigne la création de près de 450 collectifs locaux.

Deux questions centrales

Les rapports avec le PS et le mode de désignation des candidats unitaires ont fait l'objet de longues discussions. Le texte stratégique en est l'aboutissement. Extraits.

« Depuis des années, la gauche est traversée par deux orientations contradictoires qui se sont notamment exprimées à l'occasion du référendum sur le traité constitutionnel européen : l'une, social-libérale, d'acceptation et d'adaptation au libéralisme et à la mondialisation capitaliste ; l'autre, en rupture avec le libéralisme et porteuse de propositions de transformation sociale. C'est cette orientation alternative que nous voulons faire vivre et développer pour qu'elle devienne majoritaire à gauche et dans le pays. [...]

Notre objectif est une politique apportant des solutions durables aux grands problèmes de notre société, répondant aux besoins et aux aspirations populaires, donc la constitution d'une majorité et d'un gouvernement de gauche qui mènent une politique de rupture avec le libéralisme et développent une politique de transformation sociale, environnementale et démocratique. Nous ne serons pas d'un gouvernement dominé par le social-libéralisme qui, dans sa composition comme dans son projet, ne se donnerait pas les moyens de rompre enfin avec le libéralisme, ne répondrait pas aux attentes. Le parti socialiste, notamment, a adopté un programme qui tourne le dos à une rupture franche avec le libéralisme. Il est hors de question, pour nous, de négocier sur cette base un contrat de gouvernement dont l'action, décevant une nouvelle fois, déboucherait inéluctablement sur le retour d'une droite plus dure encore. De même, il est hors de question d'accepter l'idée proposée par le PS d'une « fédération de la gauche » autour d'une telle orientation. [...]

Dans le cas où nous ne participerions pas au gouvernement, notre groupe à l'Assemblée ne participera pas à une majorité constituée pour soutenir ce gouvernement, mais votera en faveur de toute disposition législative allant dans le sens des intérêts de la population. Nous utiliserons aussi notre force parlementaire, avec tous ceux qui seront partie prenante de mobilisations sociales, pour faire adopter un certain nombre de mesures positives ou retirer les mesures négatives ; pour faire transcrire notre programme dans la loi et dans les faits. Nous nous réservons d'apprécier et de discuter publiquement la manière dont agissent le gouvernement et sa majorité tout au long de la législature. À la présidentielle et aux législatives, dans les cas où nos candidats ne seront

pas arrivés en tête de la gauche au premier tour, nous mobiliserons toutes nos forces pour battre la droite et l'extrême droite en faisant voter pour le candidat de gauche le mieux placé, sans conditions ni négociations d'un accord politique entre les deux tours. [...]

Notre campagne devra échapper à la dérive présidentialiste encouragée par les institutions, d'où l'importance du groupe de porte-parole que nous mettrons en place sur la base de l'accord unitaire conclu, de sa conception, de son rôle et de son travail collectif. Nous lions présidentielle et législatives en une même campagne et démultiplions ainsi les porte-parole. [...]

Pour la présidentielle, notre choix collectif se fera, en fonction de notre projet, de notre stratégie, de nos perspectives. Par son profil, notre candidature symbolisera l'unité de notre rassemblement, portera le programme décidé en commun et partagera nos perspectives de rassemblement durable. Il ou elle évitera une conduite présidentialiste et s'inscrira dans un cadre de travail collectif pour la conduite de la campagne au même titre que l'ensemble du groupe de porte-parole. Il paraît difficile de vouloir trancher cette question par un vote pour départager plusieurs candidats (quel corps électoral ? Constitué comment ?). La concurrence et la confrontation poussées au bout nous feraient courir le risque de fractures difficilement réparables. Il faut débattre pour se convaincre et chercher à bâtir un double consensus : au sein des collectifs et entre les organisations pour choisir celle ou celui qui incarnera sur le bulletin de vote notre rassemblement. Le choix de notre candidature (au sein d'une équipe pluraliste de porte-parole) interviendra à l'automne en lien avec l'accord unitaire sur le programme, la stratégie, le rassemblement durable.

Aux législatives, nos candidats et candidates, à parité, devront refléter notre diversité (politique, sociale, culturelle, générationnelle...). Ce seront des personnalités enracinées, aux profils rassembleurs, des porte-parole pour notre rassemblement durable. Ils et elles émaneront le plus souvent des collectifs locaux, avec une harmonisation au plan national pour que les différentes sensibilités soient équitablement représentées. »



L'affiche d'un meeting pour le « non de gauche » au référendum sur le TCE, collée le 8 mai 2005, près de Toulouse.

suite de la p. 6

générales préparatoires, plusieurs collectifs ont adopté une motion identique indiquant que le « *candidat commun à l'élection présidentielle ne devra pas être représentatif d'une des formations politiques du rassemblement* ». Dans les Bouches-du-Rhône, cette proposition a reçu l'approbation des deux tiers des 280 présents, lors d'une assemblée départementale qui s'est tenue le 2 septembre à Aubagne. Lundi, la Haute-Garonne devait abonder dans le même sens. Un profil qui exclut de fait tout candidat issu du PCF. D'autres, parfois les mêmes, réclament que la réunion désigne à tout le moins le groupe de porte-parole de la campagne, afin de lancer celle-ci au plus vite. « *Cela me paraît difficile tant que le cadre politique n'est pas fixé* », prévient Christian Picquet. Et puis, « *tout le monde pense que cette désignation peut préfigurer le choix du candidat, d'où une certaine méfiance dans les partis institués* », explique Pierre Zarka. D'autres encore ne se satisfont pas de l'annonce en termes vagues d'une procédure chargée de désigner les candidats à la présidentielle et aux législatives. « *Comment se fait le recensement des candidatures ? À quelle date sont-elles ouvertes ? Quand sont-elles closes ?* », interroge Pierre Cours-Salies. Sur cette question de méthode, le Mars et la Gauche républicaine, forts de la conviction que « *changer les institutions devient la condition même de tout changement* », affirment dans une contribution commune n'avoir qu'un candidat, « *la VT République* », et suggèrent en application des principes de celle-ci de procéder d'abord à la désignation des candidats aux législatives, ceux-ci choisissant ensuite le candidat à l'élection présidentielle, dont la seule et unique tâche, s'il était élu, consisterait à redonner le pouvoir au Parlement.

Si elle veut dissiper le scepticisme qui entoure son objectif, la réunion nationale des collectifs ne peut pas ne pas répondre à ces questions. Ni se dispenser de fixer des rendez-vous de mobilisation. Elle doit aussi préserver l'équilibre de ses composantes. Ce qui n'est pas aisé. Le texte d'orientation proposé par le collectif d'initiative national, dans sa dernière version, reprend la vision, popularisée par le parti d'Olivier Besancenot, d'une gauche « *traversée par deux orientations contradictoires* », antagonistes

sinon incompatibles. La question des rapports avec le PS, qui avait servi de prétexte à la LCR pour refuser de signer l'appel du 10 mai, y est clarifiée dans un sens proche des souhaits de cette dernière puisque le parti de François Hollande est expressément mentionné (voir page 5) quand l'appel se contentait d'annoncer le refus des signataires de participer « *à un gouvernement qui serait dominé par le social-libéralisme* ». Ce durcissement ne paraît toutefois pas de nature à satisfaire Alain Krivine et ses amis. À Port-Leucate, lors de leur université d'été, Léon Crémieux n'a pas caché souhaiter que soit acté le refus de toute entente avec le PS même dans l'hypothèse où le rassemblement antilibéral serait majoritaire à gauche.

Lors de l'assemblée générale du collectif des Bouches-du-Rhône, Samuel Joshua, figure historique de la LCR à Marseille, a obtenu que le passage sur le PS soit réécrit ainsi : « *Les choix stratégiques qui ont conduit la direction du PS au vote "oui" du 29 mai, et ont abouti à son programme actuel, soutenu unanimement par ses dirigeants, diffèrent profondément de notre programme antilibéral. Il est donc hors de question, pour nous, de négocier un contrat de gouvernement ne rompant pas franchement avec le libéralisme et de s'engager dans une coalition gouvernementale et parlementaire avec le PS, dont l'action, décevant une nouvelle fois, déboucherait inéluctablement sur une droite plus dure encore* ». Des militants des Verts et de PRS, le club de Jean-Luc Mélenchon, s'y sont opposés. Les représentants de ce dernier ont expliqué ne pouvoir « *souscrire à une formulation qui viserait à sortir par avance le PS de la démarche unitaire, comme si son avenir était déjà écrit, alors que lui aussi peut évoluer* ». Sur le jeu de la LCR et les concessions que les participants seront prêts à lui faire, la réunion de dimanche a toutes les chances d'être aussi un moment de vérité. Il ne tient qu'aux représentants des collectifs et des forces politiques qui les composent de maintenir la bonne entente de la campagne du « non ». Afin qu'aucun de ceux qui y ont pris part ne puisse se sentir exclu d'un rassemblement qui doit en être le prolongement.

MICHEL SOUDAIS

Si elle veut dissiper le scepticisme qui entoure son objectif, la réunion nationale des collectifs doit fixer des rendez-vous de mobilisation et préserver l'équilibre de ses composantes.

Toujours en piste

POLITIQUE. Le Pen n'a pas l'intention de faire autre chose que du Le Pen.

EN JUILLET 1998, Jean-Marie Le Pen n'avait pas apprécié que l'émissaire hongrois d'un « parti frère » le félicite chaudement et publiquement pour les 70 ans qu'il venait de fêter. Dimanche dernier, de retour dans la même manade de Saint-Martin-de-Crau (Bouches-du-Rhône), pour une fête des tricolores, le président du Front national a crânement annoncé qu'à 78 ans il n'était « *pas en chariot* » et n'avait « *pas de béquilles* ». À l'orée de sa cinquième campagne présidentielle, l'ancien député poujadiste ne cache plus son âge et se flatte même de n'avoir pas changé d'idée en « *cinquante ans de vie politique* », un record. C'est bien le seul changement notable dans son discours.

Car en un peu plus d'une heure de harangue, devant un public populaire d'un millier d'inconditionnels, l'éternel candidat de l'extrême droite a joué toute la gamme de son répertoire éculé. À commencer par le tableau apocalyptique de l'immigration « *planétaire* » avec son lot d'Algériens, qui arrivent « *avec des visas de tourisme* », et de « *Noirs d'Afrique* » – « *Vous le voyez bien, vous le sentez bien* », dit-il à leur propos –, en passant par le poids des impôts sur le travail, qu'il veut supprimer, l'âge de la retraite, qu'il porterait bien « *à 67, 68, 69 ans* », ou la dénonciation de l'impuissance du pouvoir politique. Seule concession à la modernité, si l'on ose dire : Jean-Marie Le Pen s'érige en défenseur des automobilistes victimes des radars et d'« *amendes aux montants aberrants* ».

Deux jours plus tôt, face à la presse, l'ancien finaliste de la présidentielle de 2002 avait lu péniblement un *pensum* sur les réformes institutionnelles qu'il projetait, histoire de « *marquer* [son] début de campagne du sceau de la crédibilité, de l'expertise et de la technicité ». Un rôle à contre-emploi. L'enfant de La Trinité est plus à son aise quand il promet aux « *payans de France* » qu'il ne laissera « *pas Bruxelles* [les] amener à l'abattoir de la mondialisation » et leur enjoint de se soulever et de rejoindre la « *marche verte du FN* ». Son registre à lui, c'est « *l'anti-système* ». C'est aussi l'axe que ses conseillers entendent donner à sa campagne : « *On ne va pas faire de voix chez les bourgeois libéraux ; leur héros, c'est Sarkozy, alors qu'il y a vraiment un coup à jouer en s'adressant aux déçus de la gauche et aux abstentionnistes* », explique Éric Iorio, en charge de la propagande. Une recette déjà éprouvée en 2002, et que la petite équipe qui entoure Le Pen entend bien relancer. Avec le secret espoir que la gauche lui laissera le champ libre pour un dernier tour de piste. En forme de consécration.

MICHEL SOUDAIS

Israël sur la sellette

LIBAN. Le blocus, les destructions d'infrastructures souvent vitales et surtout l'usage de bombes à fragmentation violent la réglementation internationale. Le sociologue Rudolf el-Kareh analyse ici la responsabilité de l'Etat hébreu.

LES DIRIGEANTS ISRAËLIENS peuvent-ils être poursuivis pour « crimes de guerre » par une juridiction internationale ? On en est encore loin même si plusieurs rapports d'organisations humanitaires, notamment Amnesty International, sont accablants. Il faudrait pour cela une volonté politique qui n'existe pas. On sait trop que la justice internationale dépend des rapports de force. Il n'empêche ! Un tabou est tombé. Il ne fait plus de doute aujourd'hui que l'État d'Israël et son armée ont commis, dans la guerre lancée contre le Liban, le 12 juillet dernier, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité tels que ceux-ci sont définis par les articles 7 et 8 du statut de Rome de la Cour pénale internationale. Le Liban a fait l'objet, en effet, d'un assaut « *commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre une population civile et en connaissance de cette attaque* » (art. 7.1 du statut). Quant aux crimes de guerre, ils « *s'inscrivent dans un plan ou une politique* » (art. 8.1), comme l'ont publiquement révélé, le 15 juillet dernier, Alex Frishman, le commentateur militaire du quotidien israélien *Yedioth Aharonot*, et Seymour Hersh, dans le *New-Yorker* du 14 août 2006.

Parmi les faits les plus flagrants, figure le largage de cent mille bombes à fragmentation – interdites par les conventions internationales dans les zones civiles – sur les zones habitées du sud du Liban, ce qui menace, selon l'ONU, la vie de milliers de civils libanais. Le secrétaire de l'ONU aux Affaires humanitaires, Jan Egeland, n'a pas mâché ses mots : « *Ce qui est choquant et totalement immoral, c'est que 90 % de ces bombes ont été lâchées dans les trois derniers jours du conflit, quand nous savions qu'une résolution [du Conseil de sécurité] allait être adoptée, quand nous savions qu'il y aurait une fin [...]. Chaque jour, des gens sont estropiés, blessés ou tués par ces armes.* »

Le ministre belge de la Défense, en annonçant que les soldats belges seront équipés d'appareils de mesure des radiations, a renforcé les accusations du gouvernement libanais faisant état d'usage par les Israéliens de bombes à uranium appauvri, tandis que le chef de la mission de Handicap International confirme que « *tout le sud est couvert de ces armes à sous-munitions* [qui sont] comme un champ de mines, mais beaucoup plus pernicieux [...], se répandent dans les arbres, les jardins, les champs, les maisons, sur les toits, partout ». Amnesty International avait déjà considéré dans un récent rapport que « *le mode, l'étendue et l'intensité des attaques ôtent toute crédibilité à l'affirmation d'Israël selon laquelle il s'agirait de dommages collatéraux, et que l'affirmation par Israël que les attaques étaient légales est de toute évidence erronée* [...]. Nombre de violations décrites dans le rapport, telles que des attaques disproportionnées et menées sans discrimination constituant des crimes de guerre. Les éléments suggèrent fortement que la destruction massive [...] était délibérée et s'inscrivait dans une stratégie militaire. » L'usage de ces armes prohibées viole aussi l'article 8.2 du statut de Rome, qui qualifie de crimes de guerre « *le fait d'employer les armes, les projectiles, matériels et méthodes de combat de nature à causer des maux superflus ou des souffrances inutiles ou à agir sans discrimination en violation du droit international des conflits armés* ». Le blocus illégal lancé contre le Liban, la destruction des infrastructures routières et des ponts, la destruction délibérée des camions de produits alimentaires et de médicaments a



Un ingénieur libanais relève, à l'aide d'une carte, le nombre d'immeubles détruits dans une banlieue sud de Beyrouth, le 23 août.

par ailleurs violé la clause XXV de l'article 8.2, qui considère comme un crime de guerre « *le fait d'affamer délibérément des civils, comme méthode de guerre, en les privant de biens indispensables à leur survie* [...] ». Chaque journée et chaque nuit ont apporté leur lot de violations du droit humanitaire international et, pour ne citer que ces seuls exemples : « *le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter gravement atteinte à l'intégrité physique et à la santé* », art. 8.2a (massacre de civils, dont le plus emblématique fut celui de Cana, sans compter ceux de Chyah, de Marouahine et de Aitaroun) ; la « *destruction* [...] *de biens* [...] *exécutée sur une grande échelle de façon illicite et arbitraire* », art.8.2-IV (cas non exclusif de la banlieue sud de Beyrouth et de nombreuses bourgades du sud) ; le « *fait de lancer des attaques délibérées contre le personnel, les installations, les unités et les véhicules employés dans le cadre d'une mission d'aide humanitaire ou de maintien de la paix conformément à la Charte des Nations unies*, art.2b.III ; et le fait « *de lancer des attaques délibérées contre les bâtiments, le matériel, les unités et les moyens de transport sanitaires* [...] » (respectivement, cas des quatre officiers de la mission des observateurs de l'ONU tués lors du bombardement délibéré de leur poste d'observation à Khiam, le 26 juillet ; l'opération hélicoptérée contre un hôpital à Baalbeck ; la destruction d'un convoi d'ambulances dépêchées par les Émirats arabes unis, etc.) ; le « *fait d'utiliser* [...] *les insignes militaires et l'uniforme de l'ennemi* [...] », art.8.2.VII (cas de l'opération hélicoptérée avortée dans la zone de Baalbeck-Hermel, où les commandos israéliens revêtus d'uniformes de l'armée libanaise se sont déplacés dans des véhicules aux couleurs de celle-ci, débarqués des hélicoptères) ; le « *fait de lancer des attaques délibérées contre des bâtiments consacrés à la religion* [...] », art.8.2.IX (cas de la destruction de plusieurs mosquées et du monastère historique de Deir Mimas).

Pour échapper aux responsabilités pénales, l'État d'Israël a eu recours à un usage massif de la censure militaire, mais a surtout repris le vieil argumentaire fallacieux dont il s'était servi lors de l'invasion du Liban en 1982, en prétextant qu'il ne s'attaquait pas au Liban mais à l'OLP, ce qui lui permettait de prétendre à l'inapplicabilité des Conventions de Genève, car l'OLP ne pouvait, selon lui, être considérée ni comme une « partie contractante » de ces conventions, « *car n'étant pas un État* », ni comme une « partie du conflit ». Cet argumentaire fut battu en brèche, et Israël fut contraint d'appliquer le droit de Genève.

Déjà, à l'époque, l'OLP était bien évidemment présentée comme une « *organisation terroriste* », et Israël parlait de la « *présence* » de ses forces armées comme « *d'un facteur de restauration de la souveraineté et des libertés libanaises* ». Cet argumentaire a été repris en 2006, aggravé d'une prétention à se présenter comme « *l'outil* de l'application de la résolution 1559 du Conseil de sécurité ». Pour tenter d'échapper encore une fois à ses responsabilités pénales, Israël ajoute qu'il ne se serait pas attaqué « *au Liban* » mais « *au Hezbollah* ». Cela n'empêchera nullement les poursuites pour crimes de guerre. Si la posture de 1982 a été juridiquement inepte, elle l'est a fortiori dans le cas actuel. Il suffira de rappeler pour cela que le Hezbollah est un parti libanais profondément associé à la vie institutionnelle, parlementaire et gouvernementale, et que dans la déclaration ministérielle d'investiture du gouvernement Siniora il était clairement stipulé : « *Le gouvernement considère que la résistance libanaise est l'expression fidèle et naturelle du droit national du peuple libanais à libérer sa terre et à défendre et protéger sa dignité face aux agressions, menaces et convoitises israéliennes.* »

R. E.-K.

L'ONU craint la crise

ÉCONOMIE. La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) a présenté un rapport pessimiste sur la croissance mondiale, loin de l'orthodoxie économique.

Le rapport 2006 (1) de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) tire la sonnette d'alarme : « Si des mesures internationales ne sont pas rapidement prises pour réduire les déséquilibres commerciaux mondiaux, des crises financières pourraient éclater dans les pays en développement », avertit cette institution réputée dissidente en matière d'analyse économique (voir entretien ci-contre). Pour quelles raisons ? La Cnuced est « alarmée par la volatilité croissante des marchés d'actions, de produits de base et de monnaies dans les pays en développement et les économies émergentes ». Et les économistes de l'organisation onusienne craignent que les États-Unis « ne trouvent trop lourd leur rôle de consommateur ultime et de locomotive de la croissance mondiale ».

Les chiffres impressionnants de la croissance des pays émergents (6 % en Thaïlande et 11,3 % en Chine), mis en avant par les autres institutions, cacheraient donc de futures secousses aux conséquences dramatiques pour les pays en développement, si rien n'est fait. Le ton de la Cnuced apparaît donc décalé, si l'on compare les dernières analyses du Fonds monétaire international (FMI), qui estime que la croissance mondiale atteindrait 4,9 % en 2006. On note « avec satisfaction » au sein de cette institution financière internationale, qui a les États-Unis pour principal actionnaire, que la croissance de l'économie mondiale « reste vigoureuse, en dépit de la hausse du pétrole. L'expansion s'étend à davantage de régions, et la croissance mondiale devrait rester vigoureuse au cours des prochaines années ». Pour le FMI, les pays en développement ont enregistré des records encourageants en partie dus, pour certains d'entre eux, à la récente flambée des prix et de la demande de pétrole et autres matières premières.

La prudente Cnuced « n'a pas suivi le chemin de cette orthodoxie » économique, se défend Detlef Kotte, chef de la section macroéconomie et politique de l'organisation onusienne. L'économiste rappelle que les réformes défendues par la Banque mondiale et le FMI n'ont pas permis de stimuler suffisamment la croissance ni de faire reculer la pauvreté dans les pays du Sud. « Les réformes libérales suivies dans la majorité des pays en développement depuis le début des années 1980 n'ont pas tenu les promesses de leurs partisans. » Les économistes onusiens conseillent à ces pays de défendre leurs industries naissantes en recourant notamment aux subventions et aux droits de douane, ce qui constitue « un net changement par rapport aux conseils prodigués aux pays en développement par les institutions de Bretton Woods dans les années 1980 et 1990, en vertu desquels il fallait "laisser faire" et s'en remettre aux forces du marché pour "déterminer les justes" ». Le rapport 2006 s'attaque aussi à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), alors que cinq années de négociations, dans le cadre de l'agenda de Doha « pour le développement », y sont bloquées. « L'échec de la fin juillet à l'OMC a particulièrement déçu les pays du Sud dans la mesure où il a démontré la volonté obstinée des pays riches de faire prévaloir ce qui leur est profitable, rappelle Raoul Marc Jennar, chercheur pour la Fondation Copernic et consultant du groupe de la Gauche unitaire européenne au Parlement européen. Il a



La Bourse de Shanghai. La croissance vertigineuse de la Chine ne la protège pas des crises financières, selon la Cnuced.

illustré une fois de plus que la rhétorique sur le commerce au service du développement n'était qu'un leurre et que l'Union européenne comme les États-Unis privilégient les intérêts des firmes transnationales. » Et le temps des réformes et d'une révision des analyses économiques semble venu, estime le chercheur, qui propose d'intégrer l'OMC dans les Nations unies.

Les recommandations de la Cnuced ont cependant suscité la réaction des États-Unis quand son directeur général, Supachai Panitchpakdi, qui était lui-même à la tête de l'OMC il y a un an, a suggéré aux pays pauvres de s'inspirer de l'interventionnisme suivi par la Chine depuis la fin du système collectiviste dans les années 1980. Cette politique a été récemment dénoncée par la représentante américaine au commerce, Susan Schwab, qui a mis en garde contre ce « nationalisme économique », oubliant la position protectionniste des États-Unis en ce qui concerne l'agriculture. « Il faut aussi voir que la Chine est un instrument très important de la croissance des autres pays en voie de développement, explique Detlef Kotte. Une réduction de la croissance et des exportations en Chine

entraîne immédiatement une réduction des prix des matières premières et une réduction des exportations des pays en développement. C'est pour cela que nous pensons que la situation est fragile. » Pour Damien Millet, président du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM), « l'on n'est pas si loin de la crise de la dette de la fin des années 1970 et des années 1980. On avait un accroissement de l'endettement privé, comme c'est le cas aujourd'hui. Des grands pays remboursent préventivement le FMI et le Club de Paris, mais, parallèlement, vont s'endetter sur les marchés financiers. Les banques centrales américaine et européenne remontent leurs taux d'intérêt, et on a un cours des matières premières qui n'a jamais été si élevé depuis plusieurs années ». Dans l'imédiat, le discours « tout va bien » des institutions financières internationales domine encore, mais la Cnuced a un coup d'avance pour expliquer aux pays émergents et en voie de développement que cela ne pourrait pas continuer.

THIERRY BRUN

(1) Rapport 2006 sur le commerce et le développement, Cnuced, www.unctad.org (version en anglais téléchargeable gratuitement).

ENTRETIEN

« La Cnuced n'a hélas aucun pouvoir »

Damien Millet* explique pourquoi l'instance onusienne est impuissante.

Quelle est la place de la Cnuced parmi les institutions internationales ?

Damien Millet : Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) sont issus de la Seconde Guerre mondiale et des accords de Bretton Woods de juillet 1944. À cette période, les puissances qui ont gagné la guerre sont en position de force, en particulier les États-Unis, qui installent le FMI et la BM à Washington et vont gérer l'économie mondiale pendant plusieurs décennies dans leur propre intérêt. Les pays du Sud n'ont pas voix au chapitre. Les pays d'Asie et d'Afrique sont encore des colonies, mais, après les indépendances des années 1950-1960, ils veulent s'émanciper et se rendent compte que les institutions-clés comme le FMI et la BM sont verrouillées. Par exemple, les pourcentages des droits de vote y sont proportionnels au poids de ces pays dans l'économie. Cette situation a perduré : les États-Unis détiennent à eux seuls 17 % des droits de vote (ce qui leur donne un droit de veto de fait), et l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne n'a que 4,4 % des voix. Les gouvernements du Sud poussent alors à la création, en 1964, de la Cnuced et à une tentative de rééquilibrage des institutions internationales en faveur du Sud. Son premier président, Raul Prebisch, revendique un nouvel ordre économique et pose la question de la redistribution des richesses. Il prône une industrialisation par substitution d'importation, afin que les importations soient progressivement remplacées par les productions nationales, contrairement à la politique voulue par le FMI et la BM qui, via le mécanisme de la dette, rendent les pays dépendants de leurs exportations.

La Cnuced a vu arriver sur son terrain l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avec le lancement, en 2001, d'un agenda de Doha pour le développement qui est pour l'instant un échec. Peut-elle profiter de la crise de l'OMC ?

Contrairement au FMI et à la BM, la Cnuced n'a pas de pouvoir coercitif sur les États. Ces institutions disposent d'un bras financier fort et ont la possibilité de faire pression car de nombreux pays dépendent de leurs financements. La Cnuced produit seulement des documents d'analyse comme de nombreuses institutions de l'ONU. Pour schématiser, la Cnuced est une sorte de bac à sable où on laisse des experts émettre des idées très intéressantes mais qui n'interfèrent pas avec la marche du monde. Il faut dire que, dans les années 1990, sa proposition d'un impôt exceptionnel sur les grandes fortunes de chaque pays n'a pas du tout plu aux grandes puissances. De son côté, l'OMC possède un tribunal, l'Organe de règlement des différends (ORD), qui peut imposer ses décisions. Ce n'est pas un hasard si le FMI, la BM et l'OMC sont les trois institutions les plus puissantes et si ce sont elles qui défendent avec le plus de vigueur les intérêts du G8 et des grandes sociétés multinationales. Mais les choses ne sont pas immuables. ...

PROPOS RECUEILLIS PAR THIERRY BRUN

* Président du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM) en France, auteur de *l'Afrique sans dette*, CADTM-Sylleps, 2005.

À CONTRE-COURANT

Chaque semaine, un économiste à « contre-courant » du libéralisme dominant propose son analyse de l'actualité.

Hirondelle présidentielle



MICHEL HUSSON
Professeur à l'université Paris-Nord

Tous les clignotants sont au vert, triomphe le gouvernement, qui se voit déjà porté par une nouvelle vague conjoncturelle. Mais de quoi dépend, au juste, la conjoncture ? Voilà une vraie question d'économie politique qui n'admet pas de réponse simple. D'abord, parce qu'une économie capitaliste est essentiellement cyclique : la dynamique de l'accumulation du capital conduit à une succession de phases de reprise et de récession. Marx avait, le premier, proposé une analyse de ce mécanisme, que l'on retrouve sans grand changement dans les modélisations modernes : les cycles sont engendrés par la concurrence entre capitaux et sont donc largement indépendants de l'intervention publique. Ensuite, il y a la conjoncture internationale : quand la demande baisse sur le marché mondial, ce ralentissement est transmis à l'ensemble de l'économie française, et vice versa. L'intervention publique se situe en aval : l'État dispose d'instruments puissants (politiques budgétaire et monétaire), et il peut aussi actionner des leviers tels que la fixation du Smic, l'organisation du marché du travail, etc. Tout cela interagit : la politique budgétaire peut être pro ou contra-cyclique et tendra à accentuer ou à lisser les cycles. Les orientations au niveau européen vont, elles aussi, influencer sur la transmission internationale des cycles et, le cas échéant, le taux de change de l'euro peut être utilisé pour limiter l'effet sur la compétitivité des fluctuations du marché mondial.

Cette complexité n'empêche pas les gouvernements de dire que, si ça va mieux, c'est grâce à leur politique ; et quand ça se gâte, ils s'abritent derrière la conjoncture mondiale ou invoquent l'héritage laissé par leurs prédécesseurs. Ces deux assertions sont fausses, parce que les situations concrètes mélangent les différents facteurs dans une proportion qu'il faut savoir démêler. Si on braque le microscope sur le deuxième trimestre, on s'aperçoit que le PIB a augmenté de 4,5 % par rapport au trimestre précédent (en rythme annuel) : c'est mieux que la

moyenne des trois trimestres précédents qui s'établit à 1,9 %. Or, ce résultat ne s'explique ni par le commerce extérieur qui se dégrade, ni par la consommation, mais par l'investissement en bâtiment, et par les stocks. Difficile, donc, d'y trouver une trace de l'action gouvernementale, ou le signe d'une inflexion durable. Il s'agit plutôt d'un petit mouvement cyclique, et l'Insee pense d'ailleurs qu'il est « peu probable que la demande des entreprises se renforce dans les mois à venir ».

Et sur le front de l'emploi ? On semble sortir de la « croissance sans emplois » de 2003 et 2004, qui s'expliquait en grande partie par le rattrapage forcené des patrons, encouragés à prendre leur revanche sur les 35 heures. On peut donc s'attendre à une augmentation des effectifs plus soutenue. Dans le secteur non marchand, en revanche, les effets des diverses mesures Borloo devraient saturer. Au total, la baisse du taux de chômage devrait continuer, en raison de ces créations d'emplois, mais le taux ne devrait pas descendre très en dessous des 8,9 % actuels – son niveau quand la droite est revenue aux affaires. L'amélioration sera donc sans commune mesure avec la période Jospin, au cours de laquelle le taux de chômage avait baissé de 12,2 % à 8,9 % grâce à la création de 1,8 million d'emplois.

On sait ce qu'il en a été pour Jospin. La droite aurait tort de penser qu'elle va tirer les marrons du feu, notamment parce que les fruits de cette petite croissance sont très inégalement répartis, comme l'illustre la controverse actuelle sur le pouvoir d'achat. Elle révèle, en effet, la dimension de classe de l'indice des prix : il y en a qui baissent, mais ce ne sont pas ceux des biens et services, qui constituent l'essentiel de la consommation populaire. L'amélioration moyenne du pouvoir d'achat est un concept comptable qui masque des inégalités profondes que toute la politique du gouvernement, notamment en matière fiscale, a contribué à creuser. Ni les frémissements de l'emploi, ni les mesures électorales annoncées récemment par Dominique de Villepin ne suffiront (surtout s'il les accompagnait d'une nouvelle baisse des droits de succession !) à modifier la perception majoritaire du véritable bilan de la droite : il est de plus en plus difficile de vivre décemment dans ce pays. Et la question de savoir s'il existera une offre électorale capable d'exprimer ce sentiment dépend assez peu de la conjoncture.

L'amélioration moyenne du pouvoir d'achat masque des inégalités que la politique du gouvernement a contribué à creuser.

Une logique d'affrontement

IRAN. Le secrétaire général de l'ONU appelle à la « patience » dans le dossier nucléaire.

KOFI ANNAN EST SANS AUCUN DOUTE un homme de bonne volonté. Dans l'impuissance totale d'une organisation soumise à la volonté des grandes puissances, le secrétaire général des Nations unies vient tout de même de braver un certain nombre de tabous, rencontrant successivement le Président syrien Bechar el-Assad et l'Iranien Mahmoud Ahmadinejad. Il a dit nettement dans un entretien au *Monde* qu'il ne croyait pas à l'efficacité des « sanctions ». Il prône les vertus du dialogue. C'est mieux que George W. Bush, qui piaffe d'impatience de porter le dossier devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Mais c'est fondamentalement rester sur le même plan que le Président américain et les principales capitales européennes. Toutes, bon gré mal gré, ont adhéré à l'idéologie américaine de l'« axe du mal » et n'échappent pas à la logique de l'affrontement. Il est vrai que les rodomontades du Président iranien ont conforté cette thèse. Sa dernière sortie visant à relativiser l'holocauste est évidemment ignoble. Mais s'agissant du nucléaire, y compris militaire, le dossier iranien ne pourra être réglé, comme l'affaire libanaise, que dans le cadre d'un règlement global. Celui-ci passe par l'intégration d'Israël dans un Moyen-Orient apaisé. C'est-à-dire une reconnaissance de l'État hébreu par tous les pays de la région, et une normalisation diplomatique et commerciale. Le règlement de la question palestinienne en est la condition.



ALAIN LORMON

Car si la question du nucléaire iranien fait autant problème, c'est évidemment en raison du nouveau rapport de forces militaires que l'acquisition de l'arme atomique par Téhéran créerait avec Israël. À moins de penser que l'hostilité iranienne à l'État hébreu n'est pas le résultat de l'histoire mais qu'elle est une donnée quasi biologique. En attendant, les sanctions ne sont pas pour demain. Moins en raison de la « patience » déclarée de Kofi Annan que des réticences russes et chinoises. Mieux que tout discours, les prix du pétrole nous disent qu'un accord entre les membres du Conseil de sécurité de l'ONU n'est pas pour demain. Lundi, le prix du pétrole est retombé sous le seuil des 68 dollars. Ce qui n'était pas arrivé depuis le 21 juin. Chaque fois que la menace d'une sanction se précise, et que des mesures de rétorsion iraniennes sont à craindre sur le pétrole, le baril flambe.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



AFP

Feuilleton mexicain

« Fox, traître à la démocratie ! » Les députés du PRD (gauche) accusent le Président d'avoir volé la victoire promise à leur poulain Lopez Obrador pour sa succession, en organisant une fraude au profit de son favori Calderon (conservateur) lors du scrutin du 2 juillet. Ils ont empêché Fox de prononcer son discours annuel devant le Congrès – une première. Depuis deux mois, Lopez Obrador, refusant furieusement une défaite (à 0,5 %) que le tribunal électoral devrait *in fine* prononcer, mobilise la rue. À ses partisans, qui le désigneraient alors « chef du gouvernement de résistance », il promet de convoquer une « assemblée constituante ».

ICI...

Erreur ministérielle

Un bug a obligé le ministère de l'Éducation nationale à revoir rapidement sa circulaire de mise en œuvre du programme personnalisé de réussite éducative (PPRE), parue au Bulletin officiel du 30 août. Le Snuipp-FSU, syndicat des instituteurs et des professeurs de collèges, a en effet adressé une lettre au ministre pour lui expliquer que la circulaire était inapplicable à l'école élémentaire. Il était prévu la signature d'un document sur « la situation de l'élève, les objectifs de fin de cycle, les objectifs à court terme liés à l'action identifiée, le descriptif de l'action, les indicateurs d'évaluation qui y sont associés », par les élèves de CP, de CE1 ou de CM. De quoi les traumatiser...

Debout l'UMP !

Le député UMP Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la République, a adressé à ses collègues du parti une missive de huit pages contre le projet de loi sur la fusion Suez-GDF, dont l'examen débute ce jeudi à l'Assemblée nationale. Intitulé « Une faute politique majeure », le texte, qui a des accents nationalistes et gaulliens, parle de « manipulations » et de la « porte grande ouverte au démantèlement final du service public de l'énergie à la française ». Le député y a ajouté ces mots à l'attention des collègues : « Les parlementaires de la majorité ont-ils vraiment vocation à jouer les kamikazes pour défendre une cause contraire à l'intérêt général et national ? » Le 49-3 leur évitera peut-être d'en arriver jusque-là.

De mal en mal

Bien en peine pour se distinguer dans la compétition interne au PS, Jack Lang a effectué le mois dernier un voyage en Syrie, initialement programmé en juillet mais reporté à cause de la guerre israélo-libanaise. Le week-end dernier, c'est en Iran que l'ancien ministre de la Culture s'est rendu trois jours. Pour continuer son périple hors normes sur « l'axe du mal », Jack Lang devrait songer à une petite escapade en Corée du Nord.

Retour d'ascenseur

« Les Émirats arabes unis sont une nation moderne et progressiste dans le Golfe. [...] Sous la conduite avisée et visionnaire de son Père fondateur, le défunt Président cheikh Zayed bin Sultan Al Nahyan, ils sont devenus une puissance économique prospère et stable, internationalement reconnue, une nation de paix et de progrès. » Ces quelques lignes ne sont pas extraites d'un dépliant touristique de l'ambassade desdits Émirats. C'est ainsi que l'université Paris-IV (Sorbonne) présente, sur son site Internet, cette dictature, où elle a une antenne universitaire. Ceci explique cela.

Pseudo-provoc du Doc

« Les banlieusards, c'est des clowns. Ils sont choqués d'avoir entendu "racaille" ou "Kärcher" quand tous les jours entre eux ils s'insultent », a déclaré Bruno Beausir, alias Doc Gyneco, le week-end dernier à l'université d'été de l'UMP. Le rappeur français, né à Clichy-sous-Bois de parents guadeloupéens, a ainsi fait son entrée dans le cercle des artistes nouvellement encartés à l'UMP, où il a présenté Nicolas Sarkozy comme son « petit maître à penser ». En d'autres temps, Gainsbourg, l'incontournable référence trash et vraiment cash du rap français, érigeait la provocation en art en susurrant : « J'ai retourné ma veste quand je me suis aperçu qu'elle était doublée de vison. »

TRAVAILLER MOINS

Le résultat du sondage paru dans le mensuel *Vivre plus* n'a pas bouleversé la classe politique, en particulier les ténors de la droite, convaincus que les Français veulent « travailler plus pour gagner plus ». Pourtant, interrogés sur la durée idéale de travail quotidien, les Français sondés ont répondu en moyenne que « six heures » leur conviendraient, soit 30 heures hebdomadaires. Et la suite montre que les Français sont loin d'être des stakhanovistes. Parmi les activités auxquelles ils souhaiteraient passer plus de temps, voyager arrive en première position. De quoi alimenter de nouveaux rapports sur le déclin de la France...

...ET AILLEURS

Négociations « secrètes »...

Si l'on voulait une preuve de l'absurdité de la politique israélienne, on la trouverait assurément dans cette information révélée dimanche par le journal israélien *Yediot Aharonot* : une discussion « secrète » est en cours en vue d'un échange du caporal Shalit – ce soldat enlevé par un groupe palestinien le 25 juin – et 800 prisonniers palestiniens, notamment des femmes et des enfants détenus sans jugement par Israël. Après avoir choisi l'arme de la répression et tué plus de 200 Palestiniens, dont 44 enfants, depuis deux mois, le gouvernement d'Ehoud Olmert se résigne à faire ce que les ravisseurs palestiniens demandaient depuis le début... Tout cela est absurde, bien sûr, sauf si la répression israélienne avait un autre objectif que la libération du soldat Shalit : torpiller par exemple l'union nationale qui se dessine entre le Hamas et l'Autorité palestinienne...

La grogne est « de droite »

Selon les sondages, c'est l'opposition de droite qui remporterait les élections législatives si celles-ci avaient lieu aujourd'hui en Israël, et c'est la très droite ministre des Affaires étrangères, Tzipi Livni (à laquelle Bernard-Henri Lévy voue une grande admiration déclarée dans un récent article du *Monde*), qui succéderait à Ehoud Olmert à la tête du parti Kadima. La grogne israélienne est « de droite ». L'opinion, entraînée par un mouvement de soldats réservistes, regrette en majorité que l'armée n'ait pas frappé encore plus fort au Liban. Mais les manifestants réclament dans le même temps un échange de prisonniers avec le Hezbollah pour récupérer les deux soldats enlevés le 12 juillet. Exactement ce que demande le Hezbollah depuis... le 12 juillet. Tout le désarroi d'un pays est dans cette contradiction.

Le doute, renfort de la foi ?

C'est la question théologique que doit se poser George Bush. Car le credo néoconservateur connaît des difficultés, et, selon de récents sondages, une vague de scepticisme semble envahir les consciences américaines. En effet, une enquête d'opinion révèle que 60 % des personnes interrogées considèrent que la guerre en Irak va, à long terme, renforcer le terrorisme. Par ailleurs, seulement 46 % des Américains, contre 60 % en 2003, estiment que Ben Laden finira par être arrêté. Mais George Bush peut se rassurer. Tout d'abord parce que le sondage a été effectué à New York, mais surtout parce que, comme il l'a appris de son parcours spirituel personnel et de ses doutes éthyliques, le chemin vers la foi est souvent semé d'embûches.

Catastrophe humanitaire

Alors que Khartoum a demandé à l'Union africaine de retirer sa force de maintien de la paix, la Commission européenne a appelé, lundi, le Soudan à accepter le déploiement de casques bleus au Darfour. Les autorités soudanaises, qui refusent toute « intervention étrangère », font valoir leur propre plan de protection prévoyant l'envoi de 10 500 soldats dans la région. « Comment le Soudan, qui semble sur le point de lancer sa propre offensive au Darfour, peut-il proposer d'assurer le maintien de la paix dans un conflit dont il est l'un des principaux protagonistes ? », s'insurge Amnesty International. Qui rappelle que ce pays est, malgré la signature de l'accord de paix sur le Darfour en mai 2006, en passe de connaître « une catastrophe humanitaire sans précédent ».

...ENTENDU

Sarko facho

Critiqué dans l'entourage du président de l'UMP pour avoir associé ces deux mots dans une chanson, Renaud s'est défendu sur RTL (4 septembre) : « J'ai fait le portrait caricatural d'une Marine Le Pen de banlieue [...], il n'y a pas de polémique », a-t-il expliqué. « Elle est facho », dit la chanson, qui se termine par « elle vote Sarko ». « Comment nier que des électeurs du FN, séduits par les idées de Sarko, qui rattisse très large dans l'électorat du FN avec ses propositions nauséabondes et son programme et ses provocations et autres, risquent de voter Sarko s'il est présent au second tour ? », demande le chanteur. Et c'est bien son droit.

...VU



AFP

Claire Chazal n'en est pas revenue. Invité de son journal sur TF 1, le 2 septembre, François Bayrou a osé profiter de cette tribune pour dénoncer l'« orchestration médiatique » autour d'un duel imposé entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, et surtout rappeler « la proximité » de ce dernier « avec des responsables économiques » qui « détiennent de très grands médias ». « C'est une accusation extrêmement violente qu'il faudrait étayer sur des choses concrètes, a bredouillé la présentatrice. L'amitié ne signifie pas forcément une prise de position ou des concessions sur l'idéologie ou les idées politiques. » Réplique de Bayrou, tout sourire : « Je comprends très bien que vous défendiez cette thèse, précisément sur votre antenne. »



AFP

Dans l'impasse

Rentrée pour tout le monde lundi 4 septembre. Y compris pour les enfants des squatteurs de Cachan expulsés de la cité universitaire le 17 août et hébergés aujourd'hui, grâce à l'intervention du maire PS de la ville, Jean-Yves Le Bouillonnet, dans le gymnase du groupe scolaire Belle-Image. Un nom qui sonne faux quand on mesure les conditions, notamment sanitaires, dans lesquelles y vivent près de 200 personnes depuis plus de quinze jours. Avec Christian Favier, président du conseil général du Val-de-Marne, et Joseph Rossignol, maire de Limeil-Brévannes, voisine de Cachan, Jean-Yves Le Bouillonnet a réclamé, la semaine dernière, au préfet Bernard Tomasini, « l'ouverture de locaux disponibles » pour héberger ces familles. « Il ne peut s'agir d'une solution durable mais d'un hébergement d'urgence à vocation temporaire et humanitaire », ont ajouté les élus. Mais le préfet, responsable de l'évacuation du bâtiment universitaire, a refusé de mettre à disposition le nouveau site proposé à Limeil-Brévannes. Motif : ancienne propriété du Centre d'énergie atomique, il ne serait pas sécurisé. Ce que conteste Joseph Rossignol. Une semaine de travaux suffirait, selon lui, à rendre ses 6 600 m² habitables. En attendant, le dossier est toujours dans l'impasse. Et certains ex-squatters en situation irrégulière craignent d'être interpellés et reconduits à la frontière. « Cachan est le miroir grossissant du mépris avec lequel la France traite ses immigrés », s'est exclamé Mouloud Aounit, du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples. Il ne croyait pas si bien dire : si le maire de Cachan a « décidé d'accueillir » les squatteurs, « eh bien maintenant c'est son problème », a ironisé Nicolas Sarkozy à la tribune de l'université d'été du Medef. « Il y a urgence », ont déclaré les trois élus du Val-de-Marne mobilisés, à ce que l'État cesse de s'exonérer de sa responsabilité et permette enfin de sortir de la situation qu'il a lui-même créée ». Comme une riposte au ministre de l'Intérieur.

INGRID MERCKX

LE CHIFFRE

36,9 millions d'Américains n'ont pas assez d'argent pour vivre décemment, soit un Américain sur huit en 2005, selon un rapport du bureau du recensement américain publié le 29 août (*Le Monde*, 1^{er} septembre). Le rapport indique que ces chiffres stagnent pour la première fois depuis quatre ans, mais que cette stagnation cache des disparités croissantes. L'enquête ajoute qu'en un an la situation des Américains s'est dégradée en ce qui concerne la couverture de santé. 1,3 million de personnes, dont 961 000 salariés, ont rejoint, en 2005, les rangs des Américains sans assurance maladie alors que l'économie affiche, elle, une excellente santé.

...LU

Violence scolaire

Dans une enquête du *Point* (31 août) sur la violence scolaire, on peut lire l'analyse suivante : « Pour les élèves, la cible idéale, c'est l'individu isolé, seul représentant d'une certaine origine dans la classe. Parmi les professeurs seront visés les stagiaires ou bien les enseignants en fin de carrière. » Au lieu de se perdre en commentaires dignes des fictions animalières, nos confrères feraient mieux de s'interroger sur la suppression drastique des emplois dans l'Éducation nationale et le manque de présence adulte dans les établissements. En 2007, ce sont 8 500 postes d'enseignants qui vont disparaître. D'après le Snes-FSU, 26 712 emplois auraient été supprimés depuis 2003. Sur ce constat, les syndicats appellent à une journée de grève le 28 septembre.

Conversion

Le Parisien (3 septembre) a voulu savoir si Alain Carignon, ancien maire de Grenoble, craignait « une forme d'américanisation du débat public ». Adressée à un homme qui avait bâti sa carrière politique sur une débauche de moyens mal acquis, la question est déjà surprenante. La réponse l'est plus encore, car l'ancien ministre répond « oui » sans hésiter. « Le rôle croissant de l'argent, la manipulation des médias, la place donnée à l'image, ce n'est ni notre culture ni notre histoire, explique-t-il. Prendre cette direction, ce serait perdre notre âme. » Soit la prison l'a changé, soit le désir de reconquérir Grenoble l'ont rendu prudent, car ce que Carignon dénonce aujourd'hui constituait bien sa culture et son histoire au tournant des années 1980 et 1990.

Dossier

Il y a tout juste un siècle, Gandhi instaurait un mode de résistance non-violent : la désobéissance civile. Aujourd'hui, cette forme de protestation collective connaît une recrudescence en France : contre les cultures d'OGM, contre les expulsions de sans-papiers, contre le fichage génétique...

Des formes d'action qui révèlent que la justice et la légitimité ne sont pas toujours synonymes de légalité.

SOCIÉTÉ

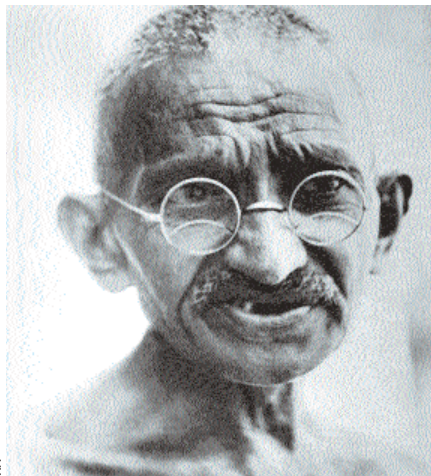
Cent ans de désobéissance civile

UN DOSSIER DE LA RÉDACTION

Le 11 septembre 1906, Gandhi réunissait trois mille personnes au Théâtre impérial de Johannesburg pour prêter serment de « désobéissance ». Bien qu'occulté – depuis 2001 – par un autre 11 septembre, le centenaire de cet acte contestataire et fondateur coïncide avec la recrudescence, en France, de cette forme de protestation collective. Des mobilisations non-violentes touchent aujourd'hui tous les secteurs de la société, qu'elles soient en faveur des étrangers sans-papiers, anti-OGM, pour le droit au logement, antipub, contre les laboratoires pharmaceutiques, contre le partage du secret professionnel dans le secteur de la santé publique ou contre le fichage génétique. Pour la juriste Évelyne Sire-Marin (voir ci-contre), une telle augmentation des actes de désobéissance civile est un symptôme des dysfonctionnements de notre démocratie.

De plus en plus de citoyens rejoignent ceux qui ont fait le choix de désobéir par militantisme, après avoir épuisé la voie des recours légaux. Tous protestent contre un ordre établi jugé injuste, trop sécuritaire ou favorisant des intérêts privés. Ces dissidents, souvent considérés comme des délinquants par le pouvoir, affirment pourtant agir au nom de l'intérêt général et brandissent dans la rue, face aux caméras et devant les tribunaux, les principes fondateurs des droits de l'homme. Concernant l'acte illégal des faucheurs volontaires, José Bové préfère le qualificatif « *extralégal* », parce que « *le désobéissant agit au grand jour, contrairement au délinquant qui se cache pour commettre son délit* ». Depuis l'Antiquité, cette autre façon de

manifestar sa conscience politique a dû épouser des formes spécifiques et inventives puisqu'elle n'a pas recours à la violence. L'histoire romaine a conservé la mémoire de manifestations prouvant que l'idée de résistance à une loi jugée inique existait déjà sous l'Antiquité : en 195 av. J.-C., des femmes se mobilisent contre des restrictions vestimentaires, ainsi qu'en 42 av. J.-C. contre une taxe abusive. Cette résistance se reflète d'ailleurs dans la mythologie avec Antigone ou la *Lysistrata* d'Aristophane, pièce dans laquelle les femmes décident de se refuser à leurs maris tant qu'ils ne cesseront pas la guerre. Depuis, des hommes ont inventé la grève, déserté les champs de bataille – comme le général de Gaulle, pour lancer l'Appel du



Gandhi défendait la notion de « désobéissance ».

18 juin – ou renvoyé leur livret militaire. Le 1^{er} décembre 1955, Rosa Lee Parks, exténuée après une dure journée de travail, a refusé de céder sa place à un Blanc dans le bus qui la ramenait chez elle, à Montgomery, dans l'Alabama, l'un des États d'Amérique les plus racistes. Par ce geste, elle ouvre la voie à Martin Luther King. En France, dans les années 1970, pour obtenir le droit à l'avortement, des femmes ont signé le « Manifeste des 343 salopes »...

Aujourd'hui, certains occupent des logements vacants pour héberger des sans-logis, refusent d'attacher leur ceinture afin d'empêcher le décollage d'un avion contenant un étranger sans papiers expulsé. Ce sont aussi des parents d'élèves qui se mobilisent pour empêcher l'expulsion de leurs voisins et des copains de leurs enfants en situation illégale. Depuis le procès de Nuremberg, la désobéissance par la résistance à un ordre établi injuste est devenue un devoir, alors que la « *résistance à l'oppression* » était déjà un droit dans l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. La désobéissance civile est donc le côté « pile » de la démocratie. Loin de chercher à la démanteler, elle en est la garde-fou et empêche son dévoiement. Elle agit également comme un antidote à la violence, si les gouvernants savent ne pas rester sourds à ces revendications certes illégales mais légitimes. Dans le cas contraire, l'histoire n'a de cesse de démontrer que l'absence de réponse politique aboutit toujours à l'insurrection.

CLOTILDE MONTEIRO



Membre de la Fondation Copernic et du comité central de la Ligue des droits de l'homme, la magistrate Évelyne Sire-Marin revient ici sur les notions bien distinctes de désobéissance civile et civique. Et elle analyse les raisons qui poussent les citoyens à désobéir.

ENTRETIEN

« Contester un ordre juridique injuste »

Quelle distinction faites-vous entre désobéissance civile et désobéissance civique ?

Évelyne Sire-Marin : La désobéissance civile est le refus individuel de respecter la loi pour des raisons dictées par sa propre conscience. C'est le droit naturel qui prévaut sur le droit positif. C'est Antigone, qui, dans la tragédie grecque, brave les lois de la cité pour donner une sépulture décente à son frère. La désobéissance civile est souvent dictée par la foi religieuse qui vient s'opposer à la loi démocratique. C'est le cas aujourd'hui des colons juifs qui refusent de quitter les territoires occupés ou des commandos qui se mobilisent contre les interruptions volontaires de grossesse. C'est le philosophe américain Henry David Thoreau qui a le premier nommé et expliqué cet acte de désobéissance, dans son livre *Du devoir de la désobéissance civile* publié en 1849 (1). Il avait lui-même désobéi individuellement en refusant de payer ses impôts à un État qui admettait l'esclavage. Concernant la désobéissance civique, je rejoins la définition de José Bové et Gilles Luneau (2), même si je préfère l'expression « désobéissance citoyenne » ou « résistance citoyenne », qui me semble plus proche de l'histoire récente de la contestation en France. C'est une prise de conscience individuelle qui aboutit à une action menée collectivement afin de contester par des actes non-violents un ordre juridique jugé injuste et en contradiction avec les principes fondateurs des droits de l'homme. Évidemment, il faut poser en principe que tout démocrate doit appliquer la loi, mais lorsqu'il est impossible de la changer, en raison de blocages politiques ou de la limitation des pouvoirs législatifs du Parlement, la seule possibilité de faire avancer la société en obtenant, à terme, la reconnaissance de nouveaux droits est la désobéissance civile ou citoyenne. C'est donc l'idée de faire pression collectivement pour que soient appliqués les principes généraux figurant dans les déclarations des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et de 1793, ou dans la déclaration universelle de 1948, ou ceux des conventions internationales. Cet acte de désobéissance est le dernier recours après que les tribunaux ont donné tort aux personnes, associations, etc. qui ont tenté en vain des démarches légales pour faire modifier la loi.

Sur quels types d'arguments s'appuient-ils ?

Par exemple, les militants du Droit au logement (DAL) s'appuient sur la reconnaissance de ce droit comme faisant partie des droits sociaux et figurant dans la déclaration de 1946. Les faucheurs volontaires justifient devant les tribunaux leur acte de désobéissance en faisant valoir le droit à la santé et le droit à l'environnement, qui est devenu un droit constitutionnel en 2005. Les militants du Réseau éducation sans frontières contestent la décision prise par le gouvernement d'expulser les parents sans papiers et leurs enfants alors que ces derniers sont scolarisés. Pour eux, ces enfants ne peuvent pas être tenus responsables du statut illégal de leurs parents. Ils s'appuient, entre autres, sur la

Convention internationale des droits de l'enfant, ratifiée par la France, qui reconnaît à tous les enfants le droit à l'éducation, à une vie saine, équilibrée et humaine, et sur la Convention européenne des droits de l'homme, qui proclame le droit à vivre en famille.

Les actes de désobéissance civile ou citoyenne sont-ils conditionnés par leur médiatisation ?

La médiatisation est en effet une des conditions *sine qua non*. L'information médiatique est par conséquent un des éléments indispensables aux actions de désobéissance civile. C'est ainsi que le Réseau éducation sans frontières a réussi à populariser son action de façon exemplaire. D'un côté, les professeurs et les parents d'élèves se sont réunis en collectifs d'action, et, de l'autre, grâce aux recommandations faites par les militants de la Cimade, du Gisti ou de la Ligue des droits de l'homme, des passagers refusent désormais d'attacher leur ceinture. Ils empêchent ainsi le décollage d'avions transportant des personnes sans papiers expulsées et menottées, qui n'ont pas commis d'autre délit que d'être en séjour irrégulier. En agissant de la sorte, ces citoyens acceptent d'encourir le risque d'être poursuivis pour complicité au séjour irrégulier ou entrave à la circulation d'un aéronef, ce qui n'est pas anodin.



Francis Roux, faucheur volontaire d'OGM.

Comment réagit le juge face à ce type particulier de « délinquance » ?

Le juge doit appliquer la loi, il se trouve donc face à une alternative. Il peut décider d'avoir une approche strictement technicienne. Appliquer la loi sans se poser de question et, dans ce cas, considérer la personne poursuivie comme une délinquante. Mais le juge est également un citoyen qui doit voir plus loin que sa fonction. Contester la loi, quand elle n'est pas légitime, est un devoir dont chaque citoyen, y compris les magistrats, porte la responsabilité. Ainsi, en présence d'une loi nationale injuste, le juge a la possibilité d'appliquer directement la Déclaration européenne des droits de l'homme ou la Convention des droits de l'enfant, qui ont été ratifiées par la France. Dans ce cas, la personne poursuivie n'est plus

considérée comme une délinquante mais comme une dissidente et fait l'objet d'un non-lieu ou d'une relaxe. C'a été le choix des juges du tribunal d'Orléans qui ont relaxé, cette année, les faucheurs anti-OGM, poursuivis pour dégradations volontaires en réunion : ce tribunal a considéré qu'ils avaient agi au nom de l'intérêt général, pour le respect du droit à la santé, à l'environnement et en application du principe de précaution, valeurs générales qui sont plus importantes que la protection du droit de propriété des propriétaires des champs d'OGM. L'état de nécessité dans lequel étaient ces militants de commettre une infraction, faute de lois interdisant la culture d'OGM, a, selon le tribunal, justifié qu'ils commettent une infraction, et ils ont été relaxés.

La désobéissance citoyenne est-elle conditionnée par la non-violence ?

L'histoire nous a montré que, dans des circonstances très exceptionnelles, la désobéissance citoyenne pouvait conduire à passer à des actions non-pacifistes. C'est le cas du général de Gaulle qui agit contre l'État légal de Vichy, au moment de l'appel du 18 juin. Les résistants de la Seconde Guerre mondiale, les nationalistes algériens pendant la colonisation, ou, plus récemment, le peuple kanak en Nouvelle-Calédonie ont dû se résoudre à la violence pour reconquérir leurs droits.

Peut-on dire que l'on assiste à un regain de désobéissance citoyenne, aujourd'hui ?

Les révoltes des banlieues en novembre 2005 et le mouvement anti-CPE ont été les révélateurs d'un fossé existant entre les hommes politiques et les populations, notamment la jeunesse. Mais ce décalage peut être constaté plus largement par le fait que des actes de désobéissance citoyenne sont de plus en plus nombreux dans des secteurs divers et donnent à penser que notre démocratie est bien malade. Ce sont toutes les personnes qui se sont engagées, cette année, pour la première fois, avec le Réseau éducation sans frontières. Mais aussi les assistantes sociales, les psychologues et psychiatres du secteur public, et les éducateurs qui refusent de partager leurs secrets professionnels avec leur maire, qui est en passe de devenir un super policier dans le projet « prévention de la délinquance » que Nicolas Sarkozy présentera le 7 septembre au Sénat. Et aussi les agents de l'ANPE qui refusent de communiquer des noms de chômeurs en vue de radiations, les syndicalistes ou militants associatifs qui contestent le fichage génétique qu'on leur impose, alors qu'ils ont été condamnés dans le cadre de manifestations. Tous cherchent à trouver une expression commune. L'objectif serait qu'à gauche toutes ces résistances citoyennes puissent se fédérer afin que cette contestation puisse déboucher sur des changements législatifs remettant en cause les orientations sécuritaires et répressives qui sont celles du gouvernement.

PROPOS RECUEILLIS PAR CLOTILDE MONTEIRO

(1) Aldéran éditions, Toulouse, 1998.

(2) Voir *Pour la désobéissance civile*, 10/18, 2005.

« Légitime révolte »

Cent ans après la première campagne de désobéissance civile lancée par Gandhi. Alain Refalo* retrace l'histoire de l'insoumission citoyenne, expression politique radicale, mais non-violente et constructive.

La date du 11 septembre évoque, bien entendu, les attentats de New York. Mais, cette année, elle marque aussi le centième anniversaire de la désobéissance civile... Dans la mémoire des luttes non-violentes, le 11 septembre 1906 évoque le lancement par Gandhi de la première campagne de désobéissance civile contre les lois discriminatoires qui opprimaient les Indiens en Afrique du Sud. Depuis cette date, cette stratégie d'action collective non-violente a été utilisée avec succès aux quatre coins du monde dans de nombreux combats pour défendre la dignité humaine et les droits des peuples. En 1906, Mohandas K. Gandhi, jeune avocat indien formé en Angleterre, défend les droits de la minorité indienne en Afrique du Sud. Le gouvernement vient de promulguer un projet d'ordonnance pour lutter contre l'immigration asiatique illégale qui oblige tous les Indiens à se faire inscrire auprès des autorités et à laisser leurs empreintes digitales sous peine d'amende, de prison ou de déportation. Le 11 septembre 1906, Gandhi organise un important meeting au théâtre impérial de Johannesburg au cours duquel il fait promettre aux trois mille participants de ne jamais se soumettre à cette « loi noire », qualifiée de « loi scélérate ». C'est le « serment du jeu de paume » de la désobéissance civile ! Cet engagement d'insoumission marque le début d'une campagne d'action qui ira en s'intensifiant, notamment quand la loi sera promulguée. Précisons qu'à ce moment-là, Gandhi n'employait pas encore les termes de « désobéissance civile ». Insatisfait par l'expression « résistance passive », d'origine anglaise, qu'il jugeait confuse, il avait forgé un nouveau mot sanskrit : *satyagraha*, qui signifie « dire non à l'injustice, avec fermeté, publiquement, sans violence et en acceptant les conséquences judiciaires de ses actes ». Le *satyagraha*, c'est la toute première expression politique de la désobéissance civile dans l'histoire des luttes pour les droits de l'homme.

Avant que Gandhi ne s'en empare, l'expression « désobéissance civile » (*civil disobedience* en anglais) apparaît pour la première fois en 1866, dans un recueil posthume des œuvres complètes de l'écrivain américain Henry David Thoreau. Celui-ci avait passé une nuit en prison, en 1846, pour avoir refusé de payer l'impôt cautionnant l'esclavage des Noirs et la guerre contre le Mexique. Il avait expliqué son geste dans une conférence donnée en 1848 sur « Les droits et les devoirs de l'individu face au gouvernement ». Cette conférence, remaniée par Thoreau, fut éditée sous le titre *Du devoir de désobéissance civile*. Dans ce texte, l'écrivain explique qu'il ne suffit pas de condamner les injustices par la parole, de voter une fois par an, même dans le sens de la justice, ou de vouloir amender une loi injuste pour l'améliorer. Il affirme qu'il ne faut pas être



Le Réseau éducation sans frontières désobéit à la loi pour protéger les sans-papiers menacés d'expulsion.

soi-même complice de l'injustice que l'on condamne. En payant l'impôt qui sert à financer la politique de l'esclavage et la guerre, le citoyen américain collabore directement à l'injustice. Thoreau montre que la responsabilité du citoyen est engagée dans l'injustice lorsque l'on obéit à une loi injuste. D'où sa célèbre formule : « Si la machine gouvernementale veut faire de nous l'instrument de l'injustice envers notre prochain, alors je vous le dis, enfreignez la loi. Que votre vie soit un contre-frottement pour stopper la machine. Il faut que je veille, en tout cas, à ne pas me prêter au mal que je condamne. »

L'histoire est riche de ces insoumis, objecteurs de conscience, dissidents qui, à titre individuel ou collectif, ont refusé d'obéir à des ordres illégitimes, ont défié les dictatures et les systèmes totalitaires, ont combattu sans violence les injustices sociales, économiques et politiques. Ces femmes et ces hommes ont toujours fait prévaloir les exigences de la conscience, de la raison et de l'humanité pour justifier leur désobéissance aux lois discriminatoires, afin de ne pas être complices de l'injustice, de l'oppression et de l'infamie par passivité, silence, ou collaboration active. Dans les années 1960, Martin Luther King, disciple de Thoreau et de Gandhi, se considérait lui-même comme l'héritier d'une « tradition de contestation créatrice ». Tout au long de son combat exemplaire pour les droits civiques, il n'a cessé d'organiser la transgression des lois ségrégationnistes pour faire advenir la justice sociale et l'égalité entre Noirs et Blancs.

En France, depuis quelques années, la désobéissance civile pointe son nez dans certains mouvements sociaux d'envergure. Ainsi, les militants de Droit au logement investissent et occupent illégalement des appartements vides pour reloger les familles à la rue. Plus récemment, les Faucheurs volontaires, en

l'absence de débat démocratique sur les OGM, détruisent des champs de maïs transgénique. Les Déboulonneurs dénoncent l'agression publicitaire en barbouillant les panneaux qui envahissent les villes et défigurent les paysages. Le Réseau éducation sans frontières protège les familles sans papiers menacées d'expulsion. Et l'on se souvient qu'en 1997, des cinéastes avaient impulsé un mouvement qui menaçait de recourir à la désobéissance civile pour s'opposer à la loi Debré sur l'immigration. Arme de dissuasion citoyenne, elle avait fait reculer le gouvernement.

Utilisée massivement, la désobéissance civile exerce une pression sur le législateur et le pouvoir politique. Elle se montre toujours à visage découvert et assume les risques de la sanction. C'est bien ce qui la différencie de la désobéissance délinquante. Mais les pouvoirs, y compris démocratiques, parfois impuissants à juguler ces mouvements qui défient l'ordre établi, ont toujours la tentation de « criminaliser » cette désobéissance pour mieux la discréditer et la réprimer. Comme un aveu de faiblesse... En réalité, la désobéissance civile est une force politique qui s'oppose mais aussi propose, construit l'alternative et redonne du pouvoir aux citoyens. « Légitime révolte », « respiration de la démocratie », selon les belles formules de l'avocat François Roux, elle apparaît aujourd'hui comme une stratégie d'action citoyenne radicale, mais constructive. Arme ultime qui ouvre tous les possibles pour agir efficacement sans violence et promouvoir de nouveaux droits dans une démocratie qui, plus que jamais, a besoin de contre-pouvoirs citoyens.

A. R.

*Alain Refalo est instituteur et président du Centre de ressources sur la non-violence de Midi-Pyrénées.

TÉMOIGNAGES

« J'agis pour une cause que je sais juste »

Des parents et des professeurs non militants expliquent les raisons de leur engagement auprès de familles sans papiers, menacées d'expulsion*.

Claire Caroff, 36 ans, parent d'élèves de l'école de la rue Vicq-d'Azir, Paris X*

« Je me suis engagée pour la première fois pour aider le père d'une élève scolarisée avec ma fille au début de l'année scolaire 2005. Cet homme venait d'être placé en centre de rétention parce qu'il était sans papiers. Nous avons été nombreux à nous mobiliser. Pour ma part, c'était une réaction à chaud. Je ne me suis pas posé la question de la légalité de mon acte, qui consistait à rédiger une lettre collective à l'attention du préfet, demandant sa libération. Cette action a représenté un déclic pour moi. Quinze jours avant la fin de l'année scolaire, en juin, le directeur de l'école a commencé à nous informer quotidiennement de cas de familles menacées d'expulsion. C'étaient des personnes du quartier que je croisais tous les jours dans la rue, devant l'école. Il y avait urgence, j'ai donc participé à la constitution des dossiers des familles en difficulté prouvant la scolarisation de leurs enfants. Le dépôt collectif de ces dossiers devait être effectué avant le 5 juillet. Je n'ai pas eu le sentiment de désobéir mais plutôt de répondre à une injustice. Je pense que cet acte collectif est une revendication légitime. Je suis déterminée à persévérer. »

Jean Hyver, professeur au lycée de La Mennais à Guérande (Loire-Atlantique)

« Lorsque j'ai pris connaissance en 2003 de l'arrêt de reconduite à la frontière de Sergiy Plotnikov et de son fils Illya, j'ai eu immédiatement le réflexe de créer avec d'autres professeurs un comité de soutien. Les deux hommes avaient fui Kiev en 2002, après dix années de persécutions politiques qui se sont soldées par l'assassinat de deux des fils de la famille. Ils n'ont pu obtenir le statut de réfugiés politiques car les preuves ont toujours été jugées insuffisantes, ils sont donc encore en situation illégale. Grâce à notre comité de soutien, j'avais bon espoir que nos demandes aboutissent, malgré l'illégalité de nos actions. Ces deux hommes se sont admirablement intégrés, Sergiy est devenu un ami. J'ai de l'admiration pour eux, quand je pense à la fatalité qui s'est abattue sur leur famille. Même si nos demandes de régularisation répétées ont été rejetées, je ne regrette pas de m'être impliqué pour leur venir en aide. Aujourd'hui, tous les deux sont contraints de retourner à Kiev en charter. Sergiy va tenter de faire appel encore une fois. Je vais continuer à les soutenir dans leur démarche parce qu'elle est légitime. »

Catherine M., professeur au lycée Jean-Zay d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)

« Je ne m'étais encore jamais engagée dans des actions militantes avant cet été, quand je suis devenue marraine d'un élève algérien de 17 ans dont les parents sont sans papiers. Ces actions de parrainage sont interdites par la loi, mais il est évident qu'enseigner à des élèves en situation précaire m'a particulièrement sensibilisée aux problèmes d'intégration. En tant que citoyenne, j'ai une idée de la démocratie française qui justifie ma lutte pour la tolérance. J'agis aujourd'hui spontanément pour une cause que je sais juste, car les valeurs humanistes dépassent, à mon sens, les problématiques judiciaires. Et je suis prête à assumer les conséquences de mes actes, s'il le faut. »

Florence, parent d'élèves scolarisés au lycée Michel-Servet de Lyon

« Je n'ai jamais appartenu à un mouvement militant ou à un parti politique, mais j'ai toujours eu des liens très amicaux avec les camarades de mes enfants. C'est pourquoi je me suis engagée à différentes reprises à parrainer des élèves sans papiers. Mais je ne conçois pas mon action comme du militantisme. C'est une réaction humaine que j'estime naturelle. Pour moi, les droits universels de l'homme et du citoyen doivent prévaloir sur les critères de légalité ou d'illégalité dictés par une vision judiciaire et administrative de l'intégration. Ce sont des valeurs que j'estime supérieures aux lois pénales. C'est pourquoi je suis prête à assumer les conséquences de mes actes de désobéissance, car je les considère personnellement justes, et surtout légitimes. Je voudrais insister sur la notion de méritocratie, qui n'a, je trouve, pas sa place dans le débat sur l'intégration, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire. Je ne me mobilise pas en fonction des résultats scolaires des élèves menacés d'expulsion, chacun d'entre eux ayant souvent un vécu lourd et difficile. Je pense que plus un élève est en difficulté scolaire, plus il a besoin de notre aide. »

PROPOS RECUEILLIS PAR BASTIEN BEAUFORT ET CLOTILDE MONTEIRO

* L'article 21 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, modifié tout au long de son existence, condamne toute personne qui aura, par une aide directe ou indirecte, permis ou facilité l'entrée ou le séjour d'un immigré en situation irrégulière. L'ordonnance fut modifiée et durcie pour la dernière fois le 24 novembre 2004, dans le cadre de la loi sur l'immigration de Nicolas Sarkozy, aujourd'hui promulguée. Cette disposition prévoit jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende.

ABONNEMENT À DURÉE LIBRE

11€ PAR MOIS au lieu de 12,55 €



OFFRE RÉSERVÉE AUX NOUVEAUX ABONNÉS

☐ **OUI**, je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle et je m'abonne à Politis en durée libre, au prix de 11 euros par mois. Je recevrai Politis chaque semaine ainsi que les hors-série. Je serai libre de suspendre mon abonnement à tout moment par simple courrier adressé au journal. La somme de 11 euros sera prélevée sur mon compte, chaque fin de mois sans frais supplémentaires. Je remplis l'autorisation de prélèvement ci-dessous.

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT MENSUEL

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom _____
Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER

N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____

N° national d'émetteur : 492 091

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements établis à mon nom qui seront présentés par l'organisme créancier Politis SAS, 2, impasse Delaunay, 75011 Paris.

Date : _____ Signature obligatoire _____

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

établissement _____ guichet _____ N° de compte _____ clé RIB _____

Important : joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.

Bulletin à renvoyer à POLITIS ABONNEMENT
26, bd Paul-Vaillant Couturier-94851 Ivry-sur-Seine Cedex

La gueule du monde

PHOTOGRAPHIE. « Visa pour l'image », festival de photojournalisme : une manifestation qui rend compte des soubresauts d'une planète décidément mal en point.

VU DE LOIN, ON POURRAIT SE RÉJOUIR. À Perpignan, Visa pour l'image tient sa dix-huitième édition de festival international du photojournalisme. Toujours sous la houlette de Jean-François Leroy, son directeur depuis les premiers temps. Et toujours soutenu par quelque subvention, partenariat, qui, bon gré mal gré, renouvelle chaque année, non sans frilosité, sa confiance (on y trouve pêle-mêle Canon, *Elle*, *Paris-Match*, le groupe Hachette, National Geographic, la ville et la région...). Il possède la réputation, dans le genre, d'être le plus important au monde, rassemblant plusieurs dizaines de photographes, d'agences, d'éditeurs. Et nombre de visiteurs (plus de 165 000 en 2005), encouragés par la gratuité de toutes les expositions (une trentaine cette année) au sein du patrimoine architectural de la cité (le couvent des Minimes, l'Ancienne Université, l'église des Dominicains, le palais des Corts ou encore le couvent Sainte-Claire). C'est aussi cela, Visa pour l'image, la gratuité, loin de tout autre festival à délier les bourses, réservé aux élites, aux professionnels.

Vu d'un peu plus près, il y a de quoi faire grise mine, tirer la gueule devant ce sismographe des jours mauvais. Qu'on en juge : une violence quotidienne qui dégouline de sang dans les rues, les carrefours, les faubourgs d'une Amérique latine, entre Mexico, Buenos Aires, Rio et Medellín, secouée par l'apprentissage de la démocratie (reportage de Diego Levy) ; les animaux sauvages de la vallée du Luangwa, en Zombie, victimes de pièges cruels et mortels avant d'être vendus illégalement (Lynn Johnson) ; une sécheresse vieille de dix ans, en Afrique de l'Est, du nord du Kenya à la Somalie, en passant par l'Éthiopie (Bruno Stevens). Une catastrophe environnementale et

humaine que peinent à endiguer les ONG, malgré la distribution d'eau dans les villages reculés (trois verres d'eau par jour et par personne pour boire, cuisiner, se laver et qu'on n'y revienne pas !) ; la guerre en Irak avec son lot d'attentats, d'explosions, d'horreurs et sa banalité de la mort (Stanley Greene).

Des « clichés » qui forcent la grise mine. Naturellement. Voilà du photojournalisme. Pas moins. Ni plus. Résolument (tel est le parti pris de Jean-François Leroy). Le travail des photojournalistes repose sur un trépied : rendre compte, informer, culbuter l'oubli. À Perpignan, le parti pris de refuser l'oubli s'inscrit, par définition, dans diverses rétrospectives. En



Une prison aux Philippines, où le photographe Hazel Thompson a pu se glisser sous l'étiquette « humanitaire ».

premier lieu, celle consacrée à Henri Huet (Associated Press), disparu dans un accident d'hélicoptère, au Laos, en 1971, avec Larry Burrows, cet autre photographe. L'hommage, puisque c'en est un, rebondit sur un album récemment publié (éditions du Chêne), et fait la part belle aux images de la guerre du Vietnam, avec ses trognes crispées, abattues, ses coulées de boue, ses bardas, sa ferraille d'armes, où les blancs s'enlissent dans les noirs. Marie-Laure de Decker était aussi au Vietnam avant de couvrir d'autres conflits, d'autres déchirures, au Chili, au Mozambique, au Tchad, un ici et là casse-gueule exposé encore à travers une petite rétrospective couvrant son travail de 1973 à 2000.

De son côté, Gerd Ludwig s'est rappelé qu'il y a vingt ans survenait l'accident d'une centrale nucléaire. Et de retourner alors sur les lieux radiés, épuisés, laissés « en l'état », comme cette salle de classe dans une école maternelle, jonchée de peluches, de poupées entre les lits des mômes, de poussière, de débris sans nom... Pablo Cerolini et Alejandro Reynoso n'ont rien oublié non plus d'une Argentine meurtrie par la dictature. Ils ont collecté, trié les images réalisées par leurs compagnons de boîtier d'alors. C'est là un témoignage, un récit historique de 1972 à 1985 (en amont donc du coup d'État du 24 mars 1976), en une soixantaine de photos de ces autres « années de plomb », traversées par la guerre des Malouines, marquées par l'obstination des mères de la Plaza de Mayo, symboles de la résistance à la junte militaire. Des images évoquant des événements passés, qu'il convient de ne pas oublier. Mais le photojournalisme s'inscrit aussi dans une réa-

lité présente. Une actualité flirtant avec l'éphémère, renouvelée, recommencée. Pour rendre compte. Comme ces photographes de l'agence Reuters (seize au total), couvrant au lendemain du cataclysme le tremblement de terre frappant l'Inde et surtout le Cachemire. Soixante-quinze mille victimes et plusieurs centaines de milliers de sans-abri, errants, hagards, démunis, dans les creux des villages rasés, engoncés dans un paysage apocalyptique. Un mois plus tôt, cette même année, en septembre, quelques autres photographes (Dworzak, Pellegrin, Van Lohuizen) avaient rapporté dans leur boîte noire des images du cyclone de Katrina. Moins le cyclone que ses effets, à vrai dire, ses conséquences, soulignant la désorganisation, l'absence de concertation entre les secours, l'impuissance et l'incapacité à réagir de la plus grande puissance mondiale. Baraquements effondrés, populations écartelées entre les trottoirs et les cahutes de fortune dans une Nouvelle-Orléans dépitée. Le Népal est à l'autre bout du monde. Derrière le diable Vauvert. Le tourment sismique est ici aristocratie, saisi par Philipp Blenkinsop et Thomas Van Houtryve, depuis 2001. Au massacre de la famille royale, organisé probablement par un héritier, ont succédé manifestations et émeutes. Des troubles et du bazar réprimés à coups de matraques... Du drame et du tragique qui ont eu quelques échos, en images, plus ou moins maigres, ou gras (selon les jours). Sans s'attarder. Il est d'autres sujets, réalités, passés à la trappe et moulinette des médias, inaperçus, inexistantes, faute de spectaculaire. Guerre branche-gourdin. Des reportages qui disent le monde tel qu'il se crève, dans son universelle vacherie. Celui d'Hazel Thompson, par exemple, qui s'est glissé,

introduit dans les prisons des Philippines, sous l'étiquette « humanitaire », pour « capturer » une série d'images : au milieu des adultes, des gosses emprisonnés. Chaque cellule mesure un mètre sur cinq. En moyenne, y sont détenus onze adultes et deux enfants (entre 9 et 15 ans). À défaut de place, ils se relayent pour dormir. Les geôles sont inondées, trempées, avec peu de lumière, écrasées par une chaleur suffocante. Beaucoup de détenus sont là pour de simples suspicions. Un vol de sac à main suffit aux barreaux. Les procès judiciaires sont longs, étirés entre six et douze mois. En attendant, les plus jeunes subissent les abus sexuels des gardiens, le tabassage d'autres prisonniers. Ils sont aussi les plus sensibles, touchés par les problèmes cutanés, les maladies contagieuses (tuberculose, sida, hépatite). Le nombre d'enfants dans les prisons philippines est estimé à 68 000 par an. Rien de moins. Livrées par Per-Anders Pettersson, les conditions de vie des mômes au Congo ne sont guère plus appréciables. Plus de 50 000 vivent dans les rues de Kinshasa, abandonnés à eux-mêmes. Orphelins, victimes de la guerre civile ou du sida. Beaucoup se prostituent, à raison d'un dollar la passe.

Comme la décrépitude humaine se décline partout, Alvaro Ybarra Zavala y est allé des quatre bouts du monde. Son reportage se veut une mosaïque des « enfants de la douleur ». Un camp de réfugiés en Ossétie du Nord, féroce tableau décharné. Un campement improvisé pour 3 000 chiourmes, au nord de l'Ouganda, véritable cascade de spectres sans existence sur un fond lunaire, d'autres anonymes en République centrafricaine, en sursis, touchés par la fin de l'accord sur la production de médicaments génériques, des gosses encore, sur leur lieu de travail, calés dix heures par jour dans la galerie 37 de la mine Siglo XX, à Llallagua, en Bolivie. De-ci, de là, de quoi avoir envie de décaniller, émigrer. Claudia Guadarrama s'est justement postée à la frontière entre le Mexique et le Guatemala (États du Chiapas et de Tabasco). Là où les contrôles d'immigration sont minimes, avant d'espérer les États-Unis. En ligne de mire de l'objectif, les trains de marchandises reliant les deux pays latinos. Le tableau se partage entre corruption et violence, le long d'une frontière qui se prétend sans problème. Sur le même thème, Samuel Aranda a balayé les côtes espagnoles, du côté des îles Canaries, où la Guardia Civil se charge « d'accueillir » les émigrants d'Afrique (parfois devant les foules de touristes en transe de baignades). Au bout des frères embarcations pointe la noyade ou l'arrestation. Au choix. Le photographe a élargi sa démarche en « accompagnant » cette immigration subsaharienne reconduite dans le désert. Sans rigoler.

Exposées dans leur intégralité, en tout cas, en termes de reportages, loin des zappings courants de la pensée (rares sont les journaux qui peuvent s'enorgueillir de publier des reportages riches de quinze à vingt clichés), ces images ont peu de chances d'être observées hors les murs de Perpignan. Des images qui racontent, soulignent, alertent. En long, large, travers. Parce qu'il y a assez d'images comme ça. Parce qu'une actualité en rejette une autre. De fait, les images se « répètent » pour tomber dans l'ignorance ou l'indifférence (ces pires ennemis du photojournalisme). *In fine*, de Thompson à Guaddarama, de Gysemberg à Zavala, on est alors content de faire grise mine.

JEAN-CLAUDE RENARD

Visa pour l'image, Perpignan. Jusqu'au 17 septembre. Expositions de 10 h à 20 h, tous les jours, entrée libre.

DISPARITION Mahfouz

À l'heure où l'on s'interroge sur la perte totale de l'influence des écrivains en Occident, l'émotion déclenchée en Égypte par la mort de Naguib Mahfouz, le 30 août à l'âge de 94 ans, montre qu'il n'en est pas de même partout. Mahfouz était non seulement un grand écrivain, à la tête d'une œuvre riche et novatrice, mais il était considéré par ses compatriotes comme une conscience. Ses prises de position étaient celles d'un



homme sans obédience : il s'était déclaré en faveur de la paix avec Israël, lors des accords de Camp David, contrairement à la plupart des intellectuels égyptiens. Et son humanisme n'était pas un vain mot : il disait ne pas en vouloir à l'agresseur qui lui avait planté un coup de couteau dans la carotide, en 1994, pour avoir fait rééditer *le Fils de la Médina*, que les autorités d'Al-Azhar avaient interdit. Cet amoureux fou du Caire avait choisi le réalisme pour s'opposer au romantisme régnant, et l'arabe littéraire, parce qu'universel. Il fut le premier écrivain arabe à obtenir le prix Nobel en 1988... et le seul encore à ce jour !

Deux fils uniques

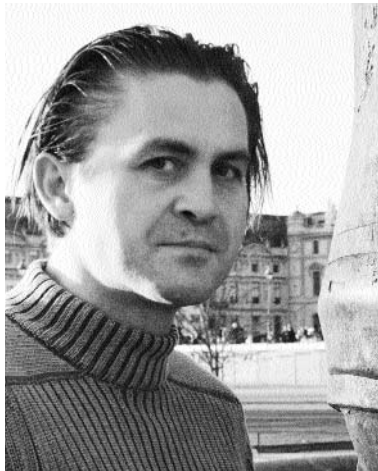
LITTÉRATURE. Stéphane Audeguy imagine la vie du frère de Jean-Jacques Rousseau. Un roman ludique et une réflexion sur la solitude des hommes libres.

IL EST UNE CERTAINE tradition romanesque qui consiste à s'emparer d'une énigme historique et à en imaginer un développement. Pour son deuxième roman, Stéphane Audeguy sort de l'ombre le frère de Jean-Jacques Rousseau, François. Dans ses *Confessions*, le philosophe s'est montré on ne peut moins disert à propos de cet aîné tôt fugitif. « *On n'a plus eu de ses nouvelles [...], et voilà comment je suis demeuré fils unique* », écrit Jean-Jacques dès le livre premier, pour ne plus revenir sur le sujet. Une note, dans l'édition de la Pléiade, ne donne que quelques indications lapidaires, débridant ainsi l'imagination du romancier.

Fils unique est donc avant tout un roman ludique, jouant avec l'érudition et l'esprit du temps, qualités déjà caractéristiques de la *Théorie des nuages*, qui a fait connaître Stéphane Audeguy. Non que celui-ci se soit essayé à copier la langue du XVIII^e siècle : fort heureusement, l'auteur a évité le kitch. Mais il parvient, grâce à un ton allègre et piquant et, ici ou là, quelques formes anciennes (« *souventes* »...) à donner de la crédibilité à ce qui se présente comme le récit à la première personne de la longue vie de ce François Rousseau, moins célèbre certes, mais sans doute beaucoup plus enjoué que son illustre frère.

Pour l'enfance de son personnage, Audeguy s'est d'abord amusé avec les *Confessions*, livrant une version iconoclaste de quelques-uns de ses épisodes célèbres : celui notamment du mystère du peigne brisé, qui a définitivement ancré dans le cœur de Jean-Jacques le sentiment d'injustice, et dont *Fils unique* donne avec humour le fin mot (possible) de l'affaire. Il lui fait aussi rencontrer un personnage attachant, tel que le XVIII^e siècle a pu en produire : le comte de Saint-Fonds. Un aristocrate anticonformiste, sodomite, épicien et bon, qui prend le jeune François Rousseau sous sa protection et en assure l'éducation. À sa mort, il lui laisse sans doute l'essentiel : un goût pour l'esprit critique et une inclination pour le plaisir des sens.

Voilà donc François – qui ne dévoilera jamais ses liens familiaux avec le philosophe, d'autant qu'il endossera une autre identité, Bernard Laroche – lancé dans le monde qui a sa préférence, celui des libertins et des âmes généreuses, ici une aimable tenancière, Mme Paris, d'un bordel fort recommandable, là un fermier général, M. B***, épris d'idées nouvelles et d'expériences faisant appel aux mécaniques modernes. C'est que François, horloger de formation, est habile, et conçoit un automate inédit,



qui obtient dans le Paris des initiés un franc succès.

Si Stéphane Audeguy s'amuse, au grand plaisir de son lecteur qui apprécie l'intelligence de son récit, il esquisse aussi une réflexion plus grave sur la liberté, le désintéressement et le refus des consolations et des leurres, traits d'esprit dont fait preuve François Rousseau. Sa longue traversée du XVIII^e siècle est agrémentée de belles amitiés, mais elle s'accompagne d'un désenchantement toujours plus grand. Si son enthousiasme pour la Révolution est réel, il se refroidit rapidement. Dès qu'il voit, par exemple, que les pierres de la prison de la Bastille détruite sont mises en vente comme « *lots-souvenirs* », de la même manière que celles du Mur de Berlin le seront deux siècles plus tard (le roman n'interdit pas les rapprochements anachroniques malicieux). En somme, *Fils unique* – titre décidément bien choisi – est un roman sur la solitude de ceux qui ne marchent pas avec la société. Tel Sade, dont François partage le sort dans les geôles de la Bastille, ce qui donne l'occasion à Stéphane Audeguy de dresser un saisissant portrait de l'auteur des *120 Journées de Sodome*. Tel Jean-Jacques Rousseau : son frère mesure en effet à quel point le génie du philosophe, après sa mort, est détourné, édulcoré. Mais il en est de même pour l'anonyme François Rousseau, à la hauteur de l'engagement qu'il prit dans sa jeunesse : « *Vivre sa vie et non les rôles ridicules que le théâtre du monde lui proposait perfidement*. » Irréductible matérialiste et homme d'une lucidité exemplaire, il est, lui aussi, un être d'exception.

CHRISTOPHE KANTCHEFF

Fils unique, Stéphane Audeguy, Gallimard, 265 p., 17,50 euros.



Les Comets on fire remettent au goût du jour le voyage en musique.

Vaudou cosmique ROCK. Les Comets on fire renouent avec un psychédéisme brut, radical et sauvage.

LES COMETS ON FIRE ne sont certainement pas le meilleur groupe du monde, leur nouvel album n'est pas la perle de l'année, et ils représentent encore moins l'avenir du rock, considération pour le moins dénuée de sens de toute façon. Pourtant, au milieu d'un lot de nouveautés qui provoquent des soupirs d'ennui, ils font aisément valoir leur différence avec leur son fracassant pointé vers le ciel, et une manière têtue d'aller jusqu'au bout de leur démarche. Fondés en 1999 à Santa Cruz, voie de garage hippie depuis les années 1970, les Comets on fire sont aussi l'archétype du groupe underground et indépendant. Les rois de l'autoproduit, du disque fait à la main et en petites quantités. Leur premier album, en 2000, a été tiré à 500 copies, *Bong Voyage*, en 2003, à 800, et la palme revient de loin à un coffret sorti en 2005, composé de cinq disques enregistrés en public pendant une tournée européenne, et dont on ne trouve, si l'on peut dire, que dix exemplaires en circulation. Musicalement, leur attitude, qui peut se rapprocher de celle de quelques groupes allemands des années 1970, se caractérise par la façon dont ils ont créé leur musique, partant des Pink Floyd et de groupes californiens pour mettre en pratique un principe radical d'improvisation collective. On ne s'étonnera donc pas de voir le groupe salué par un Julian Cope, ex-leader des Tear-drops Explodes, responsable en solo de quelques disques d'importance, auteur d'une histoire du rock allemand qui fait référence, et halluciné notoire.

Les Comets on fire remettent au goût du jour l'idée du voyage en musique, « trip », aurait-on dit dans les années 1960, voyage évidemment intérieur, fait de longues digressions portées par une batterie omniprésente, deux guitares orgiaques au son saturé et distordu, toujours au bord du feed-back, et un synthétiseur dont l'officiant tire à peu près les mêmes gazouillis qu'Eno au début de Roxy Music. Les parties vocales sont les composantes les moins intéressantes, mais aussi les plus accessoires. On remarquera, d'ailleurs, que le meilleur morceau de l'album est un instrumental, sorte de vaudou cosmique que des chœurs traversent en deux endroits comme des nuages dans le ciel. Le symbole même de ce qui fait l'identité des Comets on fire, et de ce que l'on retient au bout du compte.

JACQUES VINCENT

Avatar, Comets on fire, Subpop/Pias.

Fort de café

THÉÂTRE. Dans « Percolateur Blues », Fabrice Melquiot mêle avec talent lyrisme, blague et sanglot.

C'EST UN PÉRIPLÉ, une navigation à vau-l'eau, un voyage dans la nuit, jusqu'à la lumière, jusqu'à l'amour. Avec Fabrice Melquiot – le jeune auteur le plus joué aujourd'hui, que ce soit par la Comédie de Reims, où Demarcy-Mota met régulièrement en scène ses nouvelles pièces, ou par les jeunes compagnies aventureuses –, il ne faut pas s'attendre à un plan carré et à des chemins balisés. Dans *Percolateur Blues*, présenté par les équipes des Sept Passages et Un ange qui passe, le parcours de Cyril, jeune homme solitaire et fou d'autrui, veilleur de nuit aux rêves éveillé, est autant fantasmé que concret. Avant d'arriver au percolateur italien, qui lui offrira, à Rome, le meilleur café et la plus belle rencontre amoureuse, il côtoie un gardien de phare qui ne garde rien, un coureur cycliste bluffeur, deux femmes différemment expertes

dans l'art d'aimer et une dame âgée qui, une fois dans ses bras, le prend pour un autre. Au terme du périple, c'est la fille la moins jolie et la plus malhabile qui amarre cet instable en quête de fuite !

« Ne pas être celui que je suis », répétait Cyril en entamant sa route. Il sera lui-même et un autre dans ce jeu de marelle où Melquiot brasse la poésie la plus lyrique, le sanglot intime et la blague romantique. On se rend dans une ville inconnue, on passe dans un opéra vénitien, on file dans un café romain, sans bien savoir où l'on est. Tout cela est la marque d'un grand auteur qui laisse aller sa pièce comme on lâche la bride d'un poème. Le metteur en scène Damien Chardonnet-Darmaillacq a subtilement trouvé le langage adéquat : un plateau obscur où la lumière choisit parmi tous les personnages, un climat rimbaldien qui s'appuie sur l'interprétation songeuse et rageuse de l'acteur principal – l'excellent Luc Cerutti – et une façon graduée de donner à chaque scène son crépitement.

Chardonnet-Darmaillacq et ses comédiens (ils sont six sur la petite scène des Déchargeurs) empoignent sans peur l'écriture complexe de Melquiot. Ils y vont fort dans le cru, quand le personnage fornique dans une sorte d'accouplement distancié avec la vieille dame, et font preuve de la même intensité dans la rudesse, l'ironie ou le ton fleur bleue. Leur blues est d'une âpreté douce et chante des notes essentielles.

GILLES COSTAZ

Percolateur Blues, Déchargeurs, Paris, 0 892 70 12 28. Jusqu'au 7 octobre. Texte aux éditions de l'Arche.



« Percolateur Blues » narre un parcours aussi fantasmé que concret.

Jouer du marteau

MUSIQUE. De Pete Seeger à Bethany Yarrow, des enregistrements qui rappellent que la chanson américaine est liée aux luttes sociales.

LE MARTEAU DE LA JUSTICE, la cloche de la liberté : au tribunal des combats pour la dignité et l'égalité, Pete Seeger a proclamé leur puissance. *The Hammer Song* (« Si j'avais un marteau ») est emblématique de la place que le chanteur tient dans l'histoire de la chanson américaine. Il en a composé la musique et l'a chantée pour plaider la fraternité entre les hommes. Peter, Paul and Mary en firent, dans les années 1960, un énorme succès. Et, en juillet dernier, le même Peter (Yarrow), puis sa fille, Bethany, enthousiasmèrent le public des Nuits atypiques de Langan en reprenant des chansons de la même veine.

De Woody Guthrie, le barde des déshérités de la crise, à Bethany Yarrow, qui donne au vieux « Saint James Infirmary » un sens renouvelé par le traitement bushien de Katrina, une forme de chanson américaine affirme que la musique et la poésie peuvent être

mises au service des combats pour un monde meilleur. Quelques-uns des enregistrements les plus significatifs de Pete Seeger sont aujourd'hui republiés avec un livret très complet (en anglais). On y retrouve des chants syndicaux, des chansons pacifistes et des chants parlés qui sont une des origines oubliées du rap. Bethany Yarrow chante dans le souffle, avec un timbre légèrement nasillard, magnifiquement accompagnée par le violoncelle de Rufus Cappadocia, et renouvelle d'antiques blues de cheminots, des chants syndicaux et des airs religieux, modernisant avec grâce un répertoire qui touche infailliblement.

DENIS-CONSTANT MARTIN

If I Had a Hammer, Songs of Hope and Struggle, Pete Seeger, Smithsonian-Folkways/DG Diffusion-Spirale SF. 900 Miles, Bethany & Rufus, Daqui/Harmonia Mundi.

Livré au ridicule

TÉLÉVISION. La rentrée littéraire fait aussi de la télé. Rarement pour le meilleur.



La nouvelle émission de Franz-Olivier Giesbert s'intitule « Chez FOG », en toute simplicité...

IL N'OSE PAS DIRE NON. Il se tord sur sa chaise, se noue. Se crispe. Il n'ose pas dire « Grazie, e ciao. Va bene così ! ». Il répond aux questions banales. Sa vie, son œuvre. Lagarde et Michard resuscités. Il attend peut-être une question sur le style, la fleur des nerfs, l'écriture, la ou les structures d'un texte. Balle peau. Le thème de l'eau par ci, le thème de l'enfance par là. Sa vie d'ouvrier avant sa vie d'écrivain. Il souffre. Et reste assis.

De son côté (puisque c'est filmé champ/contrechamp), Laure Adler se montre radieuse. Elle tient en face d'elle l'un des plus grands écrivains contemporains (dans ce « Permis de penser », diffusé courant juillet, sur Arte). Un tantinet elle s'en doute (par oui-dire). Tant pis pour Erri de Luca. L'avait qu'à pas venir. L'avait qu'à pas se prêter au jeu du journaliste satisfait parce que, ben dame, interviewer Erri de Luca, c'est pas rien, ni donné à tout le monde, et peu importe le flacon pourvu...

En attendant, il est à la fois sonné et mal à l'aise. Probablement, il ne comprend pas. Erri de Luca ne comprend pas, mais se soumet, résiste aux pires assauts des pires conneries, jusqu'au bout (on imagine les réactions de Thomas Bernhard, voire de Paul Pavlovitch dans cette oasis de banalités, inepte et ridicule). Le téléspectateur non plus ne comprend pas, qui attend jusqu'au bout aussi du beurre dans ses épinards, du sel dans le pain.

Beaucoup se plaignent de leur absence, mais, à vrai dire, les émissions littéraires existent à la télévision. Vernis culturel obligé pour toute chaîne (même sur TF 1). On y voit des livres, des

auteurs et surtout des journalistes animateurs, sans qui les premiers ne seraient rien, médiatiquement. À vrai dire encore, ces émissions dites littéraires ne se « voient pas ». Il y a quelques décennies, chaque plateau de Pivot était attendu impatiemment d'une semaine à l'autre. On ne se préoccupe guère aujourd'hui d'un « Vol de nuit » (sur TF 1) ou du « Café Picouly » (sur France 5), qui se veut « une vision décalée et décontractée de la culture des écrivains » (pas moins).

À vrai dire, une fois de plus, côté invisibilité, c'est tant mieux. On y croise les mêmes livres, les mêmes auteurs (selon la puissance des attachés de presse), les mêmes banalités, la même prétention, des auteurs comme des journalistes (1). Affaire de consommation, de « culture marchande », loin de toute parole donnée, de tout esprit critique.

Dans cet esprit, justement, « Chez FOG » s'annonce haut en couleurs. « Chez FOG » : à lire comme Chez Franz-Olivier Giesbert. Tout simplement. Ou plutôt, tout modestement (chez Pivot, c'était « Apostrophes », puis « Bouillon de culture » ; chez Rapp, c'était « Caractères ». Aujourd'hui, l'animateur étant vedette et les invités faire-valoir, c'est « Café Picouly », façon « Méthode Cauet »). Au menu de ce magazine de rentrée (le dimanche sur France 5 en milieu de journée), débats d'idées, découvertes littéraires et réception « d'une personnalité de premier plan, issue du monde politique, culturel ou sociétal », confrontée à trois écrivains pour « une interview sans concession » (des fois qu'on s'attendrait à quelque complaisance), une personnalité soumise à « cinq questions qui fâchent » posées par le journaliste (la personnalité est ainsi prévenue, ça ne rigole guère), « un débat et une rubrique plus intimiste » (de quoi frétiller, glousser à l'avance) et une séquence « à l'humour décalé » (règle d'or de la télévision : il faut être décalé. *In fine*, on ne sait pas en quoi consiste le décalage puisque tout se veut, se fait décalé). Dans la perspective de la présidentielle, les invités principaux seront politiques (dans l'ordre, à partir du 9 septembre, François Bayrou, Arnaud Montebourg, José Bové, Nicolas Sarkozy). Parmi les écrivains des premiers plateaux figurent Christine Angot et Maurice G. Dantec. On appelle donc ça favoriser « les découvertes littéraires »...

JEAN-CLAUDE RENARD

(1) À recommander tout de même, à la marge de ce qui est proposé : « Le Bateau Ivre », présenté par Frédéric Ferney (France 5) et « Des mots de minuit », animé par Philippe Lefait (France 2).

À vos postes !

DÉCRYPTAGE

La rentrée de la télé vaut bien la rentrée littéraire, aux allures universitaires : des pots en masse, peu de confitures. S'y bousculent en prétendues nouveautés des émissions, des divertissements, des magazines, de l'info parfois. La « Star Academy 6 » n'aura même pas attendu la rentrée des classes. Lapiro et Roselmack se font joker du vingt heures, Cauet (notre photo) déroule son



« Muppet Show », Navarro joue les prolongations. M6 s'est offert Fogiel pour une copie conforme à ses excitations sur France 3, et Mélissa Theuriau pour une « Zone interdite » de charme (à défaut d'intelligence). Côté service public, le denier du citoyen se contentera des mêmes Ruquier, Delarue et Drucker (qui bientôt recevra Jospin, quatre ans après que celui-ci a refusé la même émission, peu avant les élections de 2002). Surtout, France 2 se lance (et s'en défend) dans la télé-réalité : « Une autre vie », qui vise à réinsérer des chômeurs de longue durée dans un village de Haute-Garonne. Sans doute la réintroduction des ours dans le même département a donné des idées à la chaîne. Il paraît que des kangourous sautilleraient en forêt de Rambouillet. Les rumeurs ne s'attardent pas pour préciser s'il s'agit d'une introduction ou d'une réintroduction. Mais un lâcher de kangourous en Île-de-France, voilà qui devrait aussi inspirer France Télévisions.

TÉLÉVISION

SAMEDI 9 SEPTEMBRE

Sounou Sénégal

21 h 35, France 5, câble et satellite
En interrogeant sa famille et les anciens employés de son grand-père, Jean-Pierre Lenoir explore les relations ambiguës entre colons et colonisés. Touché par la crise des années 1930, Émile Perras quitte la France avec sa femme et ses trois filles pour s'installer à Dakar, au Sénégal, alors colonie française. Sur place, il fait construire un hôtel, qui bientôt accueillera cadres et hauts fonctionnaires. L'établissement devient rapidement un des lieux mythiques de l'Afrique occidentale française. Après l'indépendance du Sénégal, en 1960, puis la mort du grand-père, la famille rentre en France. La page est tournée, un certain temps. Jusqu'à ce que le réalisateur (le petit-fils de Perras) vienne fouiller dans l'album de famille. Jusqu'à s'entretenir avec les employés sénégalais de l'aïeul, trente ans plus tard. De quoi confronter l'histoire commune de deux pays, entre héritage et dividendes aussi.

D'un côté, des éloges : « J'étais considéré comme un fils, il m'appelait le petit Luc », se rappelle un vieil employé. « Il ne nous a jamais gênés dans la pratique de nos religions », ajoute un autre. Mélange de respect, de nostalgie de prospérité économique peut-être... De l'autre côté, celui des filles Perras, quelques sentiments bien tranchés autour de la culpabilité d'être en terrain conquis : « On avait une vie de petites filles normales, avec des Africains autour. On vivait dans des mondes séparés. Les Noirs étaient considérés comme des gens avec qui l'on ne pouvait pas parler. C'est horrible de dire ça, mais c'est vrai ! Dans notre imaginaire, on était les vrais hommes, et eux, c'était un peu en dessous. C'étaient les serveurs. » *Sounou Sénégal*, c'est-à-dire « notre Sénégal », en wolof, est ici une illustration sans fard des relations entre colons et colonisés.

LUNDI 11 SEPTEMBRE

11'09" 01 : september 11

Arte, 22 h 15



Dans le concert des commémorations du 11 Septembre, c'est là sans doute le chapitre le plus attendu : onze courts métrages réalisés par autant de cinéastes. Non des moindres : Ken Loach, Amos Gitai, Idrissa Ouedraogo, Shohai Imamura, Youssef Chahine... Non pas un pensum, mais un regard critique à multiples facettes. Tel celui de Loach, avec le récit d'un Chilien rédigeant une lettre à des amis américains, rappelant cet autre anniversaire, celui du coup d'État de Pinochet, le 11 septembre 1973. Tel encore le film d'Imamura, métaphore d'un vétéran japonais de la guerre du Pacifique, rampant parmi les siens, illustrant une humanité en quête de redressement pour affronter sa propre force de destruction...

«Un mode de gouvernement fondé sur l'effroi»



Cinq ans après les attentats du 11 Septembre, le sociologue belge Jean-Claude Paye fait le point sur les dispositions législatives adoptées aux États-Unis et en Europe au nom de la lutte contre le terrorisme. Une dérive sécuritaire et liberticide particulièrement inquiétante.

Juste après le 11 septembre 2001, le gouvernement Bush a fait adopter par le Congrès américain le Patriot Act, qui a considérablement réduit les libertés publiques. Mais, selon vous, ces mesures avaient forcément été préparées bien plus tôt...

Jean-Claude Paye : Ce projet de loi a été déposé devant le Congrès seulement trois jours après les attentats, alors que la préparation d'un tel texte nécessite normalement à peu près une année. Le corps du texte compte à lui tout seul 128 pages et, si on ajoute tous les renvois, on atteint environ 300 pages. Le droit pénal aux États-Unis est en effet beaucoup plus complexe qu'en Europe ; vous voyez donc l'ampleur de la tâche pour rédiger un texte comme celui-là. Pourtant, il est arrivé, comme par enchantement, seulement trois jours après l'effondrement des Twin Towers... Que contient ce texte ? Le Patriot Act prend essentiellement deux types de mesures. Tout d'abord, des dispositions spécifiques pour les étrangers, qui permettent d'incarcérer *sans limite dans le temps et sans la moindre inculpation* – c'est-à-dire par simple arrêté administratif – des personnes accusées par le pouvoir exécutif d'être en relation avec une organisation terroriste. Ensuite, des mesures générales de surveillance qui concernent, elles, l'ensemble de la population, comme le contrôle du réseau Internet ou des communications téléphoniques. Ces dernières ont été adoptées pour une période de quatre ans et venaient donc à expiration à la fin 2005. Elles devaient à cette date être renouvelées par le Congrès, qui pouvait les prolonger ou les modifier.

Le Congrès s'est-il exécuté ? L'adoption du Patriot Act Reauthorization a quand même pris un certain temps, puisque le Sénat a fait preuve d'une relative résistance. Mais l'essentiel des dispositions voulues par le gouvernement a finalement été voté : 14 sur les 16 mesures de surveillance qui étaient provisoires sont devenues définitives, et les deux dernières, les plus contestées, ont été renouvelées pour une seconde période de quatre ans. Le texte a été signé par George Bush le 9 mars dernier : d'une part, l'état d'urgence est devenu définitif, mais, d'autre part, les mesures particulières pour les personnes étrangères, qui,



Déploiement d'une batterie de missiles à La Hague, le 26 octobre 2001.

de fait, mettent fin à l'*Habeas Corpus*, tendent à se généraliser à l'ensemble de la population. Sur ce point, une première tentative avait déjà eu lieu avec le Domestic Security Enhancement Act de 2003, plus connu sous le nom de Patriot II, qui prévoyait de pouvoir retirer leur citoyenneté aux citoyens américains accusés de terrorisme, afin de leur appliquer toutes les dispositions prévues pour les personnes étrangères, en particulier la détention indéterminée sans inculpation. Mais cette tentative avait partiellement échoué, dans le sens où, même si certaines mesures annexes furent intégrées dans d'autres législations, la disposition centrale de retirer la nationalité américaine n'avait pas été adoptée. Il y a donc eu récemment une deuxième tentative de généraliser ces dispositions transitoires à l'ensemble de la population avec le nouveau projet de loi intitulé Enemy Combatant Commission Act 2006. Celui-ci a été déposé au début du mois de juillet dernier, c'est-à-dire quelques jours seulement après une décision de la Cour suprême du 29 juin 2006, qui s'est opposée aux commissions militaires instituées par le pouvoir exécutif, en particulier pour juger les étrangers accusés de terrorisme. Cette décision

avait rendu illégales ces commissions militaires en arguant qu'elles étaient contraires au droit militaire américain mais également à la Convention de Genève de 1949.

Toutefois, ce jugement de la Cour suprême est bien évidemment partiel, puisqu'il ne statue que sur les cas des dix personnes qui l'ont saisie, et n'a pas une portée générale : il ne remet pas en cause l'existence du camp de Guantanamo, ni la notion « d'ennemi combattant », ni les commissions militaires. Sur ce point, la Cour dit seulement que celles-ci doivent être intégrées dans le droit, c'est-à-dire qu'une loi doit être

votée par le Congrès, qui autorise ces commissions. Un projet a donc été déposé, et les discussions doivent commencer dans les prochaines semaines. On assiste ainsi depuis plusieurs années à une sorte de partie de ping-pong entre l'administration Bush et la Cour suprême, le pouvoir exécutif répondant à chacune des décisions de cette dernière par de nouvelles lois qui les contournent. Cela confirme la thèse de mon livre : l'exception devient de plus en plus la règle, fondant ainsi un nouvel ordre de droit (1).

Pour qualifier ce nouvel ordre juridique, vous n'hésitez pas à employer, le terme de dictature... Lorsque tous les pouvoirs sont concentrés dans les seules mains du pouvoir exécutif, cela s'appelle une dictature ! En effet, dans ce système, le pouvoir exécutif dispose directement des pouvoirs d'un magistrat : il peut arrêter n'importe qui et en faire ce qu'il veut, notamment en maintenant indéfiniment la personne en détention, sans limitation aucune. Cela remet en cause toutes les protections juridiques traditionnelles des régimes démocratiques et les libertés publiques dont jouissaient jusqu'à présent les personnes qui y vivent. Je maintiens donc qu'il s'agit bien de dictature.

Reconnaissez-vous cependant que ces mesures antiterroristes puissent avoir une certaine efficacité ?

J'ai du mal à croire que ces mesures aient été réellement prises pour avoir une efficacité. Je crois plutôt qu'elles participent d'une véritable guerre contre les populations et les libertés qu'elles avaient jadis conquises. J'ai même l'impression parfois que les attentats sont littéralement devenus un mode de gouvernement. Si l'on prend l'exemple anglais, les législations anticipent le plus souvent les attentats : le Present Terrorism Bill a été adopté plusieurs mois avant les attentats de Londres et permettait déjà de généraliser les mesures exceptionnelles prises contre les étrangers à l'ensemble de la population britannique. Ce ne sont que des hypothèses, mais cela commence à faire un certain temps qu'on note ce genre d'éléments troublants qui s'additionnent les uns aux autres.

Cet été, après les tentatives d'attentats supposés de Londres, on a vu de nouvelles mesures draconiennes s'appliquer aux voyageurs qui prennent l'avion. C'est là aussi, selon vous, un autre exemple de cette politique de contrôle des populations...

Il s'agit d'un mode de gouvernement qui se fonde sur l'effroi. En faisant peur aux gens, on parvient à faire adopter des mesures de plus en plus strictes. Cependant, il faut savoir que l'ensemble des mesures de contrôle au niveau de l'aviation existaient bien avant les attentats de Londres, puisqu'elles ont été instituées par des accords entre les États-Unis et l'Union européenne dès 2003. Là encore, les mesures anticipent les attentats. Or, quand je parle de dictature, je n'exagère pas dans les termes. Si on prend l'exemple des commissions militaires américaines prévues par le projet de loi qui sera discuté prochainement, celles-ci créent un véritable droit spécial. Tout d'abord, vous n'avez pas le choix de votre avocat puisque c'est l'administration qui vous en désigne un d'office. Celui-ci n'a pas accès à l'ensemble du dossier puisqu'il peut être classé « secret Défense ». Ensuite, dans le cas – très peu probable – où cette commission militaire (dont les juges sont nommés par le pouvoir exécutif) vous déclare innocent, il est prévu de pouvoir néanmoins vous garder en détention « jusqu'à la fin du conflit » (sic). Or, comme la lutte antiterroriste est indéterminée, infinie dans le temps, vous pouvez rester emprisonné, même si vous avez été déclaré innocent, indéfiniment. Les deux cas d'espèce sont donc possibles : soit on vous garde sans jugement (ni inculpation), soit on vous juge devant une commission militaire tout en pouvant quand même vous garder. Si cela n'est pas une forme de dictature, comment est-ce qu'on doit appeler cela ? C'est bien un mode de gouvernement dictatorial au niveau mondial.

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER DOUBRE

(1) Jean-Claude Paye a publié en octobre 2004 la *Fin de l'État de droit. La lutte antiterroriste, de l'état d'exception à la dictature*, éditions La Dispute, 224 p., 18 euros.

Se souvenir de Pierre Vidal-Naquet (extraits)

Pendant et depuis la guerre d'Algérie, mes rencontres avec Pierre Vidal-Naquet ont été fréquentes, et, à chacune d'elles, notre amitié s'est renforcée. On connaît sa lutte exemplaire contre la torture pratiquée en Afrique du Nord par la France des Droits de l'homme, sa compréhension particulièrement vive des combats nécessaires, contre le colonialisme, contre les totalitarismes quels qu'ils soient. On connaît son soutien aux luttes de libération partout dans le monde. On connaît moins son exigence sur le choix des moyens et sa volonté inflexible de défendre d'abord des personnes. J'ai-je ses indignations et ses colères parfois très vives. De ses amis, il ne supportait pas la moindre erreur d'analyse. Pour ses adversaires idéologiques, il manifestait un mépris quasi absolu. Contrairement aux « politiques » qui, par opportunité ou calcul, feignent d'oublier le passé pour rechercher le plus large « consensus », il n'oubliait rien. Jamais ! La mémoire de ses parents morts en déportation, sa rencontre avec toutes les injustices des années 1950-1960, son engagement pour les Algériens, leur indépendance et leur dignité n'admettaient pas l'effacement des crimes du passé. Pour lui, l'affaire Audin n'était pas, et ne pouvait pas être, une affaire terminée : elle devait rester une leçon pour l'avenir.

Il supportait particulièrement mal les rencontres avec des personnages qu'il estimait responsables de crimes « légaux » commis au nom d'une « pacification » qu'il savait être une « guerre » particulièrement injuste. Je garde le souvenir de plusieurs de ces rencontres insolites avec des « adversaires ». L'une particulièrement : nous étions rassemblés dans une salle près de la Trinité, à Paris, dans les années 1970. Nous dénoncions la politique américaine de guerre au Vietnam. Nombre de responsables de la gauche manifestaient avec nous pour protester contre les bombardements au napalm dont étaient victimes, là-bas, les populations civiles. Je me souviens de la présence de nombreux responsables de la Ligue des droits de l'homme, du Syndicat de la magistrature, du Mouvement d'action

judiciaire, du parti communiste... Charles Hernu représentait le parti socialiste et cet engagement était un fait nouveau qu'il ne nous semblait surtout pas opportun de critiquer : ce meeting ne devait, en aucun cas, échouer. L'atmosphère était sereine jusqu'au moment où Pierre aperçut dans l'assistance le Président Roynard, celui qui pendant plusieurs années avait présidé le Tribunal militaire d'Alger et avait envoyé à la guillotine de nombreux combattants algériens (François Mitterrand étant à l'époque Garde des sceaux, ministre de la Justice). Pierre était assis à côté de moi, il s'est tout à coup levé d'un bond et m'a signifié : « *Je vais le gifler, celui-là.* » Tous ceux qui étaient à côté de nous, et qui étaient venus pour un objectif bien précis, se sont précipités avec moi pour le calmer, et pour empêcher un esclandre qui aurait définitivement rendu impossible notre action « unitaire », organisée seulement pour dénoncer la politique criminelle des États-Unis au Vietnam. C'était Pierre. [...]

Visiblement, Pierre n'aimait pas les compromis ou les motions « nègre blanc » ! En ce temps-là, dans les années 1960 et suivantes, il me paraît surtout que Daniel Mayeur, président une Ligue n'ayant plus beaucoup de forces ni de capacités de mobilisation, nous avait en quelque sorte, « coop-tés ». Peu après la guerre d'Algérie, Laurent Schwartz, Pierre Vidal-Naquet, Madeleine Rebérioux, Pierre Stibbe, moi-même et d'autres, sommes donc entrés au Comité central de la Ligue (titre bien pompeux et qui nous fait sourire, par référence au Comité central du PC !), il faut le reconnaître, grâce à l'intervention d'un homme et d'un ami exceptionnel, qui avait été un exemple pour nous tous dans les récents combats, ceux de la Résistance et ceux de l'Algérie... Pierre ne ressemblait pas à Daniel : ils me semblaient même, par leurs qualités, leurs défauts et leurs caractères, très différents. Mais leurs mémoires pourront difficilement être dissociées, dans l'histoire et dans les souvenirs de la Ligue des droits de l'homme.

JEAN-JACQUES DE FELICE, AVOCAT

Déni de démocratie

Les incidents causés à Marseille par les pêcheurs opposés à Greenpeace en disent long sur la déliquescence de notre démocratie et le double discours des politiciens français en matière d'écologie. En effet, ces pêcheurs ont pu, en toute impunité et illégalement, bloquer le port, porter atteinte à la liberté de circulation et d'expression de Greenpeace, menacer ses militants,

et ce, avec le soutien des élus et des autorités. Or, les scientifiques ont montré que le thon rouge est menacé de disparition et que la surpêche est une catastrophe écologique. Donc, les politiciens de Marseille et les autorités auront fait passer les intérêts corporatistes d'une minorité subventionnée avant l'intérêt général, et laissé les nervis de la pêche bafouer la démocratie. C'est donc cela l'écologie UMP ?

JEAN-CLAUDE COURBIS, CHAMBERY (SAVOIE)

Vive le vélo !

Un grand bravo pour votre dossier vélo. J'aurais quelques commentaires à apporter. Jean-François Doulet éclaire de façon intéressante la concurrence vélo/voiture en Chine. Je voudrais tout de même apporter un avis sur l'Institut pour la ville en mouvement (IVM) PSA-Peugeot-Citroën, dont vous dites : « *Cette association, bien que financée par PSA-Peugeot-Citroën, regroupe des chercheurs indépendants autour de la notion de mobilité.* » Il suffit de se rendre sur le site Internet de l'IVM pour se rendre compte qu'il s'agit d'un outil (un think-tank ?) pour la promotion des transports motorisés [...]. Le matériel de promotion explique que la voiture est l'outil idéal pour permettre de sauver les habitants des banlieues difficiles en leur permettant de s'en échapper ; de plus, la liste des partenaires chinois en dit long : cet institut est un outil pour permettre au groupe automobile de justifier son extension en Europe et mieux s'implanter en Chine. Que les chercheurs qui y collaborent soient cyniques ou naïfs, ils sont bien un rouage du lobby automobile mondialisé ; bref, l'IVM, c'est la contre-vélorution.

Vous saluez l'incurie de la SNCF lorsqu'il s'agit de fournir des renseignements sur le transport des vélos. C'est tout à fait vrai. Alors que la Bretagne a développé de magnifiques routes cyclables, il est impossible d'embarquer un vélo sur les TGV-Ouest : il faut le démonter et l'emballer dans un sac dont les dimensions exigées sont trop réduites pour un vélo de randonnée normal. Raymond Poullidor apporte son soutien au vélo comme moyen de déplacement. Attention tout de même au revers de la médaille concernant le critère de l'efficacité qu'il met en avant : si l'efficacité en ville consiste à se rendre le plus vite possible d'un point à un autre, alors les plus efficaces sont les motos et les scooters, qui polluent massivement et sont bruyants et dangereux [...].

JÉRÔME DESQUILBET, CHÂTILLON (92)

DIFFUSION EN KIOSQUE DE POLITIS

– Si vous souhaitez connaître sans délai le point de vente le plus proche de votre domicile, de votre lieu de travail, ou même de votre lieu de vacances, où vous trouverez, chaque jeudi, *Politis* ;
– Si vous souhaitez que votre marchand de journaux le plus proche soit, sous huitaine, approvisionné régulièrement en exemplaires de *Politis* ;

appelez le 01 42 46 02 20 du lundi au vendredi de 10 h à 17 h ou envoyez un courrier électronique à contact@kdpresse.com

LA VIE ASSOCIATIVE ET CITOYENNE

RÉSISTANCES
À la mondialisation libérale, mouvement social, femmes, sans-papiers...

ÉCONOMIE SOLIDAIRE
Monde mutualiste, mouvement coopératif, commerce équitable...



ÉCOLOGIE
Environnement, cadre de vie...

CULTURE ALTERNATIVE
Théâtres de rue, friches, squats...

SUR LE NET
L'action citoyenne sur la toile

La séquence Action est coordonnée par Françoise Galland avec Xavier Frison (Résistances), Thierry Brun, Dante Sanjurjo (Économie solidaire), Patrick Piro (Écologie), David Langlois-Mallet, (Culture), Christine Tréguier (sur le net, babilweb@politis.fr).

Contacts : Françoise Galland, 01 55 25 86 88, association@politis.fr

Pour la partie Économie solidaire : Thierry Brun, 01 55 25 86 87, ecosocial@politis.fr

ENVIRONNEMENT

Des trous dans le poumon ?

Une société anglaise projette de rouvrir plusieurs mines de charbon en France. Bertholène, dans l'Aveyron, pourrait être la première. Élus et habitants se mobilisent pour éviter un désastre qui interroge les politiques énergétiques.

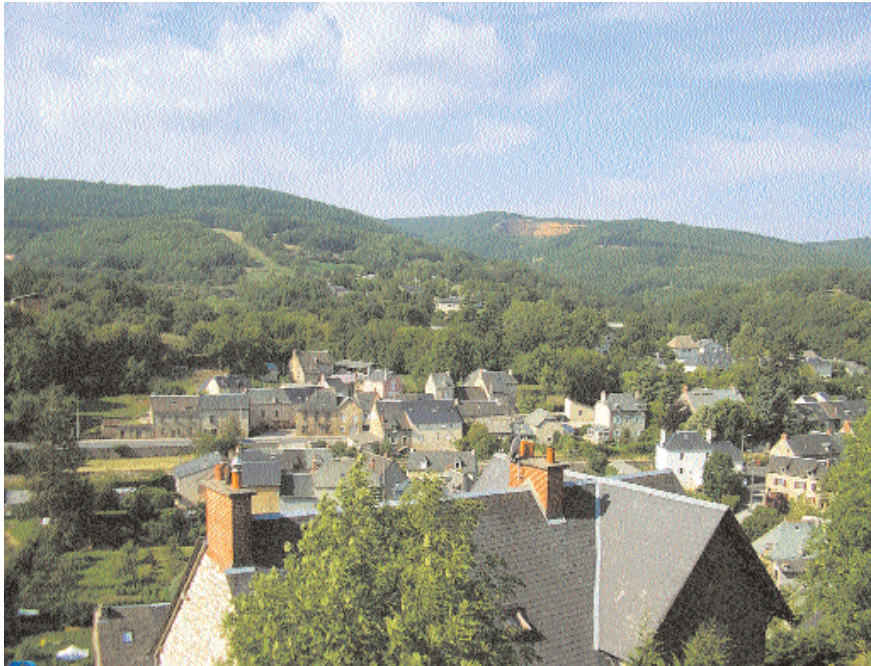
Les Palanges. Cinq mille hectares de forêt en plein cœur de l'Aveyron. Un massif adossé au Causse, qui surplombe une vallée agraire. Le « *poumon vert de Rodez* », dit-on, classé en zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff). En contrebas, Bertholène, petite ville minière, qui n'a pas la réputation d'un Decazeville, à quelques encablures, a exploité le charbon contenu dans ses sols jusque dans les années 1950, et de l'uranium jusqu'à il y a dix ans. À la fois dortoir de Rodez et zone agricole, ce village coulerait aujourd'hui des jours plutôt paisibles à l'ombre de ses arbres et de son château, si un projet de réouverture de sa mine de charbon ne faisait pas planer comme un mauvais présage.

« *Voilà deux ans et demi que ce projet nous empoisonne* », soupire Jacques Maisonabe, agriculteur et adjoint du maire de Bertholène, Gilbert Passaga, qui le présente comme le « *spécialiste du dossier* ». Un dossier bien complexe, qui ne date pas d'hier. Depuis 1803 et 1836, six concessions de houilles couvrant 35 kilomètres carrés à l'est de Rodez ont été instituées dans le périmètre des Palanges sur les communes de Bertholène, Gages, La Planque-et-Laissac, Puech-la-Bastide, Sansac et Trébosc-et-Galtiès. Acquisées par Jean et Bernard Fraisse en 1923, ces concessions ont fermé les unes après les autres, comme les autres sites d'exploitation de charbon en sous-sol en France. En 1956, la mine de Bertholène stoppe son activité, après la faillite de l'exploitant. Près de quarante ans plus tard, en 1990, la Société des ressources minières du Massif central (SRMMC), filiale française d'Aardvark TFC Limited, troisième plus grand producteur de charbon en Angleterre, convient avec la famille Fraisse d'un transfert du droit immobilier des concessions. L'autorisation de l'État tardant à venir, la SRMMC saisit la Cour européenne de justice, qui condamne la France. En 2003, le ministre de l'Économie autorise finalement la cession du titre minier de Bertholène à la SRMMC et à sa maison mère. La SRMMC adresse alors à la préfecture de Rodez une demande de sondages pour évaluer la qualité du filon, non testé depuis un demi-siècle, en vue d'une prochaine exploitation. Bertholène et les communes voisines réagissent. Élus et habitants décident de s'unir pour refuser la reprise de l'activité minière sur leur territoire. Motif : la SRMMC exploite à ciel ouvert. Ce qui veut dire qu'elle creuserait des excavations pouvant aller jusqu'à 120 mètres de profondeur

dans les Palanges.

« *Des balafres dans la forêt* », tranche la municipalité, qui craint la destruction du site, la perte de terres cultivées, des nuisances pour les hameaux et villages environnants, et d'éventuelles conséquences telles qu'une perturbation des couches souterraines, qui contiennent des résidus radioactifs – l'ancienne mine d'uranium se trouve à un kilomètre du village –, ainsi que la possibilité de voir, à terme, les futures carrières converties en déchetteries. « *Le département est déficitaire sur le plan du stockage des déchets* », précise une conseillère municipale. Enfin, la zone concernée est située sur un versant soumis à un risque de glissements de terrains et d'inondations de type torrentiel. Bertholène est régulièrement sous les eaux. « *La réouverture de la mine pourrait entraîner un désastre écologique* », résume-t-on à la mairie.

Pour l'heure, Bertholène – mille âmes, dont 40 % d'agriculteurs – est le seul village de la concession à être visé par la SRMMC. Cinq ou six maisons y auraient déjà été vendues. Laurent Lavabre, jeune exploitant qui fait partie des cinq agriculteurs de la commune les plus inquiétés, n'en est pas à envisager un départ. Mais il est préoccupé.



La petite ville de Bertholène, au pied des Palanges, où une mine de charbon pourrait être rouverte.

« *Le site charbonnier se situe en plein sur mon exploitation. Ils vont me prendre une trentaine d'hectares sur cent. Et je n'ai pas entendu parler d'indemnités. Je ne suis pas contre le charbon, mais en souterrain. J'ai investi en 2003 dans un nouveau bâtiment qui abrite des bovins, ajoute-t-il. On m'a dit que la zone de forage n'approcherait pas à plus de cinquante mètres. Mais au printemps, pour la mise à l'herbe, où vais-je mettre mes bêtes ?* » Si l'on compte les habitants des six communes de la concession, près de 10 000 personnes sont directement ou indirectement concernées par le projet. « *Il y a une unanimité contre ce dossier. Tous les élus locaux, dont cinq parlementaires, s'y opposent* », se félicite Gilbert Passaga. D'où le slogan « *Non au charbon* », qui se répand dans la vallée via des autocollants colorés affichés sur les pare-brise. Dans la région, même les moins informés froncent les sourcils. « *C'est bizarre, cette histoire. Va-t-on vraiment rouvrir la mine ? Tout le monde sait que le charbon de Bertholène est de piètre qualité. Pourquoi les Anglais en veulent-ils à ce point ? Qu'est-ce que cela cache ?* », répète-t-on à droite et à gauche. Un site Internet a été créé (1), et Bertholène a pris un avocat du barreau de Millau, Jean-Marc Février, spécialiste des contentieux environnementaux, pour se défendre devant



La dernière mine de charbon, à Creutzwald, en Lorraine, le jour de sa fermeture, le 23 avril 2004.

le tribunal administratif. Deux premières demandes de sondages ont été repoussées depuis 2004, mais un arrêté de création de servitude empêche désormais les propriétaires de faire obstruction. La SRMMC a déposé une troisième demande de sondages en juin. Si la préfecture, qui devrait rendre sa décision dans les jours qui viennent, accepte, les sondages pourraient débuter cet automne. Industrie contre environnement, logique financière contre développement durable, charbon contre bois : la mine de Bertholène concentre largement de quoi interroger les politiques énergétiques actuelles.

Après la fermeture, il y a deux ans, en Lorraine, de la dernière mine de charbon française, Bertholène pourrait être la première du genre à rouvrir en France. Ce qui, à l'heure des énergies renouvelables et du développement durable, peut laisser perplexe. « *Je ne parle pas de revenir au charbon*, argue Brian Coppack, directeur de la SRMMC. Géologue de son état, vivant en France depuis des années, l'entrepreneur brigade d'autres concessions dans le Massif central, sans vouloir préciser lesquelles. Aujourd'hui, il faut trouver un équilibre entre les énergies renouvelables, le nucléaire et le charbon. La France importe 20 millions de tonnes de charbon par an. Bertholène pourrait dégager 3 à 4 millions de tonnes par an, qui seraient vendues dans des centrales du Nord et du Sud-Ouest. Puisque la France a la possibilité de produire sa propre énergie, et de réduire sa dépendance énergétique, pourquoi ne pas exploiter directement ses ressources ? » Un argument qui aurait du poids s'il ne représentait pas un singulier retour en arrière.

« *L'exploitation du bois a un meilleur avenir que le charbon, c'est aussi pour cela qu'il faut se battre. C'est le combat de l'énergie fossile contre l'énergie renouvelable* », a déclaré Jean Maisonabe, un fêru de sylviculture dans Centre Presse. Face à l'empreinte écologique que craignent élus et habitants de Bertholène dans le cas de la réouverture de la mine, c'est l'intérêt économique qui est avancé : la redevance sur le charbon, la taxe professionnelle, la création d'emplois – dont le nombre varie entre 50 et 100 selon les versions – pour une durée de cinq à dix ans d'exploitation. « *Mais il faut mettre en balance le nombre d'emplois détruits* », tempête Jacques

Maisonabe. « *C'est un projet fou en termes écologiques* », ajoute Gilbert Passaga, qui ne comprend pas le silence des écologistes sur ce dossier. S'ils refusent le charbon, ses administrés ne sont pas tous devenus militants des Verts pour autant. Ils défendent d'abord leurs entreprises agricoles et leur cadre de vie. Par ailleurs, les élus de Bertholène l'assurent : « *Si le projet n'était pas à ciel ouvert, la situation serait différente*. » Reste que la SRMMC a fait de l'exploitation à ciel ouvert une spécialité dont elle s'honore en vantant ses techniques de travail. « *Les trous sont rebouchés au fur et à mesure de la progression* », explique Brian Coppack, qui estime les risques nuls en ce qui concerne l'uranium et les écoulements d'eau. « *On s'engage à remettre les sites en état* », assure-t-il. Ce que des témoignages venus d'Écosse démentiraient. Pour assurer ses arrières, la SRMMC a invité des responsables de la Direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement (Drire) de Toulouse à venir visiter ses exploitations écossaises. M. Negrel, qui faisait partie du voyage, est revenu « *convaincu* » de la compétence de l'exploitant.

« *Nous sommes abandonnés par l'État et les pouvoirs préfectoraux dans un dossier qui concerne des problématiques fortes de notre époque : l'environnement et le développement durable* »,

s'indigne Gilbert Passaga, que ce contentieux commence à mettre sérieusement en difficulté. Soucieuses de ne pas remettre l'État français en situation de faute vis-à-vis de la Cour européenne (la SRMMC aurait déposé une demande d'indemnisation colossale), la préfecture et la Drire se retranchent derrière le droit : le Charbonnage de France a cessé ses activités minières. Des propriétaires privés français et européens ont le droit d'acquérir des concessions et de les exploiter sur le territoire. Aucune raison de ne pas le leur accorder. « *Bertholène ne renie pas son passé de ville minière, rappelle Jean-Marc Février, mais elle veut des garanties écologiques dans le cas d'une relance de l'activité*. » Ce sont ces garanties qui divisent aujourd'hui. La préfecture estime qu'on est encore loin de la demande d'exploitation. Brian Coppack est sûr de cette perspective « *à 99 %* ».

« *Les modifications importantes du code minier de ces dernières années ont perturbé l'instruction du dossier* », résume Jean-Marc Février, l'avocat de Bertholène. D'après M. Negrel, l'expert de la Drire, l'affaire de Bertholène aurait même déclenché une modification de ce code pour permettre à une société étrangère d'exploiter en France. Effaré par les opacités, voire les anomalies, que comporte le dossier, Jean-Marc Février a décidé de contester la cession du titre minier, « *irrégulière depuis 1923* ». Sans compter que « *le site de Bertholène a été laissé en vrac par l'État depuis les années 1950, ce qui pose question en termes de sécurité publique* », déplore encore cet avocat qui souligne que la SRMMC n'a encore jamais eu d'activité minière effective en France. Spécialiste de l'environnement, il estime que ce dossier, « *cas d'école* » en matière de dysfonctionnement des services de l'État, est « *politiquement absurde* ». « *On ne peut pas à la fois condamner les énergies polluantes et rouvrir des mines de charbon*. » Pourtant, plusieurs projets sont en cours dans l'Hexagone, dont un, dans la Nièvre, qui a fait grand bruit cet été. Avec 250 tonnes de minerai et une perspective de 1 000 créations d'emplois, il est sans commune mesure avec celui de Bertholène. Mais, première sur la liste, la mine aveyronnaise pourrait créer un appel d'air. Pour Jean-Marc Février, « *l'État ne fera pas marche arrière, sauf, peut-être, si 2 000 personnes descendent dans la rue à Rodez* ». Les habitants de Bertholène se disent prêts. Le trajet est tout trouvé : sur la RN 88, autre objet de contentieux au pied du Causse.

INGRID MERCKX

(1) <http://www.bertholene.aveyron.perso.cegetel.net>

Retour au charbon

Face à la montée des prix du pétrole, les oppositions soulevées par le nucléaire, le coût des énergies solaires et éoliennes, et l'augmentation de la consommation d'électricité, le charbon revient en force. Ce combustible d'hier est présenté aujourd'hui comme l'une des principales solutions à la crise énergétique mondiale. Des projets de centrales naissent un peu partout sur la planète, notamment dans les pays émergents comme la Chine et l'Inde. Un an après avoir achevé son plan de fermeture démarré dans les années 1960, la France, qui importe plus de 18 millions de tonnes de charbon chaque année, prévoit de rouvrir certaines de ses mines. Dont celle de Bertholène, dans l'Aveyron, et, a-t-on appris mi-août, celle de Lucenay-lès-Aix, dans la Nièvre, le plus important gisement de houille connu sur le territoire. La création d'une centrale thermique est également prévue dans la Nièvre. Enthousiastes, les autorités locales y voient un moyen, de taille, de redynamiser le département. Reste que le charbon est une énergie fossile très polluante, plus sale encore que le pétrole et le gaz. De nouvelles techniques permettraient de capter le CO2 rejeté dans l'atmosphère par les usines qui le transforment. Mais, d'après Peter Schwartz, directeur du Global Business Network, dans le Monde, « *près de 85 % des nouvelles capacités prévues d'ici à 2030 utiliseront les vieilles technologies polluantes* ». De quoi accélérer, gravement, le changement climatique. Et redonner Germinal à l'heure de Kyoto.

I. M.

RÉSISTANCES

DARFOUR
L'impasse

Depuis presque trois ans, les populations déplacées du Darfour continuent à vivre regroupées de force dans des camps à huis clos, totalement dépendantes de l'aide extérieure pour assurer leur survie, pour la nourriture, la santé et

l'accès à l'eau. Depuis plusieurs mois, « on assiste même à une dégradation de la situation sécuritaire », rapporte la mission de Médecins sans frontières (MSF) sur place. Malgré cela, un certain nombre d'organisations réduisent le financement de programmes vitaux ou se tournent vers des



programmes de développement. « Cette réduction de l'aide affecte de manière directe la santé des populations du Darfour », dénonce MSF.

MIGRATIONS |

Loin de chez elles...

Un rapport des Nations unies met en lumière le rôle économique des femmes immigrées.

Elles représentent près de la moitié des migrants internationaux dans le monde. Mais le quotidien et les contributions à l'économie des pays d'origine des 95 millions de femmes en exode demeurent « en majeure partie ignorés », selon le dernier rapport du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) qui leur est consacré. Ces femmes migrantes quittent leur pays pour se marier, rejoindre un mari et une famille, ou pour travailler. Elles sont employées de maison, prennent soin des malades, des personnes âgées et des enfants. Elles sont aussi agricultrices, serveuses, ouvrières « dans des ateliers aux cadences infernales » mais aussi infirmières ou travailleuses de l'industrie du sexe. En 2005, le rapatriement de salaires – les fonds envoyés dans le pays d'origine – s'est élevé à un total de 230 milliards de dollars, soit la deuxième source de financement externe des pays en voie de développement après l'investissement étranger direct, aux visées souvent moins solidaires. Or, des études ciblées sur certains pays révèlent « la place immense » des rapatriements de salaires dus aux femmes qui envoient à leur famille « une proportion plus élevée [que les hommes] de leurs gains, plus modestes ».

L'exode des personnels qualifiés concerne aussi particulièrement les femmes : le départ massif des infirmières, sages-femmes et médecins des pays pauvres reste l'un des problèmes les plus délicats posés par les migrations internationales. Mais quand

salaires médiocres, mauvaises conditions de travail et manque de perspectives encouragent au départ, « les patients souffrent et les systèmes de soins de santé s'écroulent ». En 2000, par exemple, « le Ghana a vu deux fois plus d'infirmières partir que recevoir leur diplôme ».

Mais la migration, parfois synonyme de mieux-vivre, recèle aussi des « côtés sombres » pour les femmes en exil. De l'esclavage moderne aux risques de

prostitution, en passant par l'exploitation des employées de maison, « des millions de migrantes affrontent des risques qui témoignent du manque de protection adéquate des droits et de l'absence de possibilités d'émigrer » légalement et sans danger. Quand un conflit éclate, ce sont encore les femmes qui finissent par assumer la charge des soins aux jeunes, aux vieux et aux infirmes. Les

milices armées utilisent par ailleurs souvent le viol comme une arme de guerre, et les grossesses non désirées, l'infection par le VIH et les maladies sont monnaie courante. Ainsi, le rapport évalue à 25 % la proportion de femmes réfugiées en âge de procréer qui sont enceintes. Face à ces difficultés et au rôle prépondérant largement ignoré qu'elles jouent dans les migrations internationales, le UNFPA enjoint les acteurs de la solidarité internationale à « écouter leur voix ».

XAVIER FRISON
État de la population mondiale 2006, Vers l'espoir, les femmes et la migration internationale, UNFPA, www.unfpa.org

Un exemple parmi d'autres : à Mornay, dans l'ouest du Darfour, l'organisation en charge du système de distribution d'eau n'a pas reçu les financements nécessaires pour en assurer un entretien correct et régulier. La détérioration du système, associée aux piètres conditions sanitaires dans le camp, a été un facteur déterminant dans l'apparition du choléra, qui a déjà tué huit personnes.

MSF, 8, rue Saint-Sabin, 75011 Paris, 01 40 21 29 29, www.msf.fr

PRISON

Blog de taulard

Pour la première fois, un détenu ouvre un blog depuis sa cellule de la maison centrale de Poissy. Interactif, non censuré, le blog de Laurent Jacqua, auteur de la Guillotine carcérale, vaut le détour. « Il existe en France des lieux où s'exerce la torture blanche, où le droit n'existe pas, où les droits de l'homme sont niés, où les violences physiques et psychologiques sont utilisées pour briser l'individu, où l'enfermement extrême conduit à l'automutilation, à la folie ou au suicide. » Ainsi commence le dernier « post » mis en ligne par le détenu, évoquant les ex-quartiers de haute sécurité, aujourd'hui nommés quartiers d'isolement. Sur le fond, « rien n'a changé », dénonce un homme qui connaît le monde pénitentiaire « de la cave au grenier ». Laurent Jacqua promet un blog brut d'info : « Avec moi pas de langue de bois, pas de compromis, pas de prison virtuelle, [...] pas de discours lénifiant. » On peut entamer le dialogue en réagissant aux articles mis en ligne.

Blog de Laurent Jacqua : blogs.nouvelobs.com/Laurent_Jacqua

SYNDICALISME

Le sport pour la justice

C'est l'histoire d'un syndicaliste enseignant révolté contre « une sanction anti-syndicale » prononcée pour fait de grève et bien décidé à obtenir réparation. Roland Veuillet a été muté d'office en 2003 « de la façon la plus

LOGEMENT |

Un soutien-clé



Plus de trois millions de personnes connaissent en France des problèmes de logement. Partant de ce constat alarmant, l'association Habitat et humanisme lance dès septembre 2006 une démarche citoyenne intitulée « Une clé pour les mal-logés ! » En achetant une ou plusieurs de ces clés au prix unitaire de 2 euros, le public constituera une cagnotte destinée à « reloger et accompagner les personnes en difficulté ». Vendues par des volontaires habillés aux couleurs de l'association dans les rues de France, les clés doivent permettre de financer des logements « implantés dans des quartiers équilibrés, où des populations d'origines et de milieux différents se mêlent, afin que nos villes retrouvent un message humain ». Le volet accompagnement s'attache à permettre aux familles qui affrontent un quotidien difficile de retrouver à long terme une situation sociale stable. Grâce à des actions simples mais indispensables, comme le soutien scolaire, l'aide aux démarches administratives ou encore l'accompagnement dans l'instauration de relations de voisinage « fondées sur le respect mutuel », l'association aide à tisser des relations de proximité. Autre axe de travail, le développement d'une « économie de partage », réalisé grâce à des outils économiques spécifiques : une société patrimoniale qui achète et réhabilite des logements et des produits d'épargne solidaire. Autant d'actions qui nécessitent des fonds importants.

X. F.

Habitat et humanisme, 69, chemin de Vassieux, 69300 Caluire, 04 72 27 42 58, www.habitat-humanisme.org, federation@habitat-humanisme.org

arbitraire » de Nîmes à Lyon par l'Éducation nationale, dans le but de « briser une grève ». Pour médiatiser son combat, le syndicaliste a choisi le sport : il vient ainsi de boucler son 19^e Arbitrairathon », après avoir traversé le lac Léman en quatre jours, soit 45 kilomètres à la nage. Les 18 éditions précédentes, effectuées à pied, ont été l'occasion de parcourir 15 000 kilomètres en trois ans. Par cette action, Roland Veuillet veut montrer sa détermination à faire

reculer l'administration et lui faire reconnaître officiellement son erreur. D'après le sportif syndicaliste, la hiérarchie de son lycée nîmois voulait remplacer les surveillants grévistes par des élèves en situation précaire, « une consigne absolument illégale ». Prochaine action pendant les vacances de la Toussaint : la traversée de la Manche. Roland Veuillet, veuillet.roland@laposte.net. Plus d'informations : perso.orange.fr/sudeduc30/sommaire.htm

Agenda

Lille : du 22 au 24 novembre, séminaire intitulé « Pauvreté, exclusions, visages et initiatives à travers le monde, le travail social, acteur et partenaire », organisé par l'Institut social Lille-Vauban. Contact : Institut social Lille-Vauban, 03 20 21 93 93, sylvie.gama@fupl.asso.fr

Tours : le 8 septembre, à 20 h 30, à l'association Jeunesse et Habitat, les Amis du Monde diplomatique organisent une rencontre-débat autour du livre Les Vols secrets de la CIA. Jeunesse et Habitat, 16, rue Bernard-Palissy, 02 47 27 67 25.

Saint-Herblain : du 15 au 17 septembre, trois jours de fête dans le parc de La Bégraisière, sous le signe du rire, « de la bouffonnerie et du burlesque, dans les plaisirs des pas de danse et accords musicaux ». Avec la présence de plus de 200 artistes. Jours de fête, La Bégraisière, rue Rabelais, 02 28 25 25 55, joursdefete.saint-herblain.fr

Toulouse : le 21 septembre, à 20 h 30, les Amis du Monde diplomatique organisent une soirée dans le grand amphithéâtre de l'ENSEEHT en collaboration avec Attac, sur le thème : « Histoire de la démocratie ». Avec Éric Loxen. ENSEEHT, 2, rue Camichel, 08 70 66 26 39 et amdtoul@free.fr

Lyon : du 9 au 18 octobre, la revue Espaces Latinos et l'Espace culturel latino-américain de Lyon organisent, dans le cadre de « Lire en fête » et de « La nuit des libraires », la cinquième édition du Festival littéraire Belles Latinas. Ces journées de rencontres littéraires qui rassembleront une quinzaine d'écrivains venus d'Amérique latine se dérouleront dans la région Rhône-Alpes, île-de-France, Provence-Alpes-Côte-d'Azur et dans les villes de Poitiers, Bordeaux, Besançon et Le Mans. 4, rue Diderot, Lyon 69 001, 04 78 29 82 00, www.espaces-latinos.org, latinos@wanadoo.fr

Paris V^e : du 11 au 15 septembre, Université européenne d'été sur le thème « Guerre et paix des sexes – Femmes, hommes, sexes, genres : approches de la différence sexuelle ». Université Paris-VII-Denis-Diderot, 2, place Jussieu. Contact-inscription : Anne Burande, 01 57 27 55 93. Infos : www.sigu7.jussieu.fr/gene_fc/fichiers/PlaquetteUESep2006.pdf

Paris XII^e : le 12 septembre, à partir de 19 h 30, soirée de rentrée de Consom'Solidaire (Amap XII^e). Apéro bio-solidaire et projection du film Chroniques africaines, de Valérie Rosenwald et Cécile Marque. Cinéma le Barbizon, 141, rue de Tolbiac, M^o Tolbiac, consomsolidaire@actionconsommation.org.

Paris XVIII^e : le 14 septembre, de 19 h à 22 h, Médecins du monde organise un débat sur le thème : « Accès aux soins en France, tous égaux ? » Seront notamment abordés le maintien d'un système de santé équitable, les inégalités sociales de santé et l'accès aux soins, la répartition de l'offre de soins. Médecins du monde, 62, rue Marcadet, Paris Xe, 01 44 92 15 15.

Paris VII^e : le 19 septembre, à 17 h, comme chaque année l'association SOS Attentats organise sa cérémonie annuelle « en hommage à toutes les victimes du terrorisme ». Celle-ci se déroulera autour de la sculpture de Nicolas Alquin, « Parole portée à la mémoire des victimes du terrorisme », jardin de l'Intendant, hôtel national des Invalides. Heure limite d'arrivée : 16 h 30. Entrée : 6, bd des Invalides, place Vauban ou esplanade des Invalides. Rens. : 01 45 55 41 41.

SUR LE NET

LE SITE DE LA SEMAINE |

www.assezdhumiliation.org

Diabolisés, méprisés...

La Cimade lance une campagne pour favoriser un autre regard sur les migrants et dénoncer les humiliations dont ils sont victimes. Les exemples pris dans l'actualité quotidienne des expulsions parlent d'eux-mêmes. Tout comme les photographies des lieux de rétention et des conditions de vie qui y sont imposées, mises à disposition en une mini-exposition portable. La Cimade entend également comptabiliser les enfants enfermés dans des centres de rétention ; elle a recensé pour l'heure 13 enfants de 6 mois à 16 ans. Ils n'ont rien à y faire, explique-t-elle, car les enfants mineurs étrangers n'ont pas besoin de titre de séjour, ce qui signifie que la notion de situation irrégulière ne leur est pas applicable, pas plus que la procédure de renvoi forcé. Pour agir contre ces injustices, l'association propose une pétition contre les expulsions, des lettres de soutien à des cas particuliers, divers soutiens à la campagne allant de la donation à la participation au travail de sensibilisation en région. Un numéro d'urgence et un mail ont également été mis en place avant l'été et sont gérés conjointement avec le Réseau éducation sans frontières, pour signaler toute famille menacée d'expulsion.

08 20 20 70 70, reseauveille@no-log.org

Vidéo canon !

Auriez-vous pensé à interpréter le Canon de Pachelbel à la guitare électrique ? Brian Eno l'a fait dans les années 1970, et il y en a actuellement deux versions sur le site d'échange de vidéos You Tube. La première, jouée par Jerry Chang, un jeune Taiswanais de 24 ans, a été vue 111 000 fois. La seconde, inspirée de la première, fait sensation depuis huit mois. La prestation est, il est vrai, époustouflante, et, surtout, le guitariste dissimule son visage sous une casquette de base-ball. Résultat : 8 millions de visionnages en huit mois ; certains pensent qu'il s'agit d'un montage, que c'est un synthétiseur qui joue. Mais, surtout, tout le monde veut savoir qui est le prodige. Une journaliste du New York Times l'aurait enfin identifié : Jeong-Hyun Lim, un Coréen de 23 ans, qui a répété le morceau pendant deux mois avant de le mettre en ligne. http://www.youtube.com/wat ch?v=QjA5faZF1A8&eurl=

Pas touche à mon ADN

Benjamin Deceuninck, membre du Syndicat des travailleurs de la terre et de l'environnement, n'est pas le premier militant ni le premier syndicaliste qualifié de délinquant, et dont la police souhaite collecter l'ADN pour le conserver dans le Fichier national des empreintes génétiques (Fnaeg). Avant lui, Charles Hoareau, pour s'être opposé à une expulsion, et une poignée de faucheurs d'OGM, dont le collectif les « onze d'Avelin », auquel Benjamin appartient. Convoqué cinq ans après les faits, Benjamin est le seul des « onze d'Avelin » à avoir refusé de se faire fichier pour « quelques betteraves arrachées ». J'ai déjà été jugé et condamné, explique-t-il, me condamner à nouveau serait une double peine injustifiée. Le parquet a malgré tout requis 500 euros d'amende. Pétition de soutien : www.millebabs.org/rubrique.php3?id_rubrique=39

BABIL WEB

PAR CHRISTINE TRÉGUIER

Net potentiel

Selon une enquête Ipsos-Média, commentée dans le Monde, plus d'un Français sur deux est connecté au Net. Les « vieux » rattrapent les jeunes, les femmes progressent, bien que toujours en nombre inférieur (47 %), et les ruraux restent à la traîne. Fort bien, mais, au fait, pourquoi se connectent-ils ? Ni Ipsos ni l'enquête fraîchement publiée par Bruxelles sur les communications électroniques grand public des Européens ne nous éclairent.

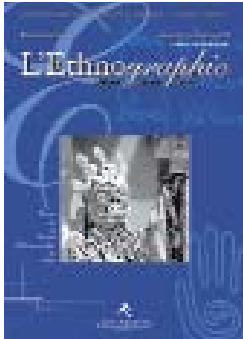
L'enquête européenne aboutit à quelques tautologies du genre : « Un lien étroit se fait jour entre l'accès à Internet à la maison et la possession d'un ordinateur personnel à la maison. » Certes, mieux vaut avoir un ordinateur pour se connecter, et de préférence chez soi pour éviter les conflits avec le patron. Autres évidences : « L'accès à haut débit (23 % des ménages européens) est plus répandu dans les pays qui affichent un important taux de pénétration de l'Internet », et 16 % des ménages restent en bas débit (16 %) pour des questions d'argent ou de non-couverture de leur zone de résidence. La surprise des enquêteurs, constatant que certains ne rêvent ni de haut débit ni même parfois d'accéder à un réseau dont ils n'ont pas besoin, fait sourire. Le commentaire de Viviane Reding (membre de la Commission, chargée de la société de l'information et des médias), nettement moins. Recadrant les visées utilitaristes de l'enquête, elle ne s'attarde ni sur les besoins de formation ni sur les inégalités qu'il conviendrait de réduire, et n'envisage que les consommateurs et le marché (270 milliards d'euros en 2005). « Je considère [...] le fait que tant de gens se contentent en ce moment d'un accès Internet à faible débit comme un défi que les opérateurs et les prestataires de services vont devoir relever, en développant des offres à haut débit plus intéressantes sur le plan du contenu et des tarifs. » À quels contenus pense Mme Reding ? Entre autres à la télévision par ADSL, que l'étude identifie comme un vecteur d'adhésion important. Aucun questionnement sur ce que souhaitent les internautes, sur la nécessité d'un équilibre entre contenus éducatifs et citoyens et contenus marchands, ou sur la capacité du Net à créer du lien social et du « lien européen ».

La consultation publique récemment lancée par la Commission sur « la stimulation de la croissance d'un marché unique pour les contenus numériques en ligne » aurait pu nous apporter quelques réponses. Las ! Là encore, on cause « business models » innovants, croissance des acteurs du marché, « consommateurs accédant à des contenus créatifs », voire les produisant au profit de nouveaux intermédiaires qui espèrent les « monétariser ». Conclusion : qu'importe le contenu, pourvu que le service rapporte.

http://ec.europa.eu/information_society

REVUE
Ethno et esthétique

La revue *L’Ethnographie* annonce son redémarrage sous l’impulsion des éditions *L’Entretemps* et la direction scientifique de Jean-Marie Pradier, avec de nouvelles orientations en direction des arts du spectacle et de l’objet esthétique. Au sommaire de ce numéro de reprise : des contributions sur la scène, « terrain » des ethnoscéologues, l’anthropologie du spectateur de théâtre, la



mise en scène des rituels, les moines danseurs du Tibet, les chasseurs d’ombres du théâtre mythologique amérindien, etc.

Manière de souligner que la spécialisation de cette revue, proche de la Société ethnographique de Paris, ne pose pas de rupture avec son histoire : une quarantaine de numéros de l’ancienne édition encore disponibles seront désormais accessible à la vente en ligne. *L’Ethnographie*, www.editions-entrepris.com

CHANSON
Lundi,
c’est reparti !

Les Lundis de la chanson reviennent, un soir par mois, à Ménilmontant, avec une programmation qui associe jeunes et anciens et mêle vraies découvertes et valeurs quasi historiques de la chanson. Ainsi, Anne Sylvestre (notre photo) inaugure la saison le 25 septembre, et Sarclo viendra de Suisse le 11 décembre. Du côté des grands boulevards, Christian Paccoud et le Limonaire font aussi vivre les lundis soirs au son de la Goguette des énervés, dans une atmosphère contestataire et chaleureuse, qui renouvelle ces sociétés chantantes du Paris ouvrier, où se réveillaient les esprits et se soudaient les chœurs. On est ici autant public que chanteur, pour peu qu’on le veuille. Deux initiatives qui occupent intelligemment le soir le plus délaissé de la semaine.



Les Lundis de la chanson, Vingtième-Théâtre, 7, rue des Plâtrières, 75020 Paris. Contact et résa : Édito music, 01 43 52 20 40.

Esprits frappeurs

À noter aussi, dans vos agendas électroniques ou de peau, que le Limonaire sera le théâtre, du 12 au 24 septembre, d’une

exceptionnelle revue d’effectifs et de talents avec son festival « On n’est pas des vedettes ! ». Un grand chapeau, 43 noms d’artistes reconnus (Babx, Michel Buhler, Jehan, Nicolas Jules, Kent, Mon Côté punk, Sophie Terrol, U…), une palanquée de jeunes pousses issues des meilleures graines patiemment arrosées par cette maison réputée d’horticulture chansonnière, un parrain prestigieux – Pierre Louki – et un principe : la programmation surprise. Invitez-vous donc à dîner (à partir de 20 h), dans le décor polychrome de ce poétique troquet de la belle époque, et faites-vous un peu confiance. Se laisser surprendre, c’est finalement un luxe un peu contraire aux habitudes de notre époque. *On n’est pas des vedettes !, au Limonaire, 18, cité Bergère, 75009 Paris, <http://limonaire.free.fr>*

ÉDUC POP
Ça bouillonne !

L’action culturelle refait surface. Après avoir été occultée quelques décennies par la branchitude des petits marquis, voici le grand retour de l’éducation populaire. Si certaines tendances restent un peu professorales – on éclaire le bas peuple d’en haut de la chaire du savoir –, il y a aussi une profusion d’inventivité dans des approches plus égalitaires, se posant la question de la conscience plutôt que celle du savoir, et plus politiques, qui considèrent que les publics ne sont pas passifs et ont aussi des choses à apporter. Bref, des mondes à découvrir. *Politis* avait ouvert la voie il y a quelques années avec l’un de ses premiers numéros hors-série, coordonné par Jacques Bertin. La revue *Cassandra*, qui a consacré l’hiver dernier un numéro à l’éducation populaire, organise une rencontre avec la complicité des compagnies Mystère Bouffé et Jolie Môme. Y débattront notamment Jean-Claude Amara, de Droits devant !, Albert Jacquard, Marc Lacreuse, Nicolas Frise, des représentants du

ÉVÉNEMENTS

Un week-end de nostalgie



Il y a bien sûr les fameuses journées du Patrimoine, en ce week-end des 16 et 17 septembre. De l’église du coin au four du village en passant par les oubliettes du donjon, on se sentira d’une humeur un peu moyenâgeuse dans les rues. Côté patrimoine des luttes, on retrouvera la traditionnelle Fête de l’Humanité, au parc de La Courneuve. Elle fera bien son boulot dans une fumée de merguez, en tâchant de faire vibrer la jeunesse du CPE au souvenir du Front populaire, mais aussi avec un programme musical un peu remis en cohérence avec ses idéaux. *Exit* Johnny, passé avec guitare et bagages à l’UMP, place aux jeunes avec Diam’s, Marjolaine, Gnawa Diffusion, Agnès Bihl, Lola Lafon… Et pour les vieux trentenaires : Bénabar et les Têtes raides.



Quant aux nostalgiques des free-parties sauvages, quand la techno s’inventait un sens avant d’être dévorée par le clubbing et la house-music, ils se consoleront, eux, avec la techno-parade et ses bruyants chars, dont les décibels feront fuir les habitants et les pigeons des boulevards du XI^e arrondissement de Paris. Si le potentiel politique de la techno est vite devenu dur d’oreille, les danseurs se rattrapperont en se fendant d’une bonne action : ils défilèrent au profit de l’ONG Action contre la faim. À noter qu’à Marseille, la petite sœur, baptisée Air libre, qui devait avoir lieu au parc Boléry, a été interdite par le maire, Jean-Claude Gaudin. De quoi réveiller des colères assourdies ? Quand aux nostalgiques des vacances, ils se consoleront de la pluie sous le beau soleil de septembre. Un week-end danse !

Journées du patrimoine du 16 au 17 septembre, partout dans le royaume, infos sur www.journeesdupatrimoine.culture.fr
Fête de l’Humanité, du 15 au 17 septembre, parc de La Courneuve, www.humanite.fr
Techno-parade de Paris, samedi 16 septembre, à partir de 12 h 30, entre Bastille et Châtelet. Contact asso : Technopol, 01 53 36 04 19, www.technopol.net

centre dramatique de La Courneuve et de l’Institut Marcel-Rivière. Quand à *Politis*, le hors-série « Éducation populaire » avec son guide, coordonné par Thierry Brun, est en

kiosque dès le 7 septembre. *Débat Éducation populaire, dimanche 10 septembre, de 15 h à 19 h, Théâtre la Belle-Étoile, 14, allée Saint-Just, La Plaine-Saint-Denis, 01 48 40 62 49.*

Shampooing au pétrole



C’est l’embarras du choix, côté marées noires remarquables : il y a celle que les bombardements israéliens ont provoquée au Liban, en détruisant mi-juillet les réservoirs pétroliers de la centrale électrique de Jiyeh. Elle souille les trois quarts du littoral, et le nettoyage pourrait durer un an : c’est la pire catastrophe écologique du Liban. Record national aussi aux Philippines, avec le naufrage, il y a un mois, du *Solar I*, avec deux millions de litres de fuel, près de l’île de Guimaras. Côté ravages, c’est un nouvel *Exxon Valdez* qu’annoncent les biologistes. Il suffit de constater le désarroi des garde-côtes philippins, à court de moyens : ils ont demandé aux 19 000 prisonniers du pénitencier national de Muntinlupa de faire don de leurs cheveux, à la recherche désespérée de tout type matériau absorbant pour piéger l’huile.

MONTAGNE

Sommet d’ennuis

Un élu alpin envisage de faire payer l’accès au sommet du Mont-Blanc, autoroute à touristes en été.

Les élus de montagne ont appris avec satisfaction que le gouvernement consacra, entre 2007 et 2013, 170 millions d’euros au développement de leurs massifs, traditionnellement en difficulté économique. Le tourisme ne marcherait pas si bien que ça : 9 % des Français auraient fréquenté cette année les stations de ski contre 10 % l’an dernier. Ce qui est déjà énorme. Il en est pourtant un qui n’appelle pas de ses vœux une croissance du nombre de touristes, c’est Jean-Marc Peilleux, maire (UDF) de Saint-Gervais. La commune « possède » le sommet du Mont-Blanc et sa principale voie d’accès, parcourue par 30 000 visiteurs en été, destination désormais vendue à prix cassé, comme une vulgaire fin de série, dans certains pays de l’Est. Bientôt 100 000 piétons ? s’insurge-t-il.

Avec la surfréquentation, le « toit de l’Europe » est devenu une décharge : refuges surpeuplés, déjections et déchets balancés dans la nature, que rend la montagne dès la fonte des neiges. Faute de projet de développement durable,

PATRICK PIRO

L’Unesco refuse de classer le Mont-Blanc au patrimoine de l’humanité. Pour endiguer un flot croissant, pourquoi ne pas réglementer l’entrée par un ticket payant, comme cela se fait dans plusieurs sites sensibles dans le monde ? Jean-Marc Peilleux se dit prêt à restreindre l’accès au site aux seuls alpinistes accompagnés de guide et sur réservation. C’est sûrement excessif. Et en tout cas pas du goût de Michel Charlet, maire (UMP) de Chamonix, la voisine concurrente, pour qui la montagne, c’est la liberté : on ne paye pas pour faire du cheval dans la nature, alors laissons la montagne en libre accès, et éduquons les touristes. Depuis 2004, la commune de Saint-Gervais mène pourtant, visiblement sans trop de succès, une campagne de sensibilisation pour qu’ils ne laissent « que leurs traces » dans la montagne. L’élitiste contre le populaire ? On comprend mieux la profession de foi idyllique du maire de Chamonix : Mecque de l’alpinisme, sa commune récolte la part du lion des revenus du tourisme sur le Mont-Blanc.

L’Amérique en fumée ?

Ouragans, sécheresses, etc., l’intensité des cataclysmes naturels aurait causé en Amérique latine des dégâts chiffrés à 629 milliards de dollars dans les années 1990. *Up in Smoke ? Latin America and the Caribbean* (« L’Amérique latine et les Caraïbes en fumée ? »), c’est le troisième rapport sur le dérèglement climatique de la coalition Up in Smoke (vingt organisations : Greenpeace, Friends of the Earth, WWF, Action Aid, etc., voir www.neweconomics.org/gen). Et le deuxième consacré aux impacts dans les pays du Sud (après l’Afrique l’an dernier), louable éclairage.

L’autre Paris

La nouvelle étape du paisible Tour de France des régions solidaires et écologiques de *Silence* (n° 337, été 2006), c’est… Paris ! Où trouver de l’alternatif, dans la capitale ? Plutôt dans l’est et à la périphérie, « là où le peuple résiste comme il le peut à la pression immobilière ». Paysage singulier que cet « alter-Paris » : en filigrane, derrière les véloroutonnaires, les altercultureux, les passionnés des énergies douces, les pacifistes de tout poil, etc. C’est bien une critique de la mégacité qui se dessine. *Silence, 04 78 39 55 33.*

Salades bretonnes

Septembre se réchauffe. Il n’a rien contre le vert, André Ollivro, mais aux bons endroits. Les marées d’algues qui festonnent sur le littoral breton le mettent hors de lui : elles sont la signature de l’élevage productiviste qui pollue la Bretagne. Porcs hors sol (3 pour un Breton !) = nitrates = engrais des algues vertes, au premier coup de chaleur. Ollivro, militant bretonnant de longue date, démonte dans son ouvrage *La Bretagne est-elle une porcherie ?* la contre-vérité d’un retour de « l’eau propre » en Bretagne, poussée par le lobby des éleveurs. Message final positif du battant : non, la porcherie n’est pas une fatalité !

Aux éditions du Temps, 190 p., 17 euros.

CHANGER D’ÈRE

PAR SERGE LATOUCHE

Local pas bocal

La décroissance semble rénover la vieille formule des écologistes : penser globalement, agir localement. Si l’utopie de la décroissance implique une pensée globale, la réalisation concrète démarre sur le terrain. Un peu partout en France et en Italie, des groupes « décroissance » se constituent spontanément, organisent des marches, mettent en place des réseaux. L’objection de croissance est au cœur de contestations régionales et locales de plus en plus vives des « grands projets » : Le TGV Lyon-Turin avec son tunnel monstrueux, le Mégapont sur le détroit de Messine, le Mosé dans la lagune de Venise, les incinérateurs à Trento et ailleurs, la centrale électrique à charbon de Civitavecchia, etc.

La démarche « décroissante » inspire par ailleurs des comportements individuels et collectifs comme ceux qui entendent vivre selon un « bilan de justice », c’est-à-dire une « empreinte écologique équitable » (1 300 familles dans le seul Veneto), les écovillages, les Associations pour le maintien d’une agriculture paysanne (Amap), etc. L’une des initiatives les plus originales et prometteuses est certainement le réseau des communes nouvelles en Italie. Il s’agit d’une association constituée de chercheurs, de mouvements sociaux et de nombreux responsables locaux provenant de petites communes, mais aussi d’entités plus importantes comme la province (département) de Milan et la région Toscane, qui, au niveau local, veulent résoudre d’une manière honnête les problèmes engendrés par la démesure de la société de croissance. Lors de la dernière réunion du réseau à Bari, en octobre 2005, il y avait 500 participants. L’originalité du réseau, qui rejoint l’idée de « village urbain » et le mouvement des « villes lentes » (*slow city*) (1), est sa stratégie, reposant sur le territoire : le local conçu comme champ d’interaction entre acteurs sociaux, environnement physique et patrimoines. Selon la charte : « *un projet politique qui valorise les ressources et les spécificités locales, en encourageant des processus d’autonomie consciente et responsable, et en refusant le pilotage extérieur de la main invisible du marché planétaire* » (2). Ce local n’est pas un microcosme fermé, mais un nœud dans un réseau de relations transversales vertueuses et solidaires, expérimentant des pratiques de renforcement démocratique (comme les budgets participatifs) pour résister à la domination libérale. Dans le même esprit, en attendant les nécessaires changements de « gouvernance » mondiale, des collectivités locales, de la Caroline du Nord à Chalon-sur-Saône, mettent en place leur propre plan de lutte contre le changement climatique.

Serge Latouche est professeur émérite d’économie à l’université Paris-Sud et « objecteur de croissance ».
(1) Réseau mondial de villes moyennes (constitué à la suite de celui de slow food) qui limitent volontairement leur croissance démographique à 60 000 habitants. Au-delà on ne saurait parler de « local » ni de « lenteur ».
(2) Voir www.nuovomunicipio.org

ÉCONOMIE SOLIDAIRE

CORRUPTION Comprendre Clearstream

Les associations Attac et Survie du Rhône ont décidé de faire de la lutte contre les paradis fiscaux et judiciaires une priorité. Elles organisent pour cela, du 22 septembre au 14 octobre, un ensemble d'événements, de formations et d'informations sur ce thème, à commencer par une journée complète de

formation le samedi 23 septembre, à Villeurbanne. « *L'affaire Clearstream nous a été présentée comme une manipulation politique à des fins électoralistes, analysent les organisateurs. Mais cette instrumentalisation médiatique a surtout pour effet de masquer une réalité beaucoup plus grave. Le journaliste Denis Robert et l'ex-dirigeant de Clearstream, Ernest Backes, ont démontré depuis 2001 qu'il existait des comptes*

occultes au sein de cette société internationale située au Luxembourg. » Entre autres méfaits, Clearstream et les paradis fiscaux permettent de blanchir l'argent de la corruption et des ventes d'armes, et en cela favorisent tous les trafics d'influence de la Francafrique. Hier comme aujourd'hui. **Attac-Rhône et Survie-Rhône, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon, rhone@attac.org, survie69@wanadoo.fr**

ÉCONOMIE LOCALE Hameau coopératif

Un siècle de décrépitude a laissé en ruine un hameau nommé le Viel-Audon dans la commune de Balazuc (Ardèche). En 1970, l'association le Mat a décidé de faire revivre ce lieu historique, en ouvrant des chantiers d'été au public, qui réunissent chaque année près de 200 bénévoles. Aujourd'hui, l'association propose un centre d'accueil et un gîte d'étape pour 46 personnes, des séjours scolaires sur l'éducation

au développement durable, un centre de formation pour le Bafa (diplôme d'animateur) et l'écologie, et un chantier d'été pour les jeunes de 17 à 25 ans, à travers une formation. La société civile d'exploitation agricole (SCEA) du Viel-Audon, créée en 1991, possède une ferme dont les produits sont commercialisés dans une boutique et sur les marchés de la région. **Association le Mat, 04 75 37 73 80, http://vielaudon.free.fr SCEA du Viel-Audon : 04 75 37 77 15.**

EXPOSITION Art dogon L'AnthrOpo, galerie-boutique d'anthropologie et d'échanges solidaires du XIX^e arrondissement parisien, propose du 13 septembre au 3 décembre une superbe exposition d'objets d'art traditionnel africain des cultures ashanti, ewe, lobi, mossi, bambara et dogon. Son thème est celui des migrations, anciennes et actuelles, des Dogons, à travers le témoignage des objets d'art, du Ghana à la falaise de Bandiagara. « *L'exposition tentera de témoigner des énigmes de ces migrations, expliquent ces anthropologues adeptes du commerce et du tourisme solidaires. Pourquoi le Ghana ? Pourquoi le lac de Bosumtwi ? La recherche d'un or mythique ? Les traces des ancêtres ? Celles des forgerons et des prêtres ?* » Ces questions seront traversées par celles du don et du contre-don, des fonctions des objets présentés et de leurs changements de statuts. L'inauguration aura lieu le samedi 16 septembre, à l'occasion de la journée du patrimoine. C'est aussi l'occasion de découvrir un lieu et une association hors du commun. **L'AnthrOpo, 44, rue de la Villette, 75019 Paris, 01 42 40 60 50. Merc., sam. et dim., de 16 h à 19 h.**

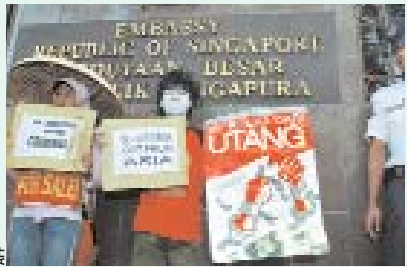
au développement durable, un centre de formation pour le Bafa (diplôme d'animateur) et l'écologie, et un chantier d'été pour les jeunes de 17 à 25 ans, à travers une formation. La société civile d'exploitation agricole (SCEA) du Viel-Audon, créée en 1991, possède une ferme dont les produits sont commercialisés dans une boutique et sur les marchés de la région. **Association le Mat, 04 75 37 73 80, http://vielaudon.free.fr SCEA du Viel-Audon : 04 75 37 77 15.**

FINANCES

La Banque des mauvais coups

Le chercheur Éric Toussaint publie une étude passionnante et édifiante sur l'histoire de la Banque mondiale.

Franko, Ceaucescu, Pinochet, Mobutu, Suharto, le shah d'Iran, Idi Amin Dada : la liste est longue des dictateurs qui ont reçu le précieux soutien de la Banque mondiale. Éric Toussaint, président du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde-Belgique, vient de publier un livre remarquable, *Banque mondiale, le coup d'État permanent, l'agenda caché du consensus de Washington*, qui retrace l'histoire de cette institution depuis sa création en 1946. « *Très clairement*, écrit-il, *la Banque mondiale a soutenu méthodiquement des régimes despotiques, issus ou non de coups de force, menant une politique antisociale et commettant des crimes contre l'humanité.* » Elle a aussi saboté les politiques progressistes de Salvador Allende, par exemple, ou des sandinistes au Nicaragua. Aujourd'hui encore, la Chine, la Tunisie de Ben Ali, le Tchad d'Iddris Déby et bien d'autres dictatures se maintiennent avec son appui, et donc celui de ses principaux actionnaires : par ordre décroissant d'importance les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France, les Pays-Bas, l'Italie, la Belgique et le Canada, qui cumulent 56,96 % des droits de vote. Éric Toussaint explique comment c'est en fait Washington qui dirige la Banque, comme l'a montré l'an dernier la nomination imposée par George W. Bush de Paul Wolfowitz, son sous-secrétaire d'État à la Défense, à sa tête.



AFP

Les grands mérites de ce livre sont la richesse de la documentation sur laquelle s'appuie l'analyse, mais aussi sa rigueur et sa simplicité. Dans un aller-retour entre des études de cas – les dictatures aux Philippines, en Turquie et en Corée du Sud – et l'analyse de la logique et des motivations de la Banque mondiale à travers 15 000 pages de documentation qui en proviennent, il trace de façon passionnante le portrait d'une institution au comportement criminel. La Banque mondiale a fait porter aux pays décolonisés le poids des dettes contractées par les colonisateurs – ses actionnaires –, et aujourd'hui, grâce à une dette impossible à rembourser, elle impose partout des politiques néolibérales. « *Le*

modèle néolibéral, après avoir été imposé à l'aide des dictatures, a été maintenu grâce au joug de la dette [contractée par les dictateurs, NDLR] et de l'ajustement structurel permanent. » La Banque prétend pourtant que l'endettement, les privatisations et les dérèglements permettront à terme le développement... Une belle hypocrisie, selon Éric Toussaint : « *L'agenda caché du Consensus de Washington [la politique libérale qui sert de boussole à la Banque mondiale, au FMI et à l'OMC, NDLR] vise la soumission des sphères publique et privée de toutes les sociétés humaines à la logique de la recherche du profit maximum dans le cadre du capitalisme. La mise en pratique de cet agenda implique la reproduction de la pauvreté (non sa réduction) et l'augmentation des inégalités. Elle implique une stagnation voire une dégradation des conditions de vie d'une grande majorité de la population mondiale [...]. Elle implique également une poursuite et la dégradation des équilibres écologiques, qui met en danger l'avenir même de l'humanité.* » Le chercheur promet d'ailleurs la publication prochaine d'une nouvelle étude, *Banque mondiale : l'horreur productiviste*, dans lequel seront approfondis des thèmes comme l'impact sur les femmes ou l'environnement de la politique de la Banque mondiale. En attendant, il propose que des associations se mobilisent pour porter plainte contre elle, ce qui est possible devant les justices nationales des pays où elle a une représentation. Car si ses statuts octroient l'immunité à ses dirigeants en exercice, la Banque mondiale peut être poursuivie en tant que personne morale.

DANTE SANJURJO
Banque mondiale, le coup d'État permanent, l'agenda caché du consensus de Washington, Éric Toussaint, éd. CADTM-Syllepse-Cetim, 312 p., 18 euros. www.cadtm.org

Agenda

– Le 12 septembre, l'association territoriale Île-de-France des Cigales (Clubs d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire) organise une réunion d'information. Ces clubs proposent une épargne finançant des entreprises éthiques et favorisant la réinsertion. **À 19 h 30, au Bouquin affamé, 6, rue Dagobert, 92110 Clichy.**

– Le 15 septembre, l'Assemblée permanente de l'économie solidaire (Apes), à Lille, organise la 4^e édition de la « Rentrée des solidaires ». Le réseau Apes représente plus de 400 structures (associations autant qu'entreprises) du Nord-Pas-de-Calais engagées dans l'économie sociale et solidaire (10 % de l'emploi de la région). La « Rentrée des solidaires » se déroulera sous forme d'ateliers, de conférences et de débats ayant pour thème l'ouverture européenne, le rôle des pouvoirs publics dans l'économie sociale et solidaire, et surtout les actions, rôles et projets de l'Apes. Ateliers surprises et jeux prévus dans la soirée. **De 9 h à 21 h, au Centre des arts du cirque de Lomme. Rens. : 03 20 30 98 25, www.apes-npdc.org**

– Les 20 et 21 septembre, le réseau Ideal, composé de techniciens, de professeurs et de politiciens affectés aux collectivités locales, organise la troisième édition des Ateliers du développement durable. Ces ateliers s'articulent autour de six thèmes portant sur la responsabilité civile de l'éducation, des ressources naturelles et des comportements. **Au Palais des congrès de Bordeaux. Contact : Caroline Queille, 01 45 15 80 98.**



AFP

COMMERCE ÉQUITABLE

Obligations de résultat

L'entreprise de commerce équitable Alter Eco a annoncé une émission obligatoire de 2,5 millions d'euros sur cinq ans. L'opération financière a été confiée au Crédit coopératif, banque impliquée dans la promotion et le financement de l'économie sociale et solidaire, et est considérée comme une première dans le secteur du commerce équitable en France. « *Au sein du Crédit coopératif, nous avons la volonté d'intervenir dans le financement du commerce équitable* », affirment les responsables de la banque en charge du dossier. Les obligations émises ont déjà été intégralement souscrites par des partenaires de la Fédération européenne des banques éthiques et alternatives (Febea) et des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) éthiques et solidaires. Partenaire de la Quinzaine du commerce équitable depuis sa première édition, le Crédit coopératif veut aussi s'impliquer dans le développement de ce secteur et comme « *un partenaire potentiel des autres acteurs de la Plate-forme pour le commerce équitable (PFCE)* ». La banque aimerait en effet « *créer un outil commun de financement avec les membres de la PFCE* ». Le type de partenariat conclu avec Alter Eco est orienté vers un soutien au commerce équitable Nord-Sud actuellement omniprésent dans la grande distribution. La première émission obligatoire confiée au Crédit coopératif est en effet destinée à augmenter les capacités d'importations d'Alter Eco, et donc les volumes de production des coopératives de producteurs engagées dans cet échange avec l'entreprise. Alter Eco distribue en majorité ses produits dans la grande distribution (Monoprix, Carrefour, Leclerc, etc.), et souhaite augmenter, avec ce financement, ses débouchés aux États-Unis et au Japon. Mais cette logique est aussi contestée par d'autres acteurs du commerce équitable.

Alter Eco : www.altereco.com
Crédit coopératif : www.credit-cooperatif.fr

ÉCOTOURISME Excursions africaines

Les associations Croq'Nature et Amitié franco-touareg, membres de la Plate-forme pour le commerce équitable (PFCE), viennent de publier leur catalogue 2006-2007. On y découvrira des voyages responsables et solidaires dans les pays de l'Atlas et du Sahara, tels que le Maroc, l'Algérie, le Mali, la Mauritanie et le Niger. Les randonnées et circuits de découvertes culturelles proposés se déroulent en partenariat avec les communautés locales. Les associations et coopératives familiales directement bénéficiaires de ce tourisme transparent et équitable sont impliquées dans la préparation des voyages. Une part des bénéfices drainés par ce tourisme



AFP

est directement investie dans des projets de développement local et durable, assurés par les associations locales. Le touriste responsable choisira, selon ses affinités, un voyage plus orienté sur la rencontre des peuples, ou sur la beauté des paysages, parmi la trentaine d'excursions proposées. Il sera toujours accompagné par les habitants de ces communautés locales. **Renseignements et réservations : 05 62 97 01 00, croqnature@wanadoo.fr, www.croqnature.com**

ENTRETIEN

« De plus en plus d'urbains »

La fédération nationale Accueil paysan se développe et trouve son soutien auprès des collectivités territoriales. Les explications d'Alain Desjardin*.

Comment se porte Accueil paysan ?
Alain Desjardin : Un petit rappel est nécessaire. La fédération a été reconnue en 1998 par le gouvernement Jospin, en même temps que la Confédération paysanne. Elle a obtenu quelques soutiens des ministères du Tourisme et de l'Environnement, mais cela s'est arrêté avec la venue du gouvernement Raffarin, comme pour l'ensemble des associations d'éducation populaire. Après une période de grandes difficultés, nous avons eu le bon réflexe de ne pas nous résoudre à l'idée d'une disparition du mouvement et de trouver les moyens de la résistance et du rebondissement avec la création, en 2004, de l'association des amis d'Accueil paysan. Aujourd'hui, les cotisations couvrent 60 % des salaires et 70 % des tâches administratives. Et nous avons eu les moyens de ne pas recourir au « classique » licenciement de personnel et à la remise en cause des revenus. Nous prônons toujours un rapport accueillant-accueilli, ce qui veut dire que nous avons un rapport humain avec les personnes que nous recevons qui va bien au-delà de ce qui est appelé simplement « client ». Les accueillants et les



AFP

accueillis ont pris conscience des atteintes graves à la vie associative et ont participé à la création de notre association des amis d'Accueil paysan. S'y sont investis des militants qui sont eux-mêmes des personnes actives dans l'écologie, la vie sociale, la solidarité internationale. Le président de l'association, Michel Bourgain, est maire de l'Île-saint-Denis, et le vice-président, Michel Leforestier, ancien proviseur en Seine-Maritime, est en charge du lien avec l'Arménie. Le secrétaire national, Gilbert Belgrano, est un ancien industriel en Pays de Loire et contribue à développer l'ensemble de la communication. Des collectivités territoriales nous soutiennent aussi. Ces dernières années, sept régions ont retenu nos demandes sur des projets de maintien d'agriculture paysanne et bio, d'ouverture au public d'un espace rural, social et patrimonial.

Malgré les obstacles, la fédération poursuit-elle son développement ?
On n'est pas coupé de la réalité du délitement social, de l'isolement, et le milieu rural en est fortement marqué. La survie de l'agriculture paysanne oblige un certain nombre de personnes à passer des compromis ou à initier des partenariats de vie associative pour vendre leurs produits sur les marchés et en circuits courts, notamment dans le cadre d'associations d'aide au maintien de l'agriculture paysanne (Amap) que nous soutenons. Au sein d'Accueil paysan, on constate une augmentation du nombre d'adhérents et de créateurs d'Amap. Cependant, des départements faiblissent et d'autres sont en croissance. Des régions fondatrices d'Accueil

paysan stagnent, comme la Haute-Normandie et le Rhône-Alpes. Mais, dans le département de l'Ardèche, c'est un adhérent des amis d'Accueil paysan qui a développé l'Internet pour la totalité des adhérents du département. Et le département de la Drôme a enregistré une augmentation de ses adhérents après l'embauche d'une animatrice. Les départements et régions qui sont en forte croissance sont des zones de montagne, notamment le Massif central. Le Limousin et le Poitou-Charentes se développent aussi avec des petits paysans bios.

Les nouveaux adhérents trouvent-ils un appui dans votre démarche de maintien d'une agriculture paysanne ?
La structure Accueil paysan n'a pas les moyens financiers et technique qu'a par exemple Bienvenue à la ferme (association proche de la FNSEA). Pour les personnes les plus en difficulté et les plus éloignées du principe de vie associative, notre pratique consiste à les amener à comprendre qu'elles doivent prendre leurs affaires en main. L'accompagnement et l'aide d'Accueil paysan sont réunis dans nos structures départementale ou régionale. Il est clair qu'on ne fait pas à la place des personnes, mais avec elles. Parmi les nouveaux adhérents, on distingue deux publics : celui des paysans de la région qui veulent survivre, voire initier un développement en harmonie avec la nature et en accord avec une demande nouvelle de la ville. Nous avons aussi un public en augmentation qui vient de la ville. Ces adhérents sont issus de l'enseignement, de

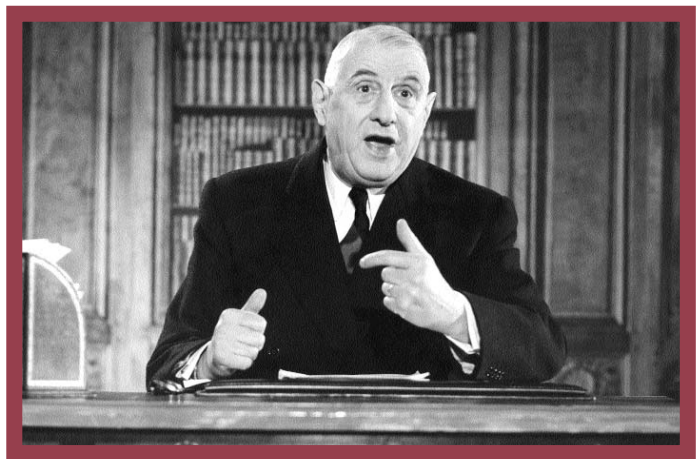
l'informatique, en général de la classe moyenne. Ces personnes rompent avec la ville, sa violence et sa cherté. Elles veulent un rapport à la nature tout en réhabilitant un patrimoine familial ou en achetant, en lien avec la population et en intégrant une vie associative. Ces urbains apportent aussi ce qu'il faut refuser du système, les expériences qu'ils ont au niveau syndical, politique, de la vie associative, du développement durable, jusqu'à des initiatives de solidarité internationale.

PROPOS RECUEILLIS PAR THIERRY BRUN
**Alain Desjardin, ancien président national, est aujourd'hui responsable des relations extérieures de la fédération Accueil paysan.*

Fédération nationale Accueil paysan, MIN, 117, rue des Alliés, 38030 Grenoble Cedex 2, 04 76 43 44 83, info@accueil-paysan.com, www.accueil-paysan.com. Accueil paysan s'est développé en proposant une alternative au modèle de développement intensif de l'agriculture et autour de réflexions portant sur la désertification du monde rural et des problèmes liés à l'environnement. La fédération a été créée en 1987 et est désormais présente sur l'ensemble du territoire français, dans deux départements d'outre-mer et dans 18 pays. Elle regroupe 545 adhérents en France et une soixantaine d'adhérents dans les autres pays.

Le bloc-notes

DE BERNARD LANGLOIS



JE VOUS REGRETTE, MON GÉNÉRAL !

J'ai presque regretté d'avoir, la semaine dernière, qualifié de « *barnum* » l'université d'été du PS... C'est vrai, quoi ! Quand on compare à ce que l'UMP est capable de faire, dans le genre, on voit bien qu'il n'y a pas photo. Un modèle de sobriété et de bon goût, nos hiérarques socialistes. Du spectacle, oui, et pas du meilleur. Tout de même pas cette attraction foraine à deux balles dont nous ont gratifiés les héritiers du Général, qu'on a pu voir lécher... ce que vous voulez – les bottes, tiens ! – des pires raclures du show-biz.

Je pense à vous, mon Général. À votre grandeur hautaine dans l'art politique, où l'on ne vous a jamais pris en défaut. Je pense à cette « *certaine idée* » que vous vous faisiez de la France, et qui fait qu'on pouvait certes vous combattre, sans jamais cesser de vous respecter. Comment peut-on respecter Sarkozy, et ce clan d'arrivistes qui l'entoure ? Tout, chez et autour de lui, suinte le mépris. Son discours est celui du bonimenteur : l'apparence de la franchise et la main sur le cœur pour vous fourguer ses rossignols. Le type qui vous la joue sympa, franc du collier, avec un talent indéniable propre à rallier les gogos ; mais qui ne peut faire illusion pour tout citoyen attentif un tantinet vacciné contre la pire des démagogies (je vais vous dire : je trouve Le Pen, dans sa brutalité et ses provocations nauseabondes, moins pernécieux que ce roublard-là) : celle qui prétend exprimer les valeurs de la République quand elle ne défend qu'un appétit de pouvoir sans limites, une vanité de *condottiere*, un ego boursoufflé de canaille sans foi ni loi. Qu'on puisse seulement envisager que Sarkozy devienne le président de ce pays m'effare. Sommes-nous tombés si bas ?

« *Hélas, hélas, hélas !* » (J'ai plaisir à vous parodier, mon Général, vous qui gouverniez par le verbe, dont les envolées ont bercé ma jeu-

nesse) « *Mon cher et vieux pays...* » Oh ! Je sais bien que du gaullisme, il ne restait déjà plus grand-chose, après qu'il s'était déjà oublié sous Pompidou, vauté sous Chirac. Au fond, Mitterrand, votre vieil adversaire, fut aussi votre seul vrai héritier, rigueur morale en moins. Mais quand on voit ces nains qui osent encore s'inscrire dans votre lignée – eux pour qui n'a jamais compté que le beurre et l'argent du beurre, et les deux mains au cul de la crémère (tiens, on me rapporte une anecdote : Sarkozy, dans une de ces réunions d'économistes de cour qu'il se plaît à convoquer régulièrement, aurait déclaré ne pas envisager de faire plus d'un mandat « *pour pouvoir ensuite passer à autre chose, faire des affaires, bâtir une fortune* » ; je n'en crois rien, bien sûr : quand il aura goûté au pouvoir et à ses pompes, il ne pourra plus s'en passer. Ce qui ne l'empêchera pas d'amasser pour ses vieux jours, bien au contraire), la jouissance des prébendes qu'on s'octroie et qu'on dispense, l'aphrodisiaque emprise qu'on exerce sur les êtres, toutes ces délices qu'on se promet –, quand je les contemple, ces abusifs héritiers, dans le complaisant miroir que leur tendent les médias à leur dévotion, ma foi, je vous regrette, mon Général. Non que votre magistère fût toujours exempt d'erreurs, d'injustices, de zones d'ombre. D'affaires « *banales et subalternes* », certes non !

Au moins aviez-vous de la gueule.

LA PUGNACITÉ DE BAYROU

Il serait dommage, avant de refermer cette page des « *universités d'été* » (il y en a tant qu'on ne sait plus trop où donner de la tête...), de ne pas citer celle de l'UDF. Pas tant pour l'affiche : Bayrou, encadré de Rocard et Barnier, en symbole de sa volonté de faire sauter les frontières entre les blocs, vieux rêve que seul de Gaulle, justement, avait rendu possible un temps ; dans des circonstances exceptionnelles. Mais histoire de saluer un bonhomme qui, mine de rien, ne manque pas de panache (blanc, forcément pour le Béarnais). D'abord, je trouve que la famille centriste lui doit une fière chandelle pour ne pas avoir été laminée : on se rappelle peut-être que le mirifique projet de transformation du RPR en UMP était de rassembler en une formation unique tous les élus de la majorité présidentielle. Sans François Bayrou et sa ténacité, ce serait chose faite. Mais surtout parce qu'en affichant sans complexe sa différence – jusqu'à voter la censure –, puis en faisant de Sarkozy sa cible privilégiée et en pointant ses mensonges et reniements à chaque occasion (sur la fusion GDF-Suez, par exemple), il contribue activement à fragiliser ce Bonaparte aux petits petons. Vous me direz : il n'a pas d'autres choix s'il veut exister dans la campagne. Certes. N'empêche qu'il lâche, presque à chaque intervention, des choses qu'on a

envie d'applaudir des deux mains. Tiens, ceci, sur « *les liens d'intimité et d'intérêt unissant le pouvoir politique aux grands groupes de médias détenus par des puissances industrielles*... » Nicolas Sarkozy assume cette intimité, j'estime pour ma part que pour sauvegarder la démocratie, il faut garantir l'indépendance du capital des entreprises de presse ». Je ne crois pas beaucoup au « *centrisme révolutionnaire* » cher à Jean-François Kahn (qui vient par ailleurs de sortir un nouveau brûlot dont je vous recommande la réjouissante lecture) (1), mais je reconnais que la pugnacité de Bayrou parvient à lui donner une incarnation plutôt sympathique. On ne va pas s'en plaindre.

GAZA, UNE PRISON

Le Proche-Orient toujours. Le désastre sur tous les fronts. Ceux dont on parle encore : Liban, Irak, situation intérieure d'Israël (où Olmert est de plus en plus contesté, tant sur sa politique que sur ses malversations financières) ; ceux dont on ne parle pas assez : la situation à Gaza, pire que jamais : « *Gaza a été réoccupée. Le monde doit le savoir et les Israéliens aussi doivent le savoir. Gaza se trouve dans la pire des situations de son histoire*... » Plus que jamais, Gaza est comme une prison. Le passage d'Erez est vide, le passage de Karni n'a été ouvert que quelques jours ces derniers mois, et la même chose est vraie pour le passage de Rafah. Quelque 15 000 personnes ont attendu pendant deux mois pour entrer en Égypte, certains attendent toujours, y compris un grand nombre de personnes malades et blessées. 5 000 autres personnes attendaient de l'autre côté pour retourner dans leurs foyers. Certains sont morts pendant l'attente. Il faut voir les scènes à Rafah pour comprendre à quel point cette tragédie humaine qui se déroule est profonde. Un passage qui n'était pas censé avoir une présence israélienne continue d'être un moyen pour Israël de faire pression sur 1,5 million d'habitants. C'est une punition collective scandaleuse et choquante. Les États-Unis et l'Europe, qui font la police au passage de Rafah, sont aussi responsables de cette situation. Gaza est aussi plus pauvre et plus affamée qu'elle ne l'a jamais été. Il n'y a pratiquement aucune marchandise qui entre ou qui sort. Pêcher est interdit. Les dizaines de milliers de fonctionnaires de l'AP ne reçoivent plus aucun salaire, et la possibilité de travailler en Israël est hors de question. Et nous n'avons pas encore parlé de la mort, de la destruction et de l'horreur. Ces deux derniers mois,



Israël a tué 224 Palestiniens, dont 62 enfants et 25 femmes. Israël a bombardé et assassiné, détruit et pilonné, et personne ne l'a arrêté. Aucune cellule de lanceurs de Qassam et aucun tunnel de contrebande ne peut justifier une tuerie à si grande échelle. Il n'y a pas un seul jour sans morts, la plupart des civils palestiniens innocents. » Extrait d'un article de Gidéon Levy, paru dans *Haaretz* du 3 septembre (2).

C'est une des rares raisons de ne pas désespérer complètement d'Israël : il y subsiste une presse et des esprits libres. Pour combien de temps ?

AMERICAN PARANO

Encore deux mots, et un livre. Ceux qui me reprochent mon anti-américanisme (« *primaire* », forcément « *primaire* » !) usent souvent d'un argument : « *Contentez-vous de critiquer George W. Bush, comme nous le faisons nous-même !* » (D'ailleurs, même chose pour Israël : l'antisionisme, c'est très vilain ; mais il est autorisé de dire du mal de Sharon, hier, d'Olmert aujourd'hui.)

Sauf que, George Dubbleyou ou pas, la politique impérialiste américaine est toujours la même, grosso merdo, depuis toujours (et tout pareil en Israël, où l'on navigue de Charybde en Scylla). Un tout récent essai, écrit sans hargne, dans un style très maîtrisé, explique très bien ça (3). Son auteur, un avocat formé aux États-Unis, dynamite cette idée toute faite que le « *Nouveau Monde* » serait en avance sur l'ancien, la « *vieille Europe* ». C'est exactement le contraire : il est l'Europe, non pas même d'hier (nationaliste et impérialiste du XIX^e) mais d'avant-hier, du Moyen Âge féodal. Et qu'il maîtrise les outils techniques de la modernité ne change rien à ses structures mentales profondes, héritées du puritanisme originel des *Pilgrim's Fathers*, ces pères fondateurs qui fuyaient, justement, une Europe en pleine transformation (les Lumières) où ils ne retrouvaient plus leurs valeurs, dans « *cette arche de Noé du Mayflower, où l'homme féodal se réfugia en attendant la fin du déluge européen de la libre-pensée* ». Cette *American Parano* se traduit, chez les Américains, par une négation du monde extérieur (il y a les États-Unis d'Amérique et rien) qui les destine à la fois au despotisme (comme l'avait pressenti Tocqueville hier) et à un inéluctable déclin (comme le leur prédit Todd aujourd'hui), dont témoigne déjà l'effarante médiocrité de leur système éducatif (« *Il ne sort de l'université américaine que des enfants qui ne grandiront jamais* ») (4). Ce déclin, somme toute normal – aucun empire n'est éternel –, nous le vivrons dans la douleur, car « *rien n'est plus dangereux qu'un empire qui s'effondre, si ce n'est un empire qui refuse de s'effondrer* ». Si vous voulez savoir pourquoi vous avez raison de détester l'Amérique, lisez d'urgence *American Parano*.

Et ça vous donnera aussi une raison supplémentaire de tout faire pour barrer la route à Sarkozy l'Américain !

B. L.

- (1) *Les Bullocrates*, Jean-François Kahn, Fayard, 225 p., 15 euros.
- (2) « *Gaza's darkness* », <http://questionscritiques.free.fr>
- (3) *American Parano*, Jean-Philippe Immarigeon, Bourin éditeur, 247 p., 20 euros.
- (4) Thème du dernier best-seller de Tom Wolfe, *Moi, Charlotte Simmons* (Robert Laffont), un roman déjanté sur la « *fucking* » vie quotidienne sur un campus américain. Pas triste !

pol-bl-bn@wanadoo.fr

Comment peut-on respecter Sarkozy, et ce clan d'arrivistes qui l'entoure ? Tout, chez et autour de lui, suinte le mépris. Son discours est celui du bonimenteur : l'apparence de la franchise et la main sur le cœur pour vous fourguer ses rossignols.



En septembre dans REGARDS

• **politique**
LIBAN, INSTABILITÉ DESTRUCTRICE
ANTILIBÉRAUX : ÉCLATÉS OU RASSEMBLÉS ?
SANS-PAPIERS, RADIOGRAPHIE D'UN MOUVEMENT
FUSION GDF-SUEZ, L'ARNAQUE

• **société**
SANS DOMICILE FIXE, CES TENTES QUI METTENT LE FEU AUX POUDRES
PRESSE FRAGILE, FRAGILE DÉMOCRATIE

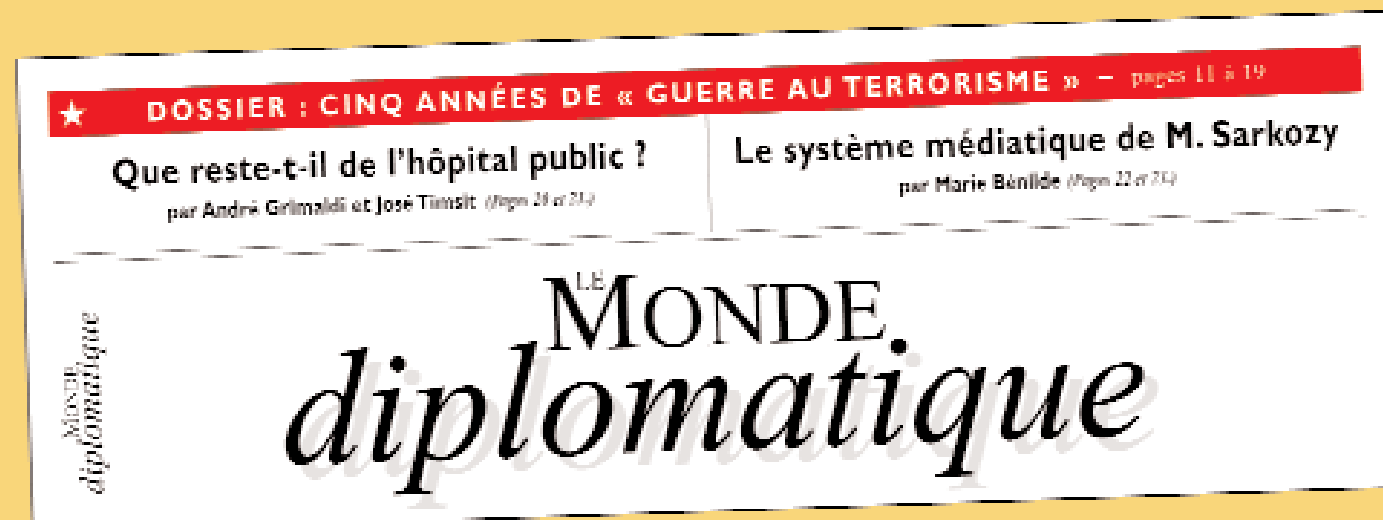
• **culture**
POLAR NORDIQUE, LA PARTIE CACHÉE DE L'ICEBERG
MUSIQUE, LABELS INDÉPENDANTS
CINÉMA : FLANDRES, ENTRETIEN AVEC BRUNO DUMONT
FRANK GEHRY, ARCHI-PORTRAIT
DES GENS DU PEUPLE DE FERNANDO SOLANAS
CRÉATIONS, ENTHOUSIASMES DE CALCE

REGARDS, MENSUEL ENGAGÉ, À LA RECHERCHE D'ALTERNATIVES

En kiosque, 6 €
Consulter notre site pour connaître la liste des kiosques

Regards, 120 rue Lafayette 75010 Paris 01 47 70 01 90 www.regards.fr

SEPTEMBRE 2006



... pas si diplomatique que ça.

DOSSIER

Un nouvel état du monde

par Ignacio Ramonet

Pourquoi Israël s'acharne sur le Liban

par Georges Corm

Quand l'armée commande à Jérusalem

par Amnon Kapellouk

Comment les talibans ont repris l'offensive

par Syed Saleem Shahzad

Unité de façade des chiïtes irakiens

par Peter Harling et Hamid Yasin

Liaisons dangereuses de Washington en Somalie

par Gérard Prunier

Etats-Unis, Royaume-Uni, état d'urgence permanent

par Philip S. Golub

Fissures chez les néoconservateurs américains

par Hubert Védrine

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX ★ 4 €